
États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2024

(assortis de la déclaration de la direction et d'une attestation externe indépendante sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière)

Cote du document: EB 2025/144/R.8

Point de l'ordre du jour: 3 b) i)

Date: 9 avril 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la décision suivante:

En application de l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA, le Conseil d'administration est invité à approuver les états financiers consolidés du FIDA, figurant aux appendices A à L du présent document et rendant compte de sa position financière au 31 décembre 2024 et du résultat de ses opérations pour l'exercice conclu à cette date, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes y relatif, assortis de la déclaration sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière de l'auditeur externe. Les états financiers 2024 seront soumis au Conseil des gouverneurs pour information à sa quarante-neuvième session, en février 2026.

En application de l'article XIII du Règlement financier et compte tenu de la situation financière et des résultats au 31 décembre 2024, il n'est pas recommandé d'effectuer un transfert à la Réserve générale.

Questions techniques:

Hernán Alvarado

Vice-Président adjoint, Responsable des finances en chef
Département des opérations financières
courriel: h.alvarado@ifad.org

Allegra Saitto

Directrice
Division du Contrôle financier
courriel: a.saitto@ifad.org

Table des matières

| | Page |
|---|--|
| Sigles et acronymes | ii |
| Appendice A | Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) |
| Appendice B | État consolidé du résultat global |
| | État du résultat global (FIDA seulement) |
| Appendice B1 | État consolidé de la variation des fonds propres |
| | État de la variation des fonds propres (FIDA seulement) |
| Appendice C | État consolidé des flux de trésorerie |
| | État des flux de trésorerie (FIDA seulement) |
| Appendice D | Notes relatives aux états financiers consolidés |
| Appendice E | État des contributions complémentaires et supplémentaires |
| Appendice E1 | État des contributions complémentaires cumulées de 1978 à 2024 |
| Appendice E2 | État des contributions des États membres et des donateurs au titre de l'Initiative PPTE et de l'apurement des arriérés |
| Appendice E3 | Contributions reçues en 2024 |
| Appendice E4 | Fonds non dépensés en 2024 et 2023 |
| Appendice F | Synthèse du Programme pour la résilience du monde rural |
| Déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière | |
| Attestation du commissaire aux comptes sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière | |
| Rapport du commissaire aux comptes | |
| Appendice G | États des contributions |
| Appendice H | État des prêts |
| Appendice H1 | Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification |
| Appendice H2 | État des dons |
| Appendice H3 | Cadre pour la soutenabilité de la dette (FIDA seulement) |
| Appendice I | État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) |
| Appendice J | État récapitulatif des contributions liées à l'Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti |
| Appendice K | Analyse des dépenses d'exploitation (FIDA seulement) |
| Appendice L | Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres |
| | Initiative de riposte à la crise |
| Appendice L1 | Fonds fiduciaire pour le secteur privé |

Notes:

Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux établis par l'Organisation internationale de normalisation.

Sigles et acronymes

| | |
|-----------------|--|
| AMACS | Plan d'assurance maladie après la cessation de service |
| ASAP | Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne |
| CSD | Cadre pour la soutenabilité de la dette |
| DTS | droit de tirage spécial |
| ECD | exposition en cas de défaut |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| FFGC | Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie |
| FIDA13 | Treizième reconstitution des ressources du FIDA |
| Fonds ABC | Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole |
| FVC | Fonds vert pour le climat |
| IAS | Normes comptables internationales (remplacées par les normes IFRS) |
| IFRS | Normes internationales d'information financière |
| Initiative PPTE | Initiative en faveur des pays pauvres très endettés |
| ITAA | Initiative de transformation de l'agriculture en Afrique |
| PCD | perte en cas de défaut |
| PC-FBSA | Programme conjoint du Fonds belge pour la sécurité alimentaire |
| PD | probabilité de défaut |
| PSA | Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification |

États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2024, pour la période s'achevant à cette date

(assortis de la déclaration de la direction et d'une attestation externe indépendante sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière)

1. En application de la section 11 de l'article 6 de l'Accord portant création du FIDA, les états financiers consolidés seront inclus dans le Rapport annuel du FIDA portant sur l'année 2024. Comme les années précédentes, une note sera accompagnée d'une recommandation pour leur approbation.
2. Les états financiers consolidés pour 2024 seront examinés en détail lors de la cent soixante-seizième réunion du Comité d'audit, en avril 2025. Le président du Comité présentera officiellement les conclusions de cette réunion au sujet desdits états financiers à la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration.
3. Conformément aux Normes internationales d'information financière, la Réserve générale représente des affectations de bénéfices non distribués. Entre 1980 et 1994, le Conseil d'administration a approuvé plusieurs transferts, portant ainsi le montant de la Réserve générale à son niveau actuel de 95 millions d'USD.
4. À compter de l'exercice financier 2024, l'article XIII du Règlement financier est entré en vigueur. Il dispose que « le Conseil d'administration fixe le montant des transferts annuels de l'excédent accumulé à la Réserve générale, compte tenu de la situation financière du Fonds dans le contexte de l'examen/approbation des états financiers vérifiés annuels du Fonds ».
5. Les aspects à prendre en compte pour l'évaluation des transferts annuels à la Réserve générale sont les suivants: le solde global de l'excédent/du déficit accumulé et les facteurs sous-jacents du revenu annuel net/de la perte annuelle nette, en particulier les soldes des gains/pertes latents.
6. Considérant qu'à la fin de 2024 le Fonds avait déclaré une perte globale nette sur une base consolidée de 460,3 millions d'USD et une perte globale nette de 456,0 millions d'USD pour le FIDA seulement, les bénéfices nets non distribués sont restés négatifs à environ 2,9 milliards d'USD sur une base consolidée et négatifs à environ 3,0 milliards d'USD pour le bilan FIDA seulement. Il n'est donc pas recommandé d'effectuer un transfert à la Réserve générale.
7. Le tableau 1 présente un récapitulatif des principaux résultats et ratios financiers issus des états financiers concernant le FIDA seulement.

Tableau 1
Principaux résultats et ratios financiers
(en millions d'USD)

| FIDA seulement | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 | |
|--|------------------|------------------|---|
| Total de l'actif | 11 195 | 10 567 | |
| Contributions au titre de la reconstitution des ressources (fonds propres) | 11 225 | 10 373 | |
| Encours des prêts | 8 451 | 8 367 | |
| Ratio | | | |
| Dette/fonds propres disponibles* | 31,4% | 29,0% | Passif lié à l'emprunt/fonds propres initiaux disponibles |
| Liquidités/actifs | 16,2% | 15,2% | Liquidités et placements/total de l'actif |

* Le ratio dette/fonds propres initiaux disponibles est inférieur à la limite supérieure de 50% établie dans la Politique d'adéquation des fonds propres. On entend par « fonds propres initiaux » la somme du montant net des fonds propres et de la provision pour pertes de crédit, déduction faite des contributions à recevoir

Notes concernant la lecture de ces états financiers:

- Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D) font partie intégrante des états financiers.
- Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux établis par l'Organisation internationale de normalisation.
- Le document distinct intitulé « Examen de haut niveau des états financiers du FIDA » fournit un complément d'information pour faciliter la compréhension des états financiers.
- Les chiffres mentionnés dans les présents états financiers ont été arrondis. Par conséquent, il peut arriver qu'il y ait un décalage entre les totaux réels des différents montants figurant dans les tableaux et les totaux indiqués, ainsi qu'entre les nombres figurant dans les tableaux et ceux mentionnés dans le texte.

Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2024 et 2023
(en milliers d'USD)

| Actif | Note | Montants consolidés | | FIDA seulement | |
|---|-------------|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 31 déc. 2024 | 31 déc. 2023 | 31 déc. 2024 | 31 déc. 2023 |
| Liquidités et avoirs en banque | 4 | 890 995 | 751 339 | 561 092 | 469 285 |
| Placements | 4 | 1 588 145 | 1 500 874 | 1 250 973 | 1 136 140 |
| Autres actifs financiers | 17 | | 16 859 | | 16 859 |
| Titres de participation et de placement à la juste valeur par le compte de résultat | 5 | 5 190 | 5 863 | - | - |
| Billets à ordre à encaisser et contributions à recevoir | | | | | |
| Billets à ordre à encaisser | 6 | 70 860 | 102 523 | 70 860 | 102 523 |
| Contributions à recevoir | 6 | 1 325 932 | 861 003 | 893 904 | 427 060 |
| À déduire: contributions à recevoir conditionnelles | 6 | (181 047) | (85 598) | (181 047) | (85 598) |
| À déduire: provision cumulée pour dépréciation | 7 | (117 739) | (117 659) | (117 739) | (117 659) |
| Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser | | 1 098 006 | 760 269 | 665 978 | 326 326 |
| Autres sommes à recevoir | 8 | 25 854 | 19 303 | 160 240 | 165 637 |
| Immobilisations | 9 | 14 033 | 13 612 | 14 033 | 13 612 |
| Droits d'utilisation | 9 | 92 306 | 71 580 | 92 306 | 71 580 |
| Encours des prêts | | | | | |
| Encours des prêts | 10 | 8 899 809 | 8 871 487 | 8 686 169 | 8 643 285 |
| Moins: provision cumulée pour dépréciation des prêts | 10 | (157 148) | (185 980) | (147 274) | (174 613) |
| Moins: provision cumulée au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) | 11 | (88 244) | (101 377) | (88 244) | (101 377) |
| Encours net des prêts | | 8 654 417 | 8 584 130 | 8 450 651 | 8 367 295 |
| Total de l'actif | | 12 368 946 | 11 723 829 | 11 195 273 | 10 566 734 |
| Passif et fonds propres | Note | Montants consolidés | | FIDA seulement | |
| | | 31 déc. 2024 | 31 déc. 2023 | 31 déc. 2024 | 31 déc. 2023 |
| Passif | | | | | |
| Sommes à payer et passif exigible | 13 | 195 776 | 199 996 | 184 400 | 191 933 |
| Dons non décaissés | 14 | 377 220 | 346 834 | 37 913 | 49 039 |
| Recettes reportées | 15 | 548 224 | 575 283 | 99 296 | 65 260 |
| Passif au titre des loyers | 9 | 94 067 | 72 320 | 94 067 | 72 320 |
| Passif au titre d'emprunts | 16 | 2 710 349 | 2 479 749 | 2 443 121 | 2 249 705 |
| Autres passifs financiers | 17 | 18 189 | 15 599 | 18 189 | 15 599 |
| Total du passif | | 3 943 825 | 3 689 781 | 2 876 986 | 2 643 856 |
| Fonds propres | | | | | |
| Contributions | | | | | |
| Ordinaires | | 11 204 146 | 10 352 727 | 11 204 146 | 10 352 727 |
| Spéciales | | 20 369 | 20 369 | 20 369 | 20 369 |
| Total des contributions | Appendice G | 11 224 515 | 10 373 096 | 11 224 515 | 10 373 096 |
| Bénéfices non distribués | | | | | |
| Réserve générale | | 95 000 | 95 000 | 95 000 | 95 000 |
| Déficit accumulé | | (2 894 394) | (2 434 048) | (3 001 228) | (2 545 218) |
| Total des bénéfices non distribués | | (2 799 394) | (2 339 048) | (2 906 228) | (2 450 218) |
| Total des fonds propres | | 8 425 121 | 8 034 048 | 8 318 287 | 7 922 878 |
| Total passif et fonds propres | | 12 368 946 | 11 723 829 | 11 195 273 | 10 566 734 |

État consolidé du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023
(en milliers d'USD)

| | Note | 2024 | 2023 |
|--|-----------|------------------|------------------|
| Recettes | | | |
| Produit des prêts | 18 | 137 008 | 127 928 |
| Produit/(pertes) sur liquidités et placements | 19 | 93 611 | 85 407 |
| Recettes provenant d'autres sources | 20 | 18 624 | 11 237 |
| Recettes provenant des contributions | 21 | 242 474 | 215 684 |
| (Perte)/gain net des placements | | (308) | (150) |
| Total des recettes | | 491 409 | 440 106 |
| Frais de fonctionnement | | | |
| Traitements et indemnités du personnel | 23 | (131 294) | (119 050) |
| Dépenses administratives courantes | | (36 253) | (35 022) |
| Frais de consultants et dépenses non liées au personnel | | (66 041) | (65 434) |
| Frais financiers directs (banques et placements) | 24 | (4 954) | (2 202) |
| Sous-total des frais de fonctionnement | 22 | (238 542) | (221 708) |
| Autres dépenses | | | |
| Charges d'intérêt relatives au passif financier et aux locations | 28 | (103 795) | (85 156) |
| Provision pour dépréciation des prêts | 10 | (20 691) | (30 302) |
| Dépenses au titre de l'Initiative PPTE | 27 | 8 120 | 6 874 |
| Dépenses au titre des dons | 25 | (215 914) | (174 200) |
| Dépenses au titre des dons consentis aux pays surendettés | 25 | (172 516) | (178 062) |
| Dotation aux amortissements | 9 | (12 802) | (12 428) |
| Sous-total des autres dépenses | | (476 216) | (473 274) |
| Total des dépenses | | (714 758) | (694 982) |
| (Déficit)/surplus, avant comptabilisation des ajustements correspondant aux taux de change et des variations de la comptabilité de couverture | | (223 349) | (254 876) |
| (Pertes)/gains nets relatifs aux opérations de couverture | 29 | (19 160) | (9 281) |
| (Pertes)/gains de change (FIDA seulement) | 26 | (209 894) | 42 494 |
| Profit net ou (perte) | | (452 403) | (221 663) |
| Autres éléments du résultat global – (pertes)/produit: | | | |
| (Pertes)/gains de change résultant de la conversion d'entités consolidées | 26 | (15 572) | 11 940 |
| Variation de la provision pour le Plan d'assurance maladie après la cessation de service (AMACS) | 23 | 7 629 | (1 361) |
| Total des autres éléments du résultat global – (pertes)/gains | | (7 943) | 10 579 |
| Total des éléments du résultat global – produit/(pertes) | | (460 346) | (211 084) |

État du résultat global (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023
(en milliers d'USD)

| | Note | 2024 | 2023 |
|--|-----------|------------------|------------------|
| Recettes | | | |
| Produit des prêts | 18 | 131 729 | 123 572 |
| Produit/(pertes) sur liquidités et placements | 19 | 89 061 | 79 635 |
| Recettes provenant d'autres sources | 20 | 18 624 | 18 082 |
| Recettes provenant des contributions | 21 | 170 | 86 |
| Total des recettes | | 239 584 | 221 375 |
| Frais de fonctionnement | | | |
| Traitements et indemnités du personnel | 23 | (120 403) | (110 052) |
| Dépenses administratives courantes | | (32 157) | (31 721) |
| Frais de consultants et dépenses non liées au personnel | | (49 727) | (52 758) |
| Frais financiers directs (banques et placements) | 24 | (4 389) | (1 559) |
| Sous-total des frais de fonctionnement | 22 | (206 676) | (196 090) |
| Autres dépenses | | | |
| Charges d'intérêt relatives au passif financier et aux locations | 28 | (96 179) | (77 507) |
| Provision pour dépréciation des prêts | 10 | 19 784 | (22 007) |
| Dépenses au titre de l'Initiative PPTE | 27 | 8 120 | 6 875 |
| Dépenses au titre des dons | 25 | (13 900) | (5 185) |
| Dépenses au titre des dons consentis aux pays surendettés | 25 | (172 516) | (178 062) |
| Dotations aux amortissements | 9 | (12 802) | (12 428) |
| Sous-total des autres dépenses | | (267 493) | (288 314) |
| Total des dépenses | | (474 169) | (484 404) |
| (Déficit)/surplus, avant comptabilisation des ajustements correspondant aux taux de change et des variations de la comptabilité de couverture | | | |
| (Pertes)/gains nets relatifs aux opérations de couverture | 29 | (19 160) | (9 281) |
| (Pertes)/gains de change (FIDA seulement) | 26 | (209 894) | 42 494 |
| Profit net ou (perte) | | (463 639) | (229 816) |
| Autres éléments du résultat global – (pertes)/produit: | | | |
| Variation de la provision pour l'AMACS | 23 | 7 629 | (1 361) |
| Total des autres éléments du résultat global – (pertes)/gains | | 7 629 | (1 361) |
| Total des éléments du résultat global – produit/(pertes) | | (456 010) | (231 177) |

État consolidé de la variation des fonds propres

Pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022
(en milliers d'USD)

| | <i>Contributions</i> | <i>Déficit accumulé</i> | <i>Réserve générale</i> | <i>Total des fonds propres</i> |
|---|----------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| Soldes au 1^{er} janvier 2023 | 10 184 751 | (2 222 964) | 95 000 | 8 056 787 |
| 2023 | | | | |
| Instruments de contribution | 183 995 | | | 183 995 |
| Variations de change et autres variations | 4 350 | | | 4 350 |
| Profit net ou (perte) | | (221 663) | | (221 663) |
| Total des autres éléments du résultat global – produit/(pertes) | | 10 579 | | 10 579 |
| Soldes au 31 décembre 2023 | 10 373 096 | (2 434 048) | 95 000 | 8 034 048 |
| 2024 | | | | |
| Soldes au 1^{er} janvier 2024 | 10 373 096 | (2 434 048) | 95 000 | 8 034 048 |
| Instruments de contribution | 875 423 | | | 875 423 |
| Variations de change et autres variations | (24 004) | | | (24 004) |
| Profit net ou (perte) | | (452 403) | | (452 403) |
| Total des autres éléments du résultat global – produit/(pertes) | | (7 943) | | (7 943) |
| Soldes au 31 décembre 2024 | 11 224 515 | (2 894 394) | 95 000 | 8 425 121 |

État de la variation des fonds propres (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023
(en milliers d'USD)

| | <i>Contributions</i> | <i>Déficit accumulé</i> | <i>Réserve générale</i> | <i>Total des fonds propres</i> |
|---|----------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| Soldes au 1^{er} janvier 2023 | 10 184 751 | (2 314 041) | 95 000 | 7 965 710 |
| 2023 | | | | |
| Instruments de contribution | 183 995 | | | 183 995 |
| Variations de change et autres variations | 4 350 | | | 4 350 |
| Profit net ou (perte) | | (229 816) | | (229 816) |
| Total des autres éléments du résultat global – produit/(pertes) | | (1 361) | | (1 361) |
| Soldes au 31 décembre 2023 | 10 373 096 | (2 545 218) | 95 000 | 7 922 878 |
| 2024 | | | | |
| Soldes au 1^{er} janvier 2024 | 10 373 096 | (2 545 218) | 95 000 | 7 922 878 |
| Instruments de contribution* | 875 423 | | | 875 423 |
| Variations de change et autres variations | (24 004) | | | (24 004) |
| Profit net ou (perte) | | (463 639) | | (463 639) |
| Total des autres éléments du résultat global – produit/(pertes) | | 7 629 | | 7 629 |
| Soldes au 31 décembre 2024 | 11 224 515 | (3 001 228) | 95 000 | 8 318 287 |

État des flux de trésorerie (chiffres consolidés et FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023
(en milliers d'USD)

| | <i>Montants consolidés</i> | | <i>FIDA seulement</i> | |
|---|----------------------------|------------------|-----------------------|------------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation du FIDA | | | | |
| Intérêts sur prêts | 140 524 | 112 445 | 135 219 | 107 948 |
| Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions | 213 991 | 260 184 | 18 458 | 13 966 |
| Dépenses d'exploitation et autres paiements | (279 235) | (242 953) | (223 544) | (206 862) |
| Décaissements de dons | (176 655) | (148 901) | (21 673) | (28 748) |
| Décaissements au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette | (172 516) | (178 062) | (172 516) | (178 062) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'exploitation | (273 891) | (197 287) | (264 056) | (291 758) |
| Flux de trésorerie provenant des activités de placement | | | | |
| Décaissements de prêts | (749 283) | (699 435) | (736 570) | (691 449) |
| Remboursements de prêts – principal | 448 616 | 401 978 | 434 548 | 387 562 |
| Somme reçue au titre des placements | (5 572) | (33 851) | (31 903) | (2 645) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de placement | (306 239) | (331 308) | (333 925) | (306 532) |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | | | | |
| Contributions aux reconstitutions | 521 491 | 412 520 | 521 491 | 412 520 |
| Fonds empruntés | 372 881 | 360 188 | 308 639 | 360 188 |
| Remboursement du principal des fonds empruntés | (57 713) | (57 035) | (42 131) | 42 588 () |
| Paiement des intérêts sur les fonds empruntés | (95 428) | (77 894) | (87 816) | (70 217) |
| Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement | 741 231 | 637 779 | 700 183 | 659 903 |
| Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents | (21 449) | (171) | (10 398) | (5 493) |
| (Diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restrictions | 139 652 | 109 013 | 91 804 | 56 120 |
| Liquidités et équivalents non soumis à restrictions en début d'exercice | 751 260 | 642 247 | 469 206 | 413 086 |
| Liquidités et équivalents non soumis à restrictions en fin d'exercice | 890 912 | 751 260 | 561 010 | 469 206 |
| Dont: | | | | |
| Liquidités non soumises à restrictions | 890 912 | 751 260 | 561 010 | 469 206 |
| Liquidités et équivalents en fin d'exercice | 890 912 | 751 260 | 561 010 | 469 206 |

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1

BRÈVE DESCRIPTION DU FONDS ET DE LA NATURE DE SES OPÉRATIONS

Le Fonds international de développement agricole (ci-après le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies. Le FIDA, qui a son siège à Rome (Italie), a officiellement vu le jour le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur. Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

En tant qu'institution financière internationale, le FIDA jouit de fait du statut de créancier privilégié. Ce statut, dont jouissent d'autres institutions financières internationales, n'est pas un statut juridique, mais il est consacré dans la pratique et est accordé par les parties prenantes du Fonds (177 États membres). Le statut de créancier privilégié est un concept universellement reconnu par des entités telles que les autorités de tutelle des banques, la Banque des règlements internationaux et les agences de notation.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique peut devenir membre du Fonds. Celui-ci tire ses ressources des contributions des États membres, des contributions spéciales provenant d'entités hors États membres et d'autres sources, auxquelles s'ajoutent les ressources qui proviennent ou proviendront de ses opérations et d'autres sources, notamment par l'emprunt auprès des Membres et d'autres sources.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinancements. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions, sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines, font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

En 2024, le contexte extérieur a été marqué par une volatilité générale des taux de change du marché et par d'autres difficultés telles que la poursuite des conflits et l'instabilité.

Le FIDA a maintenu ses interventions axées sur la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté.

En février 2024, le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 235/XLVII sur la treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA 13). Les

annonces de contributions y relatives s'élevaient à 1,4 milliards d'USD au 31 décembre 2024.

NOTE 2

RÉCAPITULATIF DES PRINCIPALES RÈGLES COMPTABLES

Les principales règles comptables appliquées pour établir ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles sont appliquées de manière homogène pour tous les exercices présentés.

a) Principes de base

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), normes comptables émises par le Conseil des normes comptables internationales, et selon une approche de continuité, à partir de la situation financière actuelle et de la prévision des flux de trésorerie. Des informations sont données séparément dans les états financiers là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur.

Pour établir les états financiers conformément aux normes comptables IFRS, il faut procéder à un certain nombre d'estimations comptables essentielles. Cela suppose aussi que la direction exerce un pouvoir d'appréciation sur l'application des règles comptables. Les domaines dans lesquels l'exercice de ce jugement est plus poussé ou plus complexe ou dans lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 3.

Normes IFRS nouvelles ou modifiées obligatoirement applicables

En 2024, aucune norme IFRS ou position officielle correspondante n'a eu d'effet notable sur le FIDA.

Normes IFRS qui ne sont pas encore obligatoires

Aucune norme comptable IFRS ou interprétation y afférente susceptibles d'avoir une incidence notable sur le Fonds ne doit prendre effet dans l'année en cours.

b) Périmètre de consolidation

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et de ressources autres que les ressources de base font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des comptes consolidés comprenant les opérations et les soldes des entités suivantes:

- le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);
- le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie (FFGC);
- d'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et programmatiques, le Programme conjoint du Fonds belge pour la sécurité alimentaire (PC-FBSA), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Mécanisme de relance en

faveur des populations rurales pauvres mis en place en 2020 par suite de la pandémie de COVID-19;

- le Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative PPTE;
- le Fonds fiduciaire du FIDA pour l'AMACS;
- le compte administratif de l'Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti;
- le Fonds fiduciaire espagnol;
- le Programme pour la résilience du monde rural (ancien Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne [ASAP]);
- le Fonds fiduciaire pour le secteur privé;
- l'Initiative de transformation de l'agriculture en Afrique (ITAA), approuvée par le Conseil d'administration en août 2021.

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et sont contrôlées par ce dernier, conformément à la norme IFRS 10. Conformément aux recommandations et accords sous-jacents établissant ces entités, le FIDA a le pouvoir de régir les règles financières et opérationnelles les concernant. Le FIDA est responsable, au minimum, de la part des résultats positifs ou négatifs de ces entités correspondant à ses activités avec celles-ci, et il est en mesure d'influer sur ces résultats dans le cadre du pouvoir qu'il exerce sur les éléments qui les composent. En conséquence, ces entités figurent dans ses états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires peuvent être établis sur demande pour ces fonds pour répondre aux exigences spécifiques des donateurs. L'exercice financier de toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation correspond à l'année civile.

Entités hébergées et autres services

Il existe d'autres entités que le FIDA héberge, mais dont les opérations ne font pas partie de ses activités principales, et le FIDA n'a pas le pouvoir de régir les règles financières et opérationnelles les concernant. Elles ne sont donc pas consolidées dans ses comptes, car elles échappent dans une large mesure à son contrôle. Au 31 décembre 2024, la seule entité hébergée par le FIDA était la Coalition internationale pour l'accès à la terre (dénommée auparavant Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté).

Le Fonds est une entité accréditée du Fonds vert pour le climat (FVC), et a signé son premier accord de contribution avec ce dernier en 2020. En sa qualité d'entité accréditée du FVC, le FIDA n'a pas le pouvoir de régir les règles financières et opérationnelles le concernant. Par ailleurs, il n'est pas responsable des résultats de sa participation aux activités financées par le FVC, auxquels il n'a pas non plus de droits.

c) Investissements dans des initiatives du secteur privé

Le FIDA a travaillé en partenariat avec l'Union européenne, le Gouvernement luxembourgeois et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique à partir de 2018, en vue de créer le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC), un fonds du secteur privé ayant pour objectif de stimuler les investissements dans les petites entreprises agricoles sur les marchés émergents. Le FIDA a joué le rôle d'entité parrainante dans le cadre de la constitution du Fonds ABC, qui est une personne morale distincte. Il a souscrit des titres de participation et de placement en ayant recours à des fonds supplémentaires – pour le compte de tiers et pour son propre compte (avec l'appui de la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse). Conformément à la norme IFRS 10, le FIDA n'exerce aucun contrôle sur les décisions prises en matière de placement par le Fonds ABC.

d) Conversion des monnaies et variations de change

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité (« la monnaie fonctionnelle »). Dans le cas du FIDA, cette monnaie est le dollar des États-Unis.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés au compte de résultat pour la période correspondante, à l'exception des billets à ordre et des contributions, comptabilisés comme fonds propres.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds consolidés dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation de l'information financière sont convertis dans cette dernière monnaie et sont comptabilisés comme suit:

- Les actifs et passifs sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture de l'exercice, et les recettes et dépenses sont converties au taux moyen mensuel.
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts à la rubrique « autres éléments du résultat global ».

e) Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Actifs financiers au coût amorti

Un actif financier doit être évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies: i) la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; ii) les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Les deux conditions étant

considérées comme remplies, l'encours des prêts est évalué au coût amorti.

Actif financier à la juste valeur

Si les critères ne sont pas remplis, l'actif ne peut être classé dans la catégorie des coûts amortis et doit être classé à la juste valeur par le compte de résultat. La juste valeur par d'autres éléments du résultat global n'est pas utilisée par le FIDA. Tous les autres actifs non classés au coût amorti sont classés à la juste valeur par le compte de résultat.

Passif financier

Le passif financier mesuré au coût amorti comprend les instruments financiers (autres que les passifs détenus à des fins de transaction ou désignés à la juste valeur) représentant les diverses formes de financement par des tiers.

Il est comptabilisé à la date de liquidation initialement à la juste valeur, qui est normalement la contrepartie reçue moins les coûts de transaction directement imputables au passif financier. Ces instruments sont ultérieurement évalués au coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Lorsque les conditions de la norme IFRS 9 pour la comptabilité de couverture sont remplies, le passif financier est comptabilisé à la date de la transaction au coût amorti, ajusté des variations de sa juste valeur attribuables aux risques couverts.

Les intérêts sont échus et comptabilisés au compte de résultat au titre des charges d'intérêts des prêts.

Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments dérivés sont utilisés pour gérer les risques de taux d'intérêt et de change et sont comptabilisés dans les états financiers à la date de la transaction et à leur juste valeur en tant qu'« autres actifs ou autres passifs ». Le FIDA applique une comptabilité de couverture selon la norme IFRS 9 à des relations de couverture individuelles déterminées lorsque les conditions énoncées par la norme sont remplies.

f) Fonds propres

Les fonds propres comprennent les trois éléments suivants: i) les contributions (fonds propres); ii) la Réserve générale; iii) les bénéfices non distribués.

i) Contributions (fonds propres)

Généralités

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période de la Troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement au titre des contributions en fonds propres et des contributions à recevoir lorsqu'un Membre dépose un instrument de contribution, à l'exception des instruments de contribution conditionnels, qui sont soumis à des décisions nationales d'ouverture de crédits et dont le montant diminuera proportionnellement à mesure que ces conditions

seront remplies. Les montants à recevoir des États membres au titre des contributions et autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont comptabilisés au solde souscrit non encore encaissé.

Le Fonds a institué les prêts concessionnels de partenaires (c'est-à-dire des prêts consentis par des partenaires à des conditions favorables) par suite de l'adoption de la résolution de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11). Ces prêts sont assortis de conditions concessionnelles: ils ont des échéances à 25 ans ou à 40 ans et un différé d'amortissement de 5 ans pour les prêts à 25 ans et de 10 ans pour les prêts à 40 ans. Des droits de vote sont attribués aux États membres qui font de tels prêts en proportion de l'élément de libéralité dont ces derniers sont assortis. Les fonds provenant de prêts concessionnels de partenaires ont deux composantes: une composante d'emprunt et une composante de fonds propres. La composante de fonds propres est l'élément de libéralité obtenu, calculé sur la base des conditions du prêt et du taux d'actualisation convenu durant la consultation sur la reconstitution des ressources. L'élément de libéralité est enregistré en tant que fonds propres.

Provision pour dépréciation des contributions

Le Fonds a établi une politique applicable aux provisions pour arriérés de contribution des États membres, sans préjudice du statut de créancier privilégié, comme suit:

Si des éléments indiquent qu'un actif est déprécié, une provision pour dépréciation spécifique est comptabilisée et déduite des fonds propres. Le montant de la dépréciation correspond à l'écart entre la valeur comptable et la valeur qu'il est possible de recouvrer. Les critères utilisés pour déterminer s'il existe des éléments objectifs attestant d'une dépréciation sont:

- l'existence d'arriérés sur le versement des échéances (principal et intérêts) prévues au contrat;
- des difficultés de trésorerie rencontrées par le débiteur;
- le non-respect des dispositions contractuelles ou des conditions;
- l'ouverture d'une procédure de faillite.

En l'absence d'autre élément, une provision est constituée:

- Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contribution ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.
- Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).
- La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

ii) Réserve générale

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie pour répondre à la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du placement de ses avoirs liquides. Elle a également pour fonction de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

Aux termes de l'article XIII du Règlement financier, « le Conseil d'administration fixe le montant des transferts annuels de l'excédent accumulé à la Réserve générale, compte tenu de la situation financière du Fonds dans le contexte de l'examen/approbation des états financiers vérifiés annuels du Fonds ».

iii) Bénéfices non distribués

Les bénéfices non distribués représentent le total de l'écart entre les recettes et les dépenses, incidence de la variation des taux de change et de la valeur des instruments de couverture comprise.

g) Prêts

i) Prêts à des États membres

Les prêts sont accordés à des pays en développement qui sont membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt entre en vigueur à la date à laquelle il a été signé par le Fonds ainsi que par l'emprunteur, à moins que l'accord de financement ne dispose qu'il doit être ratifié, auquel cas l'accord de financement prend effet à la date à laquelle le Fonds reçoit un instrument de ratification. Tous les prêts du FIDA sont approuvés et leur remboursement ainsi que le paiement des intérêts dont ils sont assortis doivent être effectués dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux stipulations de l'accord de prêt.

Les conditions relatives aux prêts accordés par le Fonds sont publiées sur le site du FIDA (<https://www.ifad.org/fr/financial-products-and-terms>)

ii) Prêts à des États non membres

À sa vingt et unième session, tenue en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FFGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FFGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

À sa cent vingt-neuvième session, le Conseil d'administration a approuvé le document EB 2020/129/R.11/Rev.1, qui expose le Cadre des

opérations non souveraines du FIDA dans le secteur privé.

iii) Comptabilisation des prêts

Les opérations de prêt sont comptabilisées dans le bilan au moment où les fonds sont décaissés à l'emprunteur. Les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur, qui correspond au prix de la transaction (montant décaissé, y compris les coûts de transaction - solde nominal). Les encours des prêts sont ultérieurement évalués au coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif.

iv) Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)

Le FIDA participe à l'initiative – initiale et renforcée – du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de gestion des partenariats opérationnels avec des pays susceptibles d'avoir des arriérés à l'égard du FIDA en raison du poids du service de leur dette. Par conséquent, le FIDA accorde des allégements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un Fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt. Les montants correspondant aux obligations au titre du service de la dette qui sont annulés doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire (c'est-à-dire au moment où lesdites obligations arrivent à échéance), dans la limite des ressources disponibles.

Le Conseil d'administration approuve chaque allégement de dette consenti à un pays en valeur actuelle nette. La fraction de principal correspondant à cet allégement, estimée en valeur nominale, est ensuite inscrite au poste Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE et comptabilisée en charge au poste Dépenses au titre de l'Initiative PPTE sur l'état du résultat global. Les hypothèses sur lesquelles reposent ces estimations font l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément d'appréciation importante.

La dépense comptabilisée est compensée et la provision cumulée réduite à proportion des sommes fournies par les donateurs extérieurs, dans la mesure où des ressources de ce type sont disponibles. La provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE est réduite lorsque l'allégement de la dette est consenti.

En novembre 2006, le FIDA a été autorisé à accéder aux ressources propres du Fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés administré par la Banque mondiale afin de contribuer au financement des allégements de dette à accorder aux pays qui atteignent le point d'achèvement. Le montant versé par le Fonds fiduciaire PPTE de la Banque mondiale est calculé sur la base de la valeur actuelle nette des estimations des flux d'allégement de dette à venir,

telle que déterminée par la Banque mondiale sur la base des données du FIDA.

v) Provision cumulée pour dépréciation

Conformément à la norme IFRS 9, le FIDA a mis en place la méthode prospective relative aux pertes de crédit attendues pour calculer une provision pour dépréciation des prêts. La méthode intègre les caractéristiques du statut de créancier privilégié. Elle est appliquée aux actifs financiers comptabilisés au coût amorti tels que l'encours des prêts. Le Fonds est tenu de comptabiliser une correction pour perte de crédit attendue soit pour les 12 mois à venir, soit pour la durée de vie de l'actif, selon l'importance de l'augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

La méthode de la perte de crédit attendue reflète un résultat fondé sur des pondérations probabilistes, la valeur temps de l'argent et les meilleures informations prospectives disponibles grâce à l'inclusion de facteurs macroéconomiques.

Elle repose sur un modèle comportant trois catégories tenant compte de l'évolution de la qualité de crédit depuis l'émission ou la comptabilisation initiale de l'instrument financier. La date d'émission est la date à laquelle les conditions de décaissement ont été satisfaites. Les dépréciations sont comptabilisées soit sur la base de la perte de crédit attendue sur les 12 mois à venir, soit sur la base de la perte de crédit attendue sur la durée de vie de l'actif, selon la catégorie dans laquelle se situe l'instrument financier. La répartition en différentes catégories détermine en outre si les revenus d'intérêts des instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur comptable brute, pour les catégories 1 et 2, ou déduction faite de la correction pour dépréciation, pour la catégorie 3.

Ce modèle de classement repose sur une évaluation relative du risque de crédit (à savoir qu'un prêt affichant les mêmes caractéristiques pourrait être inclus dans la catégorie 1 ou la catégorie 2, en fonction de son risque de crédit à la date d'émission de l'instrument). Par conséquent, la même contrepartie peut avoir des prêts classés dans différentes catégories.

La catégorie 1 regroupe les instruments financiers dits « productifs » qui n'ont pas subi de dégradation importante de leur qualité de crédit depuis leur comptabilisation initiale ou dont le risque de crédit est jugé faible à la date de clôture de l'exercice. Pour ces instruments, la perte de crédit attendue est la résultante fondée sur des pondérations probabilistes de défauts possibles au cours des 12 mois qui suivent la date de clôture de l'exercice. Les actifs à risque faible (ayant valeur d'investissement) sont classés dans la catégorie 1.

La catégorie 2 est celle des instruments financiers « sous-productifs », dont le risque de crédit a fortement augmenté depuis leur comptabilisation initiale. Pour ces actifs, la perte de crédit attendue résulte de tous les cas de défaut possibles sur la durée de vie escomptée de l'instrument, pondérée de la probabilité de défaut. Les intérêts perçus sont calculés à partir de la valeur comptable brute.

La catégorie 3 comprend les instruments financiers « improductifs » pour lesquels il existe une indication objective de dépréciation/défaut à la date de clôture de l'exercice (probabilité de défaut de 100%). Pour ces instruments, une perte de crédit attendue sur la durée de vie de l'actif est comptabilisée. Aux termes de la norme IFRS 9, les

intérêts sont calculés à partir de la valeur comptable nette. Étant donné que le Fonds comptabilise intégralement les intérêts courus, le calcul se fait sur la base de la valeur brute.

Les transferts d'une catégorie à l'autre dépendent de l'évolution du risque de crédit de l'instrument financier entre sa comptabilisation initiale et la date de clôture de l'exercice. Ces transferts, qu'ils résultent d'une amélioration ou d'une dégradation, peuvent ainsi faire varier les soldes des provisions pour dépréciation.

Conformément à la section 5.5 « Dépréciation » de la norme IFRS 9, le FIDA a adopté certaines présomptions réfutables liées au nombre de jours d'arriéré de paiement. Conformément aux procédures applicables en cas de retard dans le service de la dette, les instruments financiers qui présentent des arriérés de plus de 75 jours sont classés dans la catégorie 2, tandis que les instruments financiers dont les arriérés sont supérieurs à 180 jours relèvent de la catégorie 3.

La valeur comptable des instruments financiers est réduite par l'utilisation d'un compte de provision, et le montant de la perte est porté au compte de résultat.

Les intérêts et les commissions de service relatifs aux instruments financiers classés dans les catégories 1 et 2 sont comptabilisés selon le système de l'exercice, tandis que, pour les instruments financiers qui relèvent de la catégorie 3, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme produits que lorsqu'ils sont effectivement reçus.

h) Investissements

i) Classement et évaluation

Les placements du Fonds peuvent être comptabilisés à la juste valeur au compte de résultat ou au coût amorti. Ils sont comptabilisés au coût amorti lorsqu'ils appartiennent à un portefeuille géré par le Fonds suivant un modèle de gestion prévoyant que ces actifs seront détenus jusqu'à leur échéance, seuls étant perçus les intérêts et le principal échus conformément aux caractéristiques contractuelles. Si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies, le Fonds comptabilise les placements à leur juste valeur au compte de résultat. La juste valeur est déterminée conformément aux trois niveaux indiqués à la note 3. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées au fur et à mesure dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au fur et à mesure au compte des variations de change. Tous les achats et ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction. Les produits dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de signature du contrat correspondant, puis réévalués et comptabilisés sur cette même base. La majeure partie des produits dérivés, quoiqu'utilisés à des fins de gestion des risques, ne répondent pas aux critères de comptabilité de couverture, de sorte que les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées sur l'état du résultat global. L'intégralité du portefeuille du FIDA est actuellement comptabilisée à la juste valeur au compte de résultat.

ii) Provision cumulée pour titres au coût amorti

Les portefeuilles comprenant des titres détenus à leur coût amorti font l'objet d'une provision pour

dépréciation calculée grâce à la méthode des pertes de crédit attendues. Un modèle de dépréciation reposant sur trois catégories est appliqué en tenant compte de l'évolution de la qualité de crédit des instruments financiers depuis leur émission. La date d'émission de l'instrument financier est la date à laquelle l'instrument a été acquis par le Fonds. Compte tenu des exigences de la politique de placement adoptée par le Fonds, le portefeuille de placements détenus au coût amorti est classé en catégorie 1 étant donné que les instruments financiers ont « valeur d'investissement », et qu'ils bénéficient ainsi de l'exemption prévue pour les instruments présentant un faible risque de crédit.

i) Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents se composent des encaisses et des montants déposés dans des comptes bancaires à vue. Ils comprennent aussi les placements immédiatement convertibles à la date du bilan. Le montant net des sommes à payer au titre des placements et les placements au coût amorti ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie. Les liquidités soumises à restrictions ne sont pas comprises dans les liquidités et équivalents.

j) Titres de participation et de placement

Le Fonds a acquis des titres de participation et de placement dans le secteur privé grâce aux contributions supplémentaires. Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur au compte de résultat. Ils sont comptabilisés au premier jour à la date de règlement pour la valeur souscrite. Les gains et les pertes réalisés sont enregistrés dans le compte de résultat à la période correspondante sur la base de la valeur et de la date de règlement. Les variations de la juste valeur peuvent engendrer des gains et des pertes latents qui sont comptabilisés dans le compte de résultat. La juste valeur des titres de participation et de placement découle de la valeur nette de l'actif, et d'un ajustement de liquidité au cas par cas. Dans la mesure où ces placements ne remplissent pas les conditions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, ils ne sont pas considérés comme se rapportant à des entités contrôlées, des coentreprises ou des entités associées. Ils ne sont pas conséquent ni consolidés intégralement ou proportionnellement, ni comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 9, les titres de participation et de placement ne remplissent pas les conditions requises pour être comptabilisés au coût amorti, et sont donc enregistrés à leur juste valeur.

k) Contributions (non comptabilisées dans les fonds propres)

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement de projets, les contributions reçues sont inscrites comme produits au cours de la période durant laquelle le don correspondant peut être décaissé. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés, le PC-FBSA et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme recettes reportées et sont comptabilisées comme produits dans l'état du résultat global, à hauteur du montant des charges liées aux projets. Lorsque les

accords avec les donateurs le stipulent, les contributions reçues (y compris les frais de gestion), auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes, ainsi que les intérêts produits, sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA, et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice E.

Certains donateurs ont apporté leur concours au FIDA sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions ainsi reçues des donateurs sont comptabilisées comme des recettes, et les coûts correspondants sont imputés aux dépenses de personnel.

I) Dons

i) Dons

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme des dépenses à la date à laquelle ils deviennent décaissables à hauteur du montant approuvé et portés au passif pour les montants non décaissés. Conformément aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole (avril 2009), les dons peuvent être décaissés à compter de la date à laquelle le bénéficiaire est en droit d'engager des dépenses admissibles.

Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice au cours duquel l'annulation prend effet.

ii) Dons aux pays surendettés

Au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), les pays admis à emprunter à des conditions particulièrement concessionnelles reçoivent une aide financière sous forme de dons plutôt que de prêts. Les financements consentis dans le cadre du CSD sont régis par les Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole. Les projets financés au titre du CSD sont exécutés sur une période assez longue; ils sont comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel leurs bénéficiaires remplissent les conditions requises pour le décaissement des financements correspondants.

m) Emprunteur

Les passifs correspondants sont comptabilisés au coût amorti. Le FIDA a signé plusieurs accords d'emprunt à taux variable avec des institutions souveraines. Le délai de remboursement peut varier de 20 à 40 ans. Le FIDA encourt des pénalités s'il procède à un remboursement anticipé de l'encours des prêts. Les taux d'intérêt sont variables (liés à l'Euribor, auquel s'ajoute un spread). Les activités d'emprunt sont soumises à la version révisée du Cadre d'emprunt intégré, approuvée par le Conseil d'administration en 2023 (EB 2023/138/R.8). Les fonds empruntés sont octroyés conformément aux politiques et procédures du FIDA (sauf en ce qui concerne les pays bénéficiaires du CSD).

Les fonds empruntés comprennent les prêts accordés par les États membres sous forme de prêts concessionnels de partenaires. Ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti.

Le FIDA émet des placements privés obligataires. Considérant que ces transactions, ainsi que les instruments dérivés qui y sont rattachés, remplissent les conditions de la norme IFRS 9 en matière de comptabilité de couverture, ces passifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction au coût amorti, ajusté des variations à la juste valeur attribuables aux risques couverts.

n) Comptabilité de couverture – couverture à la juste valeur

Le FIDA applique une comptabilité de couverture selon la norme IFRS 9 à chaque relation de couverture individuelle lorsque les conditions énoncées par la norme sont remplies. Le FIDA documente la relation entre l'instrument de couverture (produit dérivé) et les éléments couverts (obligation) lors de la comptabilisation initiale de l'opération et de manière continue. Plus particulièrement, le FIDA évalue les relations spécifiques entre deux ou plusieurs instruments financiers dans lesquelles la variation de valeur d'un instrument (l'instrument de couverture) est fortement et négativement corrélée à la variation de valeur de l'autre instrument (l'instrument couvert).

Le FIDA atténue le risque de taux d'intérêt en utilisant des swaps de taux d'intérêt pour convertir la structure des taux d'intérêt des éléments de passif d'un taux fixe à un taux variable, conformément au taux appliqué aux prêts à des conditions ordinaires.

Le FIDA atténue les risques de change en utilisant des swaps de devises pour convertir le profil de risque des éléments de passif en matière de risque de change de la monnaie d'émission à la monnaie de libellé associée aux prêts à des conditions ordinaires. Etant donnée l'évaluation des opérations individuelles, le FIDA ne sépare pas les « basis swaps de devises » des instruments financiers.

Ces instruments dérivés sont comptabilisés à la date de l'opération en tant qu'« autres actifs financiers » ou « autres passifs financiers ».

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont portées au compte de résultat, de même que les variations correspondantes de la juste valeur de couverture du passif attribuable au risque de couverture spécifique.

Si l'instrument dérivé de couverture arrive à échéance, est vendu, résilié ou exercé, ou si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture de la juste valeur visée par la norme IFRS 9, la comptabilité de couverture est abandonnée de manière prospective. Tout ajustement d'un élément couvert pour lequel la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée, jusqu'au moment où il cesse d'être couvert, est amorti au compte de résultat en tant que partie du taux d'intérêt effectif recalculé de l'élément sur sa durée de vie résiduelle. Si l'instrument couvert est décomptabilisé, la juste valeur non amortie correspondante est immédiatement constaté sur l'état du résultat global.

o) Régimes applicables au personnel

Obligations concernant les pensions

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnisations en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière du Fonds vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes et des dépenses de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires, qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et, en conséquence, il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Le FIDA – comme les autres organisations participantes – n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions.

Plan d'assurance maladie après la cessation de service

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un Plan d'assurance maladie après la cessation de service (AMACS), qui couvre les prestations d'assurance maladie des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. L'AMACS repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Une évaluation indépendante du Plan d'assurance maladie a lieu chaque année, conformément à la norme IAS 19R.

Le FIDA a créé un fonds fiduciaire dans lequel il transfère les fonds nécessaires pour financer les engagements actuariels. Le coût des prestations est comptabilisé comme dépense d'exploitation. Le solde net entre les charges d'intérêts et le produit attendu des actifs du plan est inscrit au compte de résultat, tandis que les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés à la rubrique « Autres éléments du résultat global ».

p) Provisions pour cessation de service

Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de la cessation de service sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

q) Impôts

En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, le FIDA jouit du statut d'exemption d'impôts directs en vertu de la Convention de 1947 sur les priviléges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord portant création du FIDA, et du statut d'exemption d'impôts directs et indirects en vertu de l'accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège provisoire du FIDA.

r) Comptabilisation des recettes

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes (fourniture de biens ou de services).

s) Actifs corporels et incorporels

Actifs fixes

Les achats de biens mobiliers et d'équipements d'une certaine importance sont inscrits au bilan. Ces actifs sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, selon le schéma suivant:

| | |
|-------------------------------|--------|
| Aménagements et installations | 10 ans |
| Mobilier | 5 ans |
| Matériel de bureau | 4 ans |
| Véhicules | 5 ans |

Actifs incorporels

Les coûts de développement de logiciels sont comptabilisés comme des actifs incorporels lorsque des avantages économiques futurs en sont attendus pour l'organisation. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée du logiciel considéré (quatre à dix ans). Les aménagements des locaux loués sont comptabilisés comme des actifs. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée, qui n'excède pas la durée du bail relatif au siège du FIDA.

Droits d'utilisation

Le Fonds comptabilise les droits d'utilisation à la date du début de la location (c'est-à-dire à la date à partir de laquelle l'actif sous-jacent peut être utilisé). Les droits d'utilisation sont calculés au coût de l'actif, diminué des dépréciations accumulées et des moins-values pour dépréciation accumulées, et ajustés au titre de toute réévaluation du passif au titre des loyers. Le coût des droits d'utilisation comprend le montant du passif au titre des loyers comptabilisés, les coûts directs initiaux encourus et les paiements effectués au titre des loyers à la date du début de la location ou antérieurement à cette date, diminués de tout montant reçu à titre d'incitation. Les droits d'utilisation sont amortis de manière linéaire sur la durée de la location. Pour déterminer la durée d'un contrat de location, le Fonds considère la période non résiliable stipulée dans le contrat, durant laquelle le preneur a le droit d'utiliser l'actif sous-jacent, compte également tenu

des options de renouvellement éventuelles dont l'exercice est raisonnablement certain. Dans le cas particulier des contrats pouvant être renouvelés par tacite reconduction après une période initiale de plusieurs années, la détermination de la durée de la location prend en compte la durée de la première période, l'existence de plans de résiliation du contrat pour l'actif loué et toute autre circonstance indiquant une certitude raisonnable de renouvellement. Il convient de noter que, dans les limites autorisées par la norme, le FIDA a décidé de ne pas comptabiliser les droits d'utilisation d'un actif ou les passifs au titre des loyers se rapportant aux contrats de location suivants:

- contrats de location de courte durée, couvrant une période inférieure à 12 mois;
- contrats de location d'actifs de faible valeur. Un actif est considéré comme ayant une « faible valeur » lorsque sa juste valeur, à l'état neuf, est égale ou inférieure à 5 000 USD.

Passif au titre des loyers

À la date d'entrée en vigueur du bail, le passif au titre des loyers est calculé à la valeur actuelle du reliquat de loyers, diminué du coût moyen de financement des passifs financiers du FIDA.

NOTE 3

ESTIMATIONS ET ÉLÉMENTS D'APPRECIATION SIGNIFICATIFS

a) Estimations et hypothèses

Les estimations et éléments d'appréciation retenus, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience et sur d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements dont la probabilité est jugée raisonnable au vu des circonstances. Il est raisonnablement envisageable que le résultat d'un exercice financier diffère des estimations préalables fondées sur les connaissances disponibles. Les estimations et hypothèses les plus susceptibles d'entrainer un ajustement significatif des actifs et passifs comptabilisés au cours du prochain exercice sont exposées ci-dessous.

Les actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan à leur juste valeur sont affectés à l'une des catégories suivantes:

Niveau 1. Actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2. Actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix cotés pour des actifs ou passifs analogues, ou de modèles de valorisation dans lesquels les données significatives sont, pour l'essentiel, observables soit directement, soit indirectement pour pratiquement toute la durée de vie de l'actif ou du passif concerné.

Niveau 3. Actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base de prix ou de techniques d'évaluation utilisant des données qui ne sont pas observables et qui ont des conséquences sur la mesure globale de la juste valeur.

Évaluation de l'AMACS

Comme indiqué à la note 2o), le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à l'AMACS à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Une évaluation indépendante des engagements au titre du Plan d'assurance maladie a lieu chaque année. La méthodologie et les principales hypothèses retenues sont décrites à la note 23c). Les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues figurent à la note 23d).

b) Éléments d'appréciation intervenant dans l'application des règles comptables

Comptabilité de couverture

Pour les instruments comptabilisés en tant qu'instruments de couverture (dérivés) et les éléments couverts (passif lié à l'emprunt), le FIDA calcule la juste valeur à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie fondé sur les taux d'intérêt du marché sous-jacent.

Provision pour dépréciation: méthode de la dépréciation

Gouvernance

Le FIDA calcule et déclare ses dépréciations par la méthode des pertes de crédit attendues sur une base individuelle. Cette méthode utilisée pour calculer les pertes de crédit attendues se fonde sur la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers et elle est validée par la Division du Contrôleur financier et par le Bureau de la gestion globale des risques. Les provisions pour dépréciation ainsi que la méthode relative aux pertes de crédit attendues ont été approuvées par le Vice-Président adjoint, Responsable des finances en chef et Contrôleur principal, Département des opérations financières.

Le modèle des trois catégories

Le FIDA comptabilise une provision pour les pertes de crédit attendues sur les instruments financiers comptabilisés au coût amorti et sur les engagements de prêts. La méthode utilise un modèle comportant trois catégories liées à l'évolution de la qualité de crédit des instruments depuis leur comptabilisation initiale, comme indiqué plus haut à la note 2 g) v). Les dépréciations sont comptabilisées soit sur la base de la perte de crédit attendue sur les 12 mois à venir, soit sur la base de la perte de crédit attendue sur la durée de vie de l'actif, selon la catégorie dans laquelle se situe l'instrument financier. La répartition dans les différentes catégories détermine en outre si les revenus d'intérêts des instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur comptable brute ou déduction faite de la correction pour dépréciation.

Pour déterminer s'il y a eu une forte augmentation du risque de crédit depuis l'émission – et donc un transfert depuis ou vers la catégorie 2 –, une combinaison d'indicateurs de risque quantitatifs et qualitatifs est utilisée.

Le Fonds a mis au point une méthode de notation interne en s'appuyant sur les notations publiques disponibles sur le marché et en calculant des variables de substitution liées aux conditions macroéconomiques (niveau de revenu et niveau de surendettement, par exemple) et à la zone géographique.

La migration d'un prêt sur l'échelle de notation de crédit interne du Fonds fait l'objet d'un suivi, de la date d'émission de l'instrument à la date de clôture

de l'exercice. En cas de forte dégradation de la qualité de crédit de la contrepartie, le prêt est classé en catégorie 2.

En fonction des évaluations qualitatives, les prêts peuvent être placés sur une liste de surveillance et transférés d'une catégorie à l'autre.

Données d'entrée

La perte de crédit attendue est calculée pour chaque instrument financier. Les pertes attendues sont déterminées sur une base individuelle en fonction de certains paramètres de risque, à savoir la probabilité de défaut (PD), le taux de perte en cas de défaut (PCD), la valeur d'exposition en cas de défaut (ECD) et le facteur d'actualisation. Le modèle est prospectif: les conditions macroéconomiques actuelles et futures sont intégrées au modèle grâce à des scénarios macrofinanciers. Un certain nombre d'estimations et d'éléments d'appréciation significatifs sont aussi pris en compte dans le modèle.

Probabilité de défaut (PD)

Pour calculer la perte de crédit attendue, le Fonds utilise des taux prospectifs de probabilité de défaut ponctuels. Les taux de PD ponctuels sont calculés à partir des taux de PD couvrant l'ensemble du cycle corrigés en fonction des conditions macroéconomiques projetées.

Les taux de PD pour l'ensemble du cycle expriment la probabilité de défaut fondée sur l'évolution à long terme du risque de crédit. Ils sont calculés à partir des PD associées aux notes externes et sont ajustés pour tenir compte de l'expérience du FIDA en matière de défaut ainsi que de son statut de créancier privilégié. Une fois par an, la PD pour l'ensemble du cycle est réévaluée en fonction des pertes effectives enregistrées par le FIDA.

Les taux cumulés de PD couvrant l'ensemble du cycle utilisés sont établis au moyen de notations internes selon la méthode détaillée ci-après.

Chaque instrument détenu dans le portefeuille du Fonds reçoit une PD interne. Pour calculer les pertes de crédit attendues pour les instruments des catégories 1 et 2, une probabilité de défaut est calculée à partir de la PD intégrée dans les notes officielles observables calibrée en fonction de l'expérience du Fonds compte tenu des données historiques du FIDA en matière de défaut.

Pour les expositions non notées, une méthode a été mise au point pour calculer, à partir du portefeuille noté, des variables de substitution fondées sur des indicateurs tels que le niveau de revenus, la région ou le niveau de surendettement. Pour les instruments financiers relevant de la catégorie 3, la PD a été fixée à 100%.

La perte en cas de défaut (PCD) est l'ampleur de la perte probable en cas de défaut. Une PCD est affectée à chaque instrument pour indiquer le montant que le Fonds s'attend à perdre sur chaque dispositif en cas de défaut de l'emprunteur. Pour les instruments financiers relevant des catégories 1 et 2, la PCD a été déterminée en lien avec le secteur souverain et calibrée pour tenir compte de l'expérience du Fonds en matière de recouvrement et de son statut de créancier privilégié. Pour les instruments financiers relevant de la catégorie 3, la PCD a été déterminée sur la base des données historiques du FIDA ainsi que de l'expérience d'autres institutions multilatérales de développement, et est actuellement de 30%.

L'exposition en cas de défaut (ECD) est l'exposition attendue en cas de défaut. Elle est évaluée à partir des flux de trésorerie contractuels actualisés. Le **facteur d'actualisation** est le taux d'intérêt contractuel effectif de l'instrument financier, étant donné que les conditions de prêt appliquées par le FIDA ne prévoient pas actuellement d'appliquer de frais supplémentaires (commission d'engagement, par exemple). L'ECD étant modélisée au niveau de chaque instrument, tous les flux de trésorerie futurs attendus, notamment les décaissements, les annulations, les remboursements anticipés et les intérêts, sont pris en compte. L'ECD associe des flux de trésorerie réels et contractuels pour les encours des prêts, et les décaissements et remboursements futurs sont modélisés en fonction de la propre expérience du Fonds en matière d'engagements non utilisés.

Scénarios macroéconomiques. La méthode de la dépréciation de la norme IFRS 9 est prospective. Son point de départ est la perception par le FIDA des conditions macroéconomiques présentes et futures, et l'environnement de crédit. Le FIDA tient compte de tout un ensemble de résultats en s'appuyant sur des pondérations probabilistes. L'objectif est de rendre compte de l'éventuel caractère non linéaire de la dépendance des pertes de crédit attendues vis-à-vis des conditions économiques. Les simulations macroéconomiques prospectives s'appuient sur des scénarios neutres, positifs et pessimistes. Chaque scénario est assorti d'une probabilité d'occurrence fondée sur un avis d'expert et les meilleures pratiques en vigueur. Les probabilités attribuées aux scénarios optimistes et pessimistes indiquent soit un équilibre soit un biais dans un sens ou dans l'autre afin de rendre compte de la répartition perçue des risques de manière prospective.

Compte tenu d'un avis d'expert, la direction peut appliquer des ajustements temporaires (couches) à une provision pour dépréciation établie en fonction des pertes de crédit attendues afin de tenir compte de facteurs supplémentaires qui ne sont pas explicitement intégrés dans la modélisation des pertes de crédit attendues ou dans les notes relatives au risque de crédit et, partant, le classement (par exemple, les scénarios importants ou les événements représentatifs de l'expérience particulière du Fonds).

En se fondant sur un avis d'expert, la direction du FIDA peut attribuer une catégorie différente à des prêts spécifiques qui nécessitent une annulation manuelle en ce qui concerne leur notation à la date d'émission de l'instrument, en raison des différentes notations du risque de crédit attribuées à la contrepartie chaque trimestre.

NOTE 4

SOLDES DES LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS

Ventilation des soldes (consolidés)

Tableau 1
Au 31 décembre

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Liquidités non soumises à restrictions | 890 912 | 751 260 |
| Liquidités soumises à restrictions | 83 | 79 |
| Sous-total des liquidités | 890 995 | 751 339 |
| Placements non soumis à restrictions en juste valeur | 1 588 006 | 1 500 737 |
| Placements soumis à restrictions | 139 | 137 |
| Sous-total des placements | 1 588 145 | 1 500 874 |
| Total des liquidités et placements | 2 479 140 | 2 252 213 |

La composition du portefeuille par entité était la suivante:

Tableau 2
Au 31 décembre

| <i>Entité</i> | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| FIDA | 1 812 065 | 1 605 425 |
| Fonds fiduciaire pour l'AMACS | 89 293 | 89 983 |
| Fonds fiduciaire PPTE | 2 427 | 780 |
| Fonds supplémentaires | 306 219 | 328 174 |
| Fonds fiduciaire espagnol | 31 993 | 38 538 |
| Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti | 9 590 | 10 371 |
| Programme pour la résilience du monde rural | 109 291 | 122 216 |
| Fonds fiduciaire pour le secteur privé | 112 265 | 49 796 |
| ITAA | 5 997 | 6 930 |
| Total des liquidités et placements | 2 479 140 | 2 252 213 |

a) Liquidités et placements soumis à restrictions

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, l'utilisation des montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie locale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, est soumise à restrictions.

b) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par instrument

Au 31 décembre 2024, les liquidités et les placements, y compris les sommes à payer sur les achats de titres et les sommes à recevoir, se chiffraient à 2 479 millions d'USD (contre 2 252 millions d'USD en 2023), répartis comme suit:

Tableau 3

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|----------------|
| | 2024 | 2023 |
| Liquidités non soumises à restrictions | 890 912 | 751 260 |
| Titres à revenu fixe | 1 516 961 | 1 283 259 |
| (Perte latente)/gain latent sur contrats à terme | (1 381) | 5 118 |
| Dépôts à terme et autres effets bancaires non soumis à restrictions | 58 468 | 185 373 |
| (Perte)/gain latent sur contrats à terme | 38 | 280 |
| (Perte)/gain latent sur swaps | 13 920 | 26 706 |
| Total des liquidités et placements | 2 478 918 | 251 996 |
| Sommes à recevoir sur cessions de titres et taxes récupérables | 13 | 408 |
| Sommes à payer sur achats de titres | (99) | (588) |
| Total des placements | 2 478 832 | 251 816 |

c) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par monnaie

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

Tableau 4

| Devise | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Renminbi chinois | 12 324 | 13 310 |
| Euro | 676 422 | 698 368 |
| Yen japonais* | 6 615 | 8 111 |
| Livre sterling* | 8 609 | 13 688 |
| Dollar des États-Unis | 1 773 621 | 1 518 334 |
| Franc suisse | 20 | 5 |
| Dollar australien | 1 207 | |
| Couronne suédoise | 9 | |
| Dong vietnamien | 5 | |
| Total des liquidités et du portefeuille de placements | 2 478 832 | 2 251 816 |

* Ce montant comprend les positions ouvertes sur contrats de change à terme moins les positions ouvertes en dollar des États-Unis pour un montant équivalent.

d) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par échéance

Au 31 décembre, la composition par échéance des liquidités et des placements était la suivante:

Tableau 5

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| 1 an ou moins | 1 398 037 | 1 332 965 |
| 1 à 5 ans | 1 031 925 | 861 991 |
| 5 à 10 ans | 46 552 | 55 989 |
| Plus de 10 ans | 2 318 | 871 |
| Total des liquidités et du portefeuille de placements | 2 478 832 | 2 251 816 |

Au 31 décembre 2024, la durée moyenne des placements en liquidés non soumises à restriction

ou en titres à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 15 mois (15 mois en 2023).

e) Gestion des risques financiers

Les placements du FIDA sont exposés à différents risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de garde et risque de liquidité.

Le Fonds gère son portefeuille conformément à son Exposé de la politique de placement et aux lignes directrices y afférentes, qui ont pour objet de réduire différents risques financiers en imposant, entre autres, des restrictions sur les instruments admissibles.

1. Indices de référence et limitation de l'écart autorisé par rapport à ces indices.
2. Notes de crédit minimales (voir ci-après la note 4 g), Risque de crédit.
3. La valeur à risque conditionnelle mesure la perte moyenne potentielle à attendre d'un portefeuille dans des conditions extrêmes. Elle donne une indication de la valeur que le portefeuille pourrait perdre au cours d'une période donnée.
4. La duration mesure la sensibilité du prix du marché d'un placement à taux fixe par rapport à une variation des taux d'intérêt.

Les indices de référence retenus pour les différentes catégories d'actifs sont indiqués dans le tableau 8 ci-après.

f) Risque de marché

Les tableaux 6 et 7 ci-après indiquent la part relative et le montant effectifs des placements effectués dans les différentes classes d'actifs que comporte le portefeuille aux 31 décembre 2024 et 2023. Les chiffres présentés ci-dessous concernent uniquement le FIDA et correspondent à la valeur nette des actifs.

Tableau 6

| Classe d'actifs | <i>Allocation</i> | |
|--|-------------------|-------------------|
| | % | En millions d'USD |
| Liquidités | 31,0 | 561,2 |
| Swaps | 0,7 | 13,2 |
| Dépôts à terme | 0,0 | 0,9 |
| Contrats à terme | 0,0 | 0 |
| Obligations d'État/d'organismes publics multimarchés | 64,3 | 1 164,3 |
| Obligations d'entreprises | 4,0 | 72,4 |
| Total | 100,0 | 1 812,0 |
| Sommes à recevoir (sommes à payer) à revenu fixe | 0,0 | (0,0) |
| Total | 100,0 | 1 812,0 |

Tableau 7

| Classe d'actifs | Allocation | |
|--|--------------|-------------------|
| | % | En millions d'USD |
| Liquidités | 29,2 | 469,3 |
| Swaps | 1,6 | 25,5 |
| Dépôts à terme | 2,8 | 44,3 |
| Contrats à terme | 0 | 0 |
| Obligations d'État/d'organismes publics multimarchés | 56,5 | 907,5 |
| Obligations d'entreprises | 9,9 | 158,8 |
| Total | 100,0 | 1 605,4 |
| Sommes à recevoir à revenu fixe | 0,0 | 0,0 |
| Total | 100,0 | 1 605,4 |

Tableau 8

Indices de référence par portefeuille

| Classe d'actifs | Indice de référence |
|--|--|
| Tranche opérationnelle (USD) | Indice ICE BofA relatif au Trésor américain sur 0-1 an |
| Tranche opérationnelle en EUR | Indice ICE BofA relatif aux États membres de la zone euro AAA-AA sur 0-1 an |
| Tranche prudentielle (USD) | Indice ICE BofA relatif au Trésor américain sur 0-1 an |
| Tranche prudentielle en EUR | Indice ICE BofA relatif aux États membres de la zone euro AAA-AA sur 0-1 an |
| Programme de services de conseil et de gestion des réserves – RAMP (Banque mondiale) | Indice ICE BofA relatif au Trésor américain 0-1 an |
| AMACS | Indice propre au FIDA relatif aux titres multimarchés diversifiés de l'AMACS |

L'exposition au risque de marché est gérée par la modification de la duration du portefeuille.

En matière de duration, les limites supérieures sont les suivantes:

- Tranche opérationnelle: la duration effective ne dépassera pas 1 an.
- Tranche prudentielle: la duration effective ne dépassera pas deux ans. *

* Cette limite est celle des lignes directrices du Trésor américain, dont la prudence est supérieure. La duration maximale autorisée dans le cadre d'investissement est de cinq ans.

La duration effective du portefeuille de placements (FIDA seulement) aux 31 décembre 2024 et 2023 et les valeurs de référence correspondantes sont indiquées au tableau 9.

Tableau 9

Duration moyenne des placements et duration de référence, en nombre d'années (FIDA seulement)

Au 31 décembre

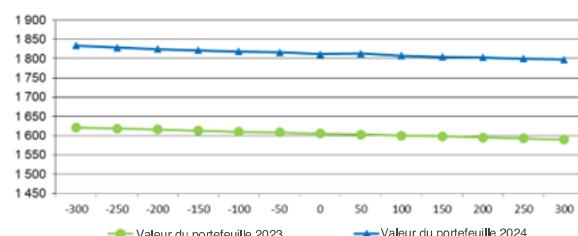
| Portefeuille | Portefeuille | | Valeur de référence | |
|--------------------------------|--------------|------------|---------------------|------------|
| | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 |
| Tranche opérationnelle | - | - | - | - |
| Tranche prudentielle en USD | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,5 |
| Tranche prudentielle en EUR | 0,6 | 0,3 | 0,5 | 0,4 |
| Banque mondiale – RAMP | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Duration moyenne totale | 0,4 | 0,3 | 0,4 | 0,4 |

L'analyse de sensibilité du portefeuille du FIDA présentée au tableau 10 ci-après montre l'incidence qu'un déplacement symétrique de la courbe de rendement (de -300 à +300 points de base) aurait sur la valeur du portefeuille de liquidités au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

Tableau 10
Analyse de sensibilité du portefeuille du FIDA

| Variation de la courbe de rendement en points de base | Variation de la valeur du portefeuille (en millions d'USD) | Total portefeuille (en millions d'USD) | 2024 | | 2023 | |
|---|--|--|--|--|--|--|
| | | | Variation de la valeur du portefeuille (en millions d'USD) | Total portefeuille (en millions d'USD) | Variation de la valeur du portefeuille (en millions d'USD) | Total portefeuille (en millions d'USD) |
| -300 | 22 | 1834 | 16 | 1 621 | | |
| -250 | 17 | 1829 | 13 | 1 618 | | |
| -200 | 13 | 1825 | 10 | 1 616 | | |
| -150 | 10 | 1822 | 8 | 1 613 | | |
| -100 | 7 | 1819 | 5 | 1 610 | | |
| -50 | 4 | 1816 | 3 | 1 608 | | |
| 0 | 1812 | | | 1 605 | | |
| 50 | -1 | 1813 | -3 | 1 603 | | |
| 100 | -4 | 1808 | -5 | 1 600 | | |
| 150 | -7 | 1805 | -8 | 1 598 | | |
| 200 | -9 | 1803 | -10 | 1 595 | | |
| 250 | -12 | 1800 | -12 | 1 593 | | |
| 300 | -14 | 1798 | -15 | 1 590 | | |

Le graphique ci-après illustre la relation négative entre rendement et valeur des placements à revenu fixe.

Graphique 1
Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)
(en millions d'USD)

Au 31 décembre 2024, si le niveau général des taux d'intérêt sur les marchés mondiaux avait été supérieur de 300 points de base (déplacement positif parallèle de la courbe de rendement), la valeur de l'ensemble du portefeuille aurait été inférieure de 14 millions d'USD du fait des pertes

enregistrées sur les placements évalués au cours du marché. Si le niveau général des taux d'intérêt sur le marché mondial avait été inférieur de 300 points de base (déplacement parallèle de la courbe de rendement), la valeur de l'ensemble du portefeuille aurait été supérieure de 22 millions d'USD du fait des gains enregistrés sur les placements évalués au cours du marché.

g) Risque de crédit

L'Exposé de la politique de placement du FIDA et les lignes directrices en la matière fixent des normes de qualité minimales pour le choix des titres et des contreparties. Ces normes reflètent les notes attribuées aux établissements bancaires et aux émissions obligataires par les grandes agences de notation financière. Les notes de crédit minimales pour les classes d'actifs entrant dans la composition du portefeuille de placements du FIDA admissibles au titre de l'Exposé de la politique de placement du Fonds et des directives en la matière sont indiquées au tableau 11 ci-dessous.

Tableau 11
Notes de crédit minimales exigées aux termes de l'Exposé de la politique de placement
(critères en vigueur au 31 décembre 2024)

| Classes d'actifs admissibles | Notes de crédit minimales ^a |
|---|--|
| Instruments du marché monétaire | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Dépôts à vue • Dépôts à terme • Certificats de dépôt, • Effets de commerce • Bons du Trésor | |
| Fonds du marché monétaire (fonds à valeur liquidative constante, à court terme uniquement). | A/A3 |
| Opérations de rachat et de rachat inversé | A-/A3 |
| Instruments du marché des changes | |
| Opération de change au comptant | A-/A3 |
| Titres à revenu fixe: nominaux ou indexés sur l'inflation | |
| Obligations d'États et d'organismes publics à taux fixe au niveau national et infranational | A/A3 |
| Titres d'émetteurs supranationaux | A/A3 |
| Titres adossés à des actifs (uniquement émis ou garantis par des États ou des agences) | AAA/Aaa |
| Obligations sécurisées | A AAA/Aaa |
| Obligations d'entreprises | A/A3 |
| Obligations émises ou garanties par des institutions financières ou des banques de dépôt | A-/A3 |
| Obligations remboursables à vue | A/A3 |
| Obligations indexée sur l'inflation | A-/A3 |

Dérivés: à des fins de couverture seulement

- Contrats de devises à terme
- Swaps de change
- Contrats de change à terme
- Contrats de taux à terme
- Contrats à terme et options négociés sur des marchés organisés
- Swaps de taux d'intérêt
- Swaps de devises
- Swaps de défaut de crédit
- Options de gré à gré

A-/A3 (note de la contrepartie)

Opérations de rachat et de rachat inversé A-/A3 (note de la contrepartie)

^a

La note de crédit qui est comparée à la note plancher est la note de crédit moyenne calculée à partir des notes disponibles auprès des quatre agences dont les notes servent à calculer les notes de crédit composites de Bloomberg (« Bloomberg Composite Credit Ratings »), à savoir Standard & Poor's (S&P), Moody's, Fitch et DBRS. Le titre, l'émetteur, la contrepartie ou le rehausseur de crédit doivent être notés par au moins deux des trois agences suivantes: S&P, Moody's ou Fitch.

Au 31 décembre 2024, la note de crédit moyenne de chaque classe d'actifs était égale ou supérieure à la notation minimale admissible au titre de l'Exposé de la politique de placement et des directives en la matière (tableau 12).

Tableau 12
Notes de crédit moyennes^a par classe d'actifs
Aux 31 décembre 2024 et 2023

| Portefeuille ^b | Note de crédit moyenne ^a | |
|-----------------------------|-------------------------------------|------|
| | 2024 | 2023 |
| Tranche des transaction | A- | P-1 |
| Tranche opérationnelle | AA+ | |
| Tranche prudentielle en EUR | AA | Aa3 |
| Tranche prudentielle en USD | AA+ | Aa1 |

^a La note de crédit moyenne est calculée sur la base des valeurs de marché aux 31 décembre 2024 et 2023.

^b L'intitulé des portefeuilles suit le nouvel Exposé de la Politique de placement.

h) Risque de change

L'exposition du FIDA au risque de change sur les portefeuilles de liquidités et de placements est présentée au tableau 4 de la note 4.

Le risque de change désigne le risque de pertes découlant de la variation des taux de change. Le Cadre de gestion actif-passif du FIDA est fondé sur le principe consistant à gérer correctement la composition par devise de ses actifs et passifs en vue de limiter les pertes résultant de fluctuations ou d'une réduction non souhaitée de la capacité de financement du Fonds.

En cas de défaut d'alignement jugé important et persistant, le Fonds entame une procédure de réalignement en modifiant la part relative des différentes monnaies à l'intérieur du portefeuille de placements de manière que la composition en monnaies de ses entrées de fonds projetées concorde avec celle de ses sorties de fonds pour les 24 mois à venir.

i) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité suppose notamment de conserver suffisamment d'actifs liquides ou équivalents pour faire face, s'il y a lieu,

aux décaissements de prêts et de dons ainsi qu'aux remboursements de dettes et aux dépenses administratives.

Le risque de liquidité du FIDA est limité au moyen de l'établissement d'une exigence de liquidité minimale (ELM). En 2021, le FIDA a prescrit dans sa politique en matière de liquidités que le montant des actifs très liquides détenus dans son portefeuille devait demeurer à un niveau supérieur à 100% du montant prévu des décaissements de prêts et dons des 12 mois suivants ainsi que des remboursements de dette venant à échéance au cours de cette période.

Les dernières hypothèses du modèle financier du FIDA, établies sur la base du niveau des ressources disponibles pour engagement en 2024 selon le principe du flux de trésorerie durable, donnent une ELM de 1 112 millions d'USD, qui est couverte par le solde du portefeuille de placements (1 812,0 millions d'USD).

j) Adéquation des fonds propres

Le principal indicateur d'adéquation des fonds propres utilisés en interne est le ratio de fonds propres utilisables. Ce ratio permet de déterminer le degré d'emploi des fonds propres du FIDA et le volume de ressources disponibles pour les engagements futurs. Dans le but de garantir une solide capitalisation du Fonds et le maintien systématique d'une bonne note de crédit, la trajectoire d'utilisation des fonds propres est gérée dans les limites imposées par des seuils de tolérance appropriés, ce qui indique que le FIDA dispose de suffisamment de fonds propres pour couvrir les pertes prévues et imprévues liées aux risques essentiels et autres inhérents à ses opérations. Au 31 décembre 2024, le ratio d'endettement (dette/fonds propres disponibles) du FIDA se trouvait dans les limites établies dans sa Politique d'adéquation des fonds propres.

NOTE 5

TITRES DE PARTICIPATION ET DE PLACEMENT

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|--------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| FIDA | - | - |
| Fonds supplémentaires | 8 717 | 9 300 |
| (Pertes)/gains latents | (3 527) | (3 437) |
| Titres de participation et de placement | 5 190 | 5 863 |

NOTE 6

BILLETS À ORDRE ET SOMMES À RECEVOIR AU TITRE DES CONTRIBUTIONS

Tableau 1

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|-----------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Billets à ordre à encaisser | | |
| Contributions aux reconstitutions | 70 860 | 102 523 |
| Billets à ordre à encaisser | 70 860 | 102 523 |
| Contributions à recevoir | | |
| Contributions aux reconstitutions | 884 059 | 427 060 |
| Contributions supplémentaires | 441 873 | 433 943 |
| Total | 1 325 932 | 861 003 |
| Instruments de contribution conditionnels | (181 047) | (85 598) |
| Total billets à ordre et contributions à recevoir | 1 215 745 | 877 928 |

a) Reconstitution des ressources

Des précisions sur les contributions et paiements sont données à l'appendice G. FIDA12 est entrée en vigueur le 18 août 2021. La Consultation sur FIDA13 s'est tenue durant l'exercice 2023, et la résolution sur FIDA13 a été adoptée à la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs, en février 2024.

b) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données au tableau 3 de l'appendice G.

c) Risque de crédit

Les contributions des donateurs au FIDA étant garanties par les États, le Fonds part du principe que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé sera finalement versée, abstraction faite des sommes visées à la note 7. Le risque de non-recouvrement est couvert par la constitution de provisions sur les contributions.

d) Risque de change

L'appendice G – État des contributions – présente des informations détaillées sur la composition par monnaie des billets à ordre et sommes à recevoir au titre des contributions. Le risque de change global auquel le FIDA est exposé est décrit à la note 4 h).

e) Instruments de contribution et billets à ordre conditionnels

Au 31 décembre 2024, le montant des contributions à recevoir et des billets à ordre encore soumis à des décisions nationales d'ouverture de crédits s'élevait à 181,0 millions d'USD (85,6 millions au 31 décembre 2023).

NOTE 7**PROVISIONS POUR
DÉPRÉCIATION DES
CONTRIBUTIONS**

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre correspondants sont déjà exigibles à la date du bilan. Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

Tableau 1

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Solde en début d'exercice | (117 659) | (120 145) |
| Augmentation/(diminution) nette de la provision | (80) | 2 486 |
| Solde en fin d'année | (117 739) | (117 659) |
| Décomposé comme suit: | | |
| Billets à ordre des contribuants (a) | (31 993) | (31 993) |
| Sommes à recevoir des contribuants (b) | (85 746) | (85 666) |
| Total | (117 739) | (117 659) |

a) Provisions au titre des billets à ordre

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des billets à ordre, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

Tableau 2

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|-----------------|
| | 2024 | 2023 |
| Contributions initiales | | |
| Iran (République islamique d') | (29 358) | (29 358) |
| Total | (29 358) | (29 358) |
| Troisième reconstitution des ressources | | |
| République populaire démocratique de Corée | (600) | (600) |
| État de Libye | (2 035) | (2 035) |
| Total | (2 635) | (2 635) |
| Total | (31 993) | (31 993) |

b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contribuants

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre de certaines de ces sommes à recevoir, comme indiqué ci-dessous:

Tableau 3

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|-----------------|
| | 2024 | 2023 |
| Contributions initiales | | |
| Iran (République islamique d') | (83 167) | (83 167) |
| Troisième reconstitution des ressources | | |
| Iran (République islamique d') | (2 400) | (2 400) |
| Douzième reconstitution des ressources | | |
| Mauritanie* | (99) | - |
| Gabon | (179) | - |
| Total | (85 746) | (85 666) |

* Solde réglé en février 2024.

NOTE 8**AUTRES SOMMES À RECEVOIR**

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|---------------|
| | 2024 | 2023 |
| Sommes à recevoir sur cessions de titres | 13 | 408 |
| Créances pour remboursement des dépenses du siège | 9 440 | 9 571 |
| Autres sommes à recevoir | 16 401 | 9 324 |
| Total | 25 854 | 19 303 |

Les sommes ci-dessus devraient toutes être reçues dans l'année qui suit la date du bilan. Les autres montants à recevoir comprennent les remboursements du pays hôte au titre des dépenses encourues durant l'exercice.

NOTE 9**a) Immobilisations et actifs incorporels**

Tableau 1

| | En millions d'USD | | |
|--|-------------------------------|-------------------------------|---------------|
| | 1 ^{er} janv. 2024 | Augmentation/ (diminution) | 31 déc. 2024 |
| Coût | | | |
| Informatique – matériel | 8,6 | 1,6 | 10,2 |
| Informatique – logiciels | 33,8 | 4,3 | 38,1 |
| Véhicules | 2,3 | 0,4 | 2,7 |
| Mobilier et installations | 1,7 | 0,4 | 2,1 |
| Aménagement des locaux loués | 2,0 | (0,1) | 1,9 |
| Coût total | 48,4 | 6,6 | 55,0 |
| Amortissement cumulé | | | |
| Informatique – matériel | (6,6) | (1,0) | (7,6) |
| Informatique – logiciels | (24,5) | (4,7) | (29,2) |
| Véhicules | (1,5) | (0,2) | (1,7) |
| Mobilier et installations | (0,7) | (0,2) | (0,9) |
| Aménagement des locaux loués | (1,5) | (0,1) | (1,6) |
| Total dotation aux amortissements | (34,8) | (6,2) | (41,0) |
| Immobilisations nettes | 13,6 | 0,4 | 14,0 |
| En millions d'USD | | | |
| 2023 | 1 ^{er} janv. 2023 | Augmentation/ (diminution) | 31 déc. 2023 |
| | | | |
| Coût | | | |
| Informatique – matériel | 7,0 | 1,6 | 8,6 |
| Informatique – logiciels | 31,7 | 2,1 | 33,8 |
| Véhicules | 1,6 | 0,7 | 2,3 |
| Mobilier et installations | 1,0 | 0,7 | 1,7 |
| Aménagement des locaux loués | 2,0 | - | 2,0 |
| Coût total | 43,3 | 5,1 | 48,4 |
| Amortissement cumulé | | | |
| Informatique – matériel | (5,9) | (0,7) | (6,6) |
| Informatique – logiciels | (22,2) | (2,3) | (24,5) |
| Véhicules | (1,2) | (0,3) | (1,5) |
| Mobilier et installations | (0,6) | (0,1) | (0,7) |
| Aménagement des locaux loués | (1,4) | (0,1) | (1,5) |
| Total dotation aux amortissements | (31,3) | (3,5) | (34,8) |
| Immobilisations nettes | 12,0 | 1,6 | 13,6 |

b) Droits d'utilisation et dettes au titre des loyers

Les droits d'utilisation comptabilisés concernent principalement les droits issus de l'accord de location-exploitation du bâtiment du siège.

Tableau 2

| | En millions d'USD | | |
|---|-------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|
| | 1 ^{er} janv. 2024 | Augmentati on/ (diminution) | Variations de change |
| Coût | | | |
| Droits d'utilisation | 116,4 | 31,4 | (7,2) |
| Amortissement cumulé | | | |
| Droits d'utilisation | (44,8) | (6,2) | 2,7 |
| Droits d'utilisation nets (actif) | 71,6 | 25,2 | (4,5) |
| Passif au titre des loyers * | (72,3) | (26,2) | 4,4 |
| *Sur le total ci-dessus, 8,1 millions d'USD est à payer au plus tard un an après la date du bilan.. | | | |

| | En millions d'USD | | |
|--|-------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|
| | 1 ^{er} janv. 2023 | Augmentati on/ (diminution) | Variations de change |
| Coût | | | |
| Droits d'utilisation | 112,6 | 0,1 | 3,7 |
| Amortissement cumulé | | | |
| Droits d'utilisation | (34,2) | (9,1) | (1,5) |
| Droits d'utilisation nets (actif) | 78,4 | (9,0) | 2,2 |
| Passif au titre des loyers | (79,1) | 9,5 | (2,7) |
| Immobilisations nettes | | | |
| 13,6 | | | |

NOTE 10**PRÊTS****a) Analyse des soldes des prêts**

La ventilation de l'encours des prêts par entité au 31 décembre était la suivante:

Tableau 1

| Montants consolidés | En milliers d'USD | |
|--|-------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| FIDA | 8 686 169 | 8 643 284 |
| Fonds fiduciaire espagnol | -190 558 | 217 425 |
| Fonds fiduciaire pour le secteur privé | 23 082 | 10 778 |
| Total | 8 899 809 | 8 871 487 |

Les tableaux ci-après fournissent des détails concernant les prêts approuvés (déduction faite des annulations), les soldes non décaissés et les remboursements.

b) Prêts souverains

Tableau 2

| FIDA et PSA | En milliers d'USD | |
|-------------------------------|-------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Prêts approuvés | 17 955 681 | 16 811 898 |
| Solde non décaissé* | (4 874 966) | (4 014 347) |
| Remboursements | (4 432 018) | (4 196 448) |
| | 8 648 697 | 8 601 103 |
| Intérêts/principal à recevoir | 37 472 | 42 181 |
| Encours des prêts | 8 686 169 | 8 643 284 |

* Ce solde comprend un montant de 2,7 milliards d'USD (contre 3,0 milliards d'USD en 2023) correspondant aux engagements pour les décaissements de prêts et un montant de 2,1 milliard d'USD (contre 1,0 milliard d'USD en 2023) pour les prêts approuvés, mais pour lesquels les conditions régissant les décaissements ne sont pas encore remplies.

On trouvera à l'appendice H un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements perçus.

Tableau 3

| Fonds fiduciaire espagnol | <i>En milliers d'USD</i> | |
|----------------------------------|--------------------------|----------------|
| | 2024 | 2023 |
| Prêts approuvés | 280 464 | 299 684 |
| Solde non décaissé | | (382) |
| Remboursements | (90 724) | (82 898) |
| | 189 740 | 216 404 |
| Intérêts/principal à recevoir | 818 | 1 021 |
| Encours des prêts | 190 558 | 217 425 |

c) Prêts non souverains

Tableau 4

| Fonds fiduciaire pour le secteur privé | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|---------------|
| | 2024 | 2023 |
| Prêts approuvés à décaisser | 34 419 | 25 866 |
| Solde non décaissé | (11 107) | (15 252) |
| Remboursements | (500) | |
| | 22 812 | 10 614 |
| Intérêts/principal à recevoir | 270 | 164 |
| Encours des prêts | 23 082 | 10 778 |

d) Provision cumulée pour dépréciation

La provision cumulée pour dépréciation des prêts par entité se décompose comme suit:

Tableau 5a

| Montants consolidés | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| FIDA | (139 198) | (163 866) |
| Fonds fiduciaire espagnol | (269) | (10 214) |
| Fonds fiduciaire pour le secteur privé | (3 604) | (1 154) |
| Provision cumulée pour dépréciation | (149 071) | (175 234) |
| Provision relative à l'Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti | (8 077) | (10 746) |
| Total | (157 148) | (185 980) |

Les soldes des deux exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

Tableau 5b

| Montants consolidés | <i>En milliers d'USD</i> | |
|----------------------------------|--------------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Solde en début d'exercice | (185 980) | (154 170) |
| Variation de la provision | (20 691) | (30 302) |
| Variations de change | 8 141 | (1 508) |
| Solde en fin d'exercice | (157 148) | (185 980) |

Aux fins du calcul des dépréciations, conformément à la norme IFRS 9, les prêts comptabilisés au coût amorti sont répartis dans trois catégories.

Catégorie 1: la dépréciation est calculée par portefeuille et correspond à la perte de crédit attendue de ces actifs sur 12 mois.

Catégorie 2: la dépréciation est calculée par portefeuille et correspond à la perte de crédit attendue de ces actifs sur leur durée de vie totale.

Catégorie 3: la dépréciation est calculée en fonction de la perte de crédit attendue sur toute la durée de vie de chaque actif.

Les tableaux ci-après fournissent des détails relatifs aux provisions cumulées par catégorie et par prêt souverain.

Tableau 6

| Prêts souverains | <i>2024 (en millions d'USD)</i> | | |
|------------------------------------|----------------------------------|--------------|----------------|
| | <i>Fonds fiduciaire espagnol</i> | <i>FIDA</i> | <i>Total</i> |
| Catégorie 1 | (3,7) | (0,1) | (3,8) |
| Catégorie 2 | (71,7) | (1,1) | (72,8) |
| Catégorie 3 | (63,8) | (5,1) | (68,9) |
| Provision pour dépréciation | (139,2) | (6,3) | (145,5) |
| Allégement de la dette d'Haïti | (8,1) | - | (8,1) |
| Total | (147,3) | (6,3) | (153,6) |

Tableau 7

| Prêts souverains | <i>2023 (en millions d'USD)</i> | | |
|------------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------|
| | <i>Fonds fiduciaire espagnol</i> | <i>FIDA</i> | <i>Total</i> |
| Catégorie 1 | (5,2) | (0) | (5,2) |
| Catégorie 2 | (64,3) | (0,8) | (65,1) |
| Catégorie 3 | (94,4) | (9,4) | (103,8) |
| Provision pour dépréciation | (163,9) | (10,2) | (174,1) |
| Allégement de la dette d'Haïti | (10,7) | - | (10,7) |
| Total | (174,6) | (10,2) | (184,8) |

Les tableaux ci-après fournissent une vue d'ensemble du portefeuille de prêts, avec une répartition par catégorie et par exposition (encours des prêts et engagements non utilisés) au 31 décembre (2024 et 2023).

Tableau 8

| Prêts souverains | <i>2024 (en millions d'USD)</i> | |
|-------------------------|---------------------------------|------------------|
| | <i>Exposition</i> | <i>Provision</i> |
| Catégorie 1 | 7 630,6 | 3,7 |
| Catégorie 2 | 3 528,2 | 72,9 |
| Catégorie 3 | 285,0 | 68,9 |
| Total | 11 443,8 | 145,5 |
| Exposition: | | |
| Encours des prêts | 8 737,8 | |
| Engagements de prêts | 2 706,0 | |
| Total | 11 443,8 | |

Tableau 9

| Prêts souverains | 2023 (en millions d'USD) | |
|----------------------|--------------------------|--------------|
| | Exposition | Provision |
| Catégorie 1 | 7 960,6 | 5,2 |
| Catégorie 2 | 3 321,9 | 65,1 |
| Catégorie 3 | 345,5 | 103,8 |
| Total | 11 628,0 | 174,1 |
| Exposition: | | |
| Encours des prêts | 8 817,5 | |
| Engagements de prêts | 2 810,5 | |
| Total | 11 628,0 | |

Le tableau ci-après donne des indications relatives aux transferts entre catégories durant l'année.

Tableau 10

| Prêts souverains | 2024 (en millions d'USD) | | | |
|--|--------------------------|----------------|--------------|-----------------|
| | Catégorie 1 | Catégorie 2 | Catégorie 3 | Total |
| Exposition au 1^{er} janvier 2024 | 7 960,6 | 3 321,9 | 345,5 | 11 628,0 |
| Pays PPTE | | 1,6 | 1,6 | |
| Transfert vers la catégorie 1 | 101,5 | (101,5) | - | |
| Transfert vers la catégorie 2 | (418,5) | 552,2 | (133,7) | - |
| Transfert vers la catégorie 3 | | (84,9) | 84,9 | - |
| Nouveaux actifs émis ou acquis | 684,7 | | | 684,7 |
| Remboursements d'amortissements | (327,6) | (113,1) | (1,5) | (442,2) |
| Annulations | (167,1) | (0,1) | | (167,2) |
| Devises | (203,0) | (47,9) | (10,2) | (261,1) |
| Exposition au 31 décembre 2024 | 7 630,6 | 3 528,2 | 285,0 | 11 443,8 |

Le tableau ci-après fournit une analyse de sensibilité du provisionnement du portefeuille de prêts aux variations des scénarios macroéconomiques utilisés pour déterminer le niveau de dépréciation.

Tableau 11

| En millions d'USD | Scénario fondé sur des pondérations probabilistes | | |
|-------------------|---|--------------|--------------|
| | Neutre | Optimiste | Pessimiste |
| Catégorie 1 | 3,2 | 2,8 | 5,4 |
| Catégorie 2 | 72,6 | 71,1 | 75,1 |
| Catégorie 3 | 168,9 | 68,9 | 68,9 |
| Total | 144,6 | 142,7 | 149,4 |
| | | | 145,5 |

La provision cumulée pour dépréciation des prêts du portefeuille du secteur privé s'élevait à 3,6 millions d'USD (catégorie 1 – 2,4 millions d'USD et catégorie 3 – 1,2 million d'USD) pour une exposition totale de 25,8 millions d'USD.

e) Situation de non-comptabilisation

Les prêts classés en catégorie 3 sont en situation de non-comptabilisation; le produit de ces prêts n'est pas comptabilisé dans l'état du résultat global.

f) Risque de marché

Le portefeuille de prêts du FIDA est bien diversifié. Les prêts sont octroyés aux États membres conformément au Système d'allocation fondé sur la performance. On trouvera à l'appendice H un récapitulatif de la répartition géographique, une analyse du portefeuille en fonction des conditions de prêt ainsi que des informations sur la structure des échéances.

g) Risque de change

L'appendice H – État des prêts – présente des informations détaillées sur l'encours des prêts. Le risque de change global auquel le FIDA est exposé est décrit à la note 4 h).

NOTE 11

INITIATIVE PPTE

a) Impact de l'Initiative PPTE

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 260,2 millions d'USD au cours de la période 1998-2024. On trouvera à l'appendice E2 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs. Les contributions s'élevaient à 301,5 millions d'USD. Le produit des placements du solde du Fonds fiduciaire PPTE s'est élevé à 8,6 millions d'USD (8,5 millions d'USD en 2023).

L'appendice I contient un état récapitulatif des allégements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allégements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration sont exclusifs de tous les montants relatifs à l'initiative renforcée pour la réduction de la dette de l'Érythrée. Lorsque les états financiers consolidés de l'exercice 2024 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allégement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 18,9 millions d'USD (19,4 millions d'USD en 2023), en faveur de l'Érythrée.

b) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE

Les soldes des deux exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

| | En milliers d'USD | |
|---------------------------------------|-------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Solde en début d'exercice | (101 377) | (108 893) |
| Variation de la provision | 10 336 | 8 101 |
| Point de décision au cours de l'année | | |
| Variations de change | 2 797 | (585) |
| Solde en fin d'exercice | (88 244) | (101 377) |

NOTE 12

INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Selon les principes comptables applicables aux instruments financiers, les actifs et les passifs du Fonds se répartissent en plusieurs catégories comme suit:

Tableau 1

| | <i>En millions d'USD</i> | | |
|--|---------------------------------------|--|-----------------------------|
| | <i>Liquidités et dépôts bancaires</i> | <i>Placement à la juste valeur par le compte de résultat</i> | <i>Prêts au coût amorti</i> |
| 2024 | | | |
| Niveau 1 | | | |
| Liquidités et soldes bancaires | 891 | | |
| Placements à la juste valeur par le compte de résultat | | 1 548 | |
| Total | 891 | 1 593 | 8 654 |
| Autres passifs financiers | | | |
| | 18 | | |

Tableau 2

| | <i>En millions d'USD</i> | | |
|--|---------------------------------------|--|-----------------------------|
| | <i>Liquidités et dépôts bancaires</i> | <i>Placement à la juste valeur par le compte de résultat</i> | <i>Prêts au coût amorti</i> |
| 2023 | | | |
| Niveau 1 | | | |
| Liquidités et soldes bancaires | 751 | | |
| Placements à la juste valeur par le compte de résultat | | 1 455 | |
| Total | 751 | 1 523 | 8 584 |
| Autres passifs financiers | | | |
| | 16 | | |

Le passif lié à l'emprunt, les autres passifs financiers et les dons non décaissés sont comptabilisés à la juste valeur de niveau 2.

NOTE 13

MONTANTS À PAYER ET PASSIF EXIGIBLE

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|------------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Sommes à payer sur achats de titres | (99) | (588) |
| Engagements au titre de l'AMACS | (104 739) | (109 089) |
| Autres sommes à payer et engagements exigibles | (90 938) | (90 319) |
| Total | (195 776) | (199 996) |

Sur le total ci-dessus, une somme estimée à 155,7 millions d'USD (contre 157,1 millions d'USD en 2023) est à payer dans plus d'un an à compter de la date du bilan.

NOTE 14

DONS NON DÉCAISSES

Les dons entrés en vigueur mais non encore décaissés se répartissent comme suit:

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|------------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| FIDA | (37 913) | (49 039) |
| Fonds supplémentaires | (287 819) | (256 634) |
| Programme pour la résilience du monde rural | (51 488) | (41 161) |
| Dons non décaissés | (377 220) | (346 834) |

NOTE 15

RECETTES REPORTÉES

Les recettes reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation est reportée à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Les produits reportés comprennent des sommes provenant des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|------------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| FIDA | (99 296) | (65 260) |
| Fonds supplémentaires | (420 814) | (462 225) |
| Programme pour la résilience du monde rural | (82 515) | (104 489) |
| Fonds fiduciaire pour le secteur privé | (52 366) | (34 324) |
| ITAA | (9 220) | (10 517) |
| Écritures de consolidation | 115 987 | 101 532 |
| Recettes reportées | (548 224) | (575 283) |

NOTE 16

PASSIF LIÉ À L'EMPRUNT

Le solde correspond aux fonds reçus au titre des activités d'emprunt plus les intérêts échus. Pour les placements privés couverts par des instruments dérivés de swap de taux d'intérêt et de devises qui répondent aux critères de la comptabilité de couverture selon la norme IFRS 9, le solde représente la valeur de couverture du passif lié à l'emprunt.

Tableau 1

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|--------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Passif lié à l'emprunt à coût amorti | | |
| FIDA | (1 802 631) | (1 900 638) |
| Fonds fiduciaire espagnol | (200 695) | (230 044) |
| Fonds fiduciaire pour le secteur privé; | (66 533) | |
| Sous-total passif lié à l'emprunt à coût amorti | (2 069 859) | (2 130 682) |
| Passif lié à l'emprunt (en comptabilité de couverture) | | |
| FIDA | (640 490) | (349 067) |
| Total du passif lié à l'emprunt | (2 710 349) | (2 479 749) |

Le tableau 2 ci-dessous fournit des précisions supplémentaires sur le passif lié à l'emprunt émis sous forme de placements privés et sur les swaps qui les couvrent.

Tableau 2

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|------------------|
| | 2024 | 2023 |
| Passif lié à l'emprunt – comptabilité de couverture | | |
| Solde d'ouverture | (349 067) | (141 901) |
| Nouvelles émissions | (303 125) | (194 416) |
| Amortissement | - | |
| Intérêts à payer | (5 014) | (4 152) |
| Ajustements de change | 26 820 | (4 103) |
| Ajustement de la comptabilité de couverture | (10 104) | (4 495) |
| Sous-total passif lié à l'emprunt (en comptabilité de couverture) | (640 490) | (349 067) |

La structure des échéances du passif lié à l'emprunt du FIDA était la suivante:

Tableau 3

| Passif lié à l'emprunt à coût amorti | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|--------------------|
| | 2024 | 2023 |
| FIDA | | |
| 0-1 an | (48 342) | (51 487) |
| 2-3 ans | (76 686) | (44 030) |
| 3-4 ans | (91 339) | (80 776) |
| 4-5 ans | (102 437) | (95 429) |
| 5-10 ans | (709 636) | (583 678) |
| Plus de 10 ans | (774 191) | (1 045 238) |
| Sous-total | (1 802 631) | (1 900 638) |
| Passif lié à l'emprunt – comptabilité de couverture | | |
| 0-1 an | (9 020) | (4 471) |
| 2-4 ans | | |
| 5-10 ans | (344 054) | (100 000) |
| Plus de 10 ans | (282 826) | (48 837) |
| Sous-total | (635 900) | (353 308) |
| Passif lié à l'emprunt – ajustement de la comptabilité de couverture | | |
| | (4 590) | 4 241 |
| Sous-total | (640 490) | (349 067) |
| Total | (2 443 121) | (2 249 705) |

NOTE 17

AUTRES ACTIFS (PASSIFS) FINANCIERS

Ce solde représente la juste valeur des produits dérivés comptabilisés comme couvertures de la juste valeur des produits dérivés détenus en relation avec des passifs liés à l'emprunt.

Tableau 1

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|--------------|
| | 2024 | 2023 |
| Autres actifs financiers | | |
| Swaps de devises à taux variable | | 16 859 |
| Autres passifs financiers | | |
| Juste valeur en relation avec le passif lié à l'emprunt | (652) | (15 599) |
| Swaps de devises à taux variable | (8 537) | |
| Total | (18 189) | 1 260 |

Le tableau 2 fournit des informations sur la relation de couverture désignée des instruments.

Tableau 2

| | <i>En milliers d'USD</i> | | |
|--|--------------------------|---|--------------------------|
| | 2024 | Valeur comptable des éléments d'actif (de passif) | Ajustement de couverture |
| | Valeur notionnelle | | |
| Swaps de devises à taux variable | (323 330) | 3 054 | (13 027) |
| Swaps de devises à recevoir/(à payer) | | (11 591) | |
| Sous-total | (323 330) | (8 537) | (13 027) |
| Couverture de la juste valeur – risque de taux d'intérêt | (303 550) | (8 874) | 8 437 |
| Swaps de taux d'intérêt à recevoir/(à payer) | | (778) | |
| Sous-total | (303 550) | (9 652) | 8 437 |
| Total | (626 880) | (18 189) | (4 590) |
| | <i>En milliers d'USD</i> | | |
| | 2023 | Valeur comptable des éléments d'actif (de passif) | Ajustement de couverture |
| | Valeur notionnelle | | |
| Swaps de devises à taux variable | (198 837) | 8 828 | (10 601) |
| Swaps de devises à recevoir/(à payer) | | 8 031 | |
| Autres actifs financiers | | | 16 859 |
| Swaps de taux d'intérêt – couverture de la juste valeur | (150 000) | (15 432) | 14 842 |

| | |
|--|-----------------------|
| Swaps de taux d'intérêt à recevoir/(à payer) | (167) |
| Autres passifs financiers | (15 599) |
| Total | (348 837) 1 260 4 241 |

NOTE 18**PRODUIT DES PRÊTS**

Ce solde représente les montants échus et reçus à titre d'intérêts sur le portefeuille de prêts.

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|----------------|
| | 2024 | 2023 |
| FIDA | 131 729 | 123 572 |
| Fonds fiduciaire espagnol | 4 456 | 4 356 |
| Fonds fiduciaire pour le secteur privé | 823 | 0 |
| Total | 137 008 | 127 928 |

NOTE 19**PRODUIT DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS****a) Gestion du portefeuille de placements (FIDA seulement)**

Au 31 décembre 2024, les fonds gérés du portefeuille du FIDA s'élevaient à 1 812 millions d'USD (1 1605 millions d'USD en 2023).

b) Instruments dérivés

Le FIDA procède à des investissements de portefeuille dans des instruments dérivés à des fins d'atténuation des risques, principalement pour gérer la duration du portefeuille des actifs et des passifs et du portefeuille de liquidités multimarché, ainsi que pour assurer l'alignement sur la composition par monnaie des engagements du FIDA; ces produits dérivés ne sont pas comptabilisés en tant qu'instruments de couverture.

i) Contrats à terme normalisés

Le montant des contrats à terme au FIDA était très faible au 31 décembre 2024. Durant l'exercice 2024, les gains réalisés au titre des contrats à terme se sont établis à 0 million d'USD (contre des pertes réalisées de 0 million d'USD en 2023).

ii) Swaps

Les portefeuilles d'actifs du FIDA utilisent des instruments dérivés tels que les swaps pour protéger les positions contre le risque de taux d'intérêt. Les positions couvertes ont des échéances moyennes ou longues et correspondent à des obligations à taux fixe converties de fait en instruments à taux variables. Les tableaux suivants fournissent des informations sur les relations avec les instruments de couverture désignés.

Tableau 1

| | <i>En milliers d'USD</i> |
|--|--------------------------|
| Montant notionnel en cours des swaps | 1 150 941 |
| Actifs dérivés | |
| Swaps de taux d'intérêt | 16 864 |
| Passifs dérivés | |
| Swaps de taux d'intérêt | (2 944) |
| (Pertes)/gains nets latents sur les swaps | 13 920 |
| Fourchette des échéances des swaps | 0,1 à 14,4 ans |

Le tableau ci-dessous récapitule le montant notionnel de l'instrument de couverture, en fonction de l'échéancier des remboursements.

Tableau 2

| | <i>En milliers d'USD</i> | | | |
|------------------------------|--------------------------|----------------|----------------|----------------------|
| | <i>Moins de 1 an</i> | <i>1-2 ans</i> | <i>2-5 ans</i> | <i>Plus de 5 ans</i> |
| Swaps de taux d'intérêt 2024 | 128 039 | 189 263 | 321 407 | 512 232 |
| Swaps de taux d'intérêt 2023 | 80 000 | 126 800 | 345 700 | 364 029 |

iii) Contrats à terme de gré à gré

Au 31 décembre 2024, les contrats à terme de gré à gré affichaient une perte latente de 0,1 million en 2023 – 3,3 millions d'USD. À la même date, leurs échéances étaient de 152 jours (186 jours au 31 décembre 2023).

c) Produit des liquidités et des placements (consolidé)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 493,6 millions d'USD (produit brut de 85,4 millions d'USD en 2023).

Tableau 3

| <i>Juste valeur</i> | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
|---|---------------|---------------|
| Intérêts bancaires et intérêts sur titres à revenu fixe | 60 273 | 51 858 |
| (Pertes)/gains réalisés et latents sur contrats à terme/options/swaps | 11 029 | 2 532 |
| Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe | 8 370 | (10 282) |
| Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe | 13 939 | 41 299 |
| Total | 93 611 | 85 407 |

Dans le tableau ci-dessous, les chiffres ci-dessus ont été ventilés entre les entités consolidées:

Tableau 4

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|---------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| FIDA | 89 061 | 79 635 |
| Fonds fiduciaire pour l'AMACS | 3 236 | 4 409 |
| Fonds fiduciaire PPTE | 61 | 51 |
| Fonds fiduciaire espagnol | 822 | 894 |
| Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti | 17 | 34 |
| ASAP | 158 | 236 |
| Fonds fiduciaire pour le secteur privé | 0 | 0 |
| Fonds supplémentaires | 256 | 149 |
| Total | 93 611 | 85 407 |

Le taux de rendement annuel des liquidités et placements du FIDA uniquement s'est établi à 4,71% net de charges en 2024 (rendement de 2,17% net de charges en 2023).

NOTE 20

RECETTES PROVENANT D'AUTRES SOURCES

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Ces sommes sont détaillées ci-dessous:

| <i>Montants consolidés</i> | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|---------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Remboursement par le gouvernement hôte | 8 133 | 8 294 |
| Recettes provenant d'autres sources | 10 491 | 2 943 |
| Total | 18 624 | 11 237 |

NOTE 21

RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|----------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| FIDA | 170 | 86 |
| ASAP | 30 961 | 7 153 |
| Fonds fiduciaire pour le secteur privé | 1 219 | 7 500 |
| ITAA | 1 634 | 1 202 |
| Fonds supplémentaires | 208 490 | 199 743 |
| Total | 242 474 | 215 684 |

NOTE 22

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation (FIDA seulement) ventilées par principales sources de financement sont présentées à l'appendice K. Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des chiffres consolidés:

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|----------------|--------------------------|----------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| FIDA | 206 676 | 196 090 |
| Autres entités | 31 866 | 25 618 |
| Total | 238 542 | 221 708 |

Les dépenses encourues sont comptabilisées selon la nature des charges auxquelles elles correspondent.

Le solde ci-dessus tient compte, pour l'exercice clos au 31 décembre 2024, 91 280 EUR en frais d'audit externe (contre 90 560 EUR pour l'exercice 2023) et 79 870 EUR en frais d'attestation du Commissaire aux comptes sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière (contre 79 240 pour l'exercice 2023).

NOTE 23

EFFECTIFS, PENSIONS ET ASSURANCE MALADIE

a) Agents du FIDA

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de retraite et d'assurance maladie proposés par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et l'AMACS.

En 2024, les effectifs en équivalent temps plein du FIDA et des autres entités consolidées, classés par principales sources budgétaires, se décomposaient comme suit:

Tableau 1

| <i>Équivalent temps plein</i> | <i>Cadre organique</i> | <i>Services généraux</i> | <i>Total</i> |
|--|------------------------|--------------------------|--------------|
| Budget administratif du FIDA | 477 | 177 | 654 |
| Cadres associés/gestionnaires de programmes spéciaux | 22 | | 22 |
| Autres | 49 | 9 | 58 |
| Total 2024 | 548 | 186 | 734 |
| Total 2023 | 508 | 184 | 692 |

b) Personnel extérieur

Comme les années précédentes, pour faire face à ses besoins opérationnels, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires, lesquels sont également couverts par un régime d'assurance.

c) Pensions

La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies procède à une évaluation actuarielle tous les deux ans; la dernière a été effectuée au 31 décembre 2023. Cette évaluation a révélé un excédent actuariel. Par conséquent, il a été jugé que les avoirs de la Caisse commune des pensions étaient suffisants, et l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas invoqué les dispositions de l'article 26, selon lequel les organisations affiliées sont tenues de verser à la Caisse les sommes nécessaires en cas de déficit. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel, et il serait donc responsable, au prorata de sa part, des éventuels engagements non provisionnés (les taux de cotisation actuellement appliqués à la rémunération considérée aux fins de la pension sont de 7,9% pour l'agent et de 15,8% pour le FIDA). Le total des cotisations versées à la Caisse

des pensions en 2024 s'est élevé à 18,0 millions d'USD (contre 16,2 millions d'USD en 2023).

d) Plan d'assurance maladie après la cessation de service

La dernière évaluation actuarielle de l'AMACS a été effectuée au 31 décembre 2024, par une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service. Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes: taux d'actualisation: 4,3% pour le personnel international et 5,6% pour le personnel national; rendement des placements: 5,4%; augmentation des frais médicaux: 4,4%; inflation: 3,8%; taux de change. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2024 était de 104,7 millions d'USD. Les états financiers des exercices 2024 et 2023 comprennent une provision et les actifs suivants au 31 décembre:

Tableau 2

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|------------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Passif (correspondant à des droits au titre de services antérieurs) | (104 739) | (109 089) |
| Actifs du plan* | 89 305 | 89 996 |
| Excédent/(déficit) | (15 434) | (19 093) |
| Variations annuelles | | |
| Solde d'ouverture (déficit) | (19 093) | (19 161) |
| Charges d'intérêts | (637) | (840) |
| Coût actuel des prestations | (2 642) | (4 016) |
| Gain/(perte) actuariel | 7 629 | (1 361) |
| Intérêts sur soldes | 3 067 | 4 226 |
| Variations de change | (3 758) | 2 059 |
| Solde de clôture (déficit) | (15 434) | (19 093) |
| Passif (correspondant à des droits au titre de services antérieurs) | | |
| Provision totale au 1 ^{er} janvier | (109 089) | (102 872) |
| Charges d'intérêts | (637) | (840) |
| Coût actuel des prestations | (2 643) | (4 016) |
| Gain/(perte) actuariel | 7 629 | (1 361) |
| Provision au 31 décembre | (104 739) | (109 089) |
| Actifs du plan | | |
| Total de l'actif au 1 ^{er} janvier | 89 996 | 83 711 |
| Contributions versées | 3 067 | 4 226 |
| Intérêts sur soldes | (3 758) | 2 059 |
| Variations de change | | |
| Total de l'actif au 31 décembre | 89 305 | 89 996 |

* Le solde des actifs du plan comprend les montants nets à recevoir et à verser au titre des opérations en attente de liquidation.

Les actifs de l'AMACS sont actuellement investis conformément à l'Exposé de la politique de placement du FIDA relatif au Fonds fiduciaire pour l'AMACS approuvé par le Conseil d'administration et le Conseil des gouverneurs de temps à autre.

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2024, ce coût, inclus dans les traitements et indemnités du personnel, s'est élevé à 2,6 millions d'USD (4,0 millions d'USD en 2023).

Sur la base de l'évaluation actuarielle de 2024, le montant des actifs nécessaires pour couvrir les besoins de financement est de 70,7 millions d'USD en valeur actuelle nette (y compris les actifs

appartenant à la Coalition internationale pour l'accès à la terre). Comme il est indiqué ci-dessus, le montant des actifs déjà détenus par le fonds fiduciaire au 31 décembre 2024 s'élève à 89,3 millions d'USD, ce qui est plus que suffisant pour couvrir les engagements en termes actuariels.

e) Risque d'évaluation actuarielle de l'AMACS

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle des engagements au titre de l'AMACS au 31 décembre 2024:

Tableau 3

| <i>Incidence</i> | <i>Engagements</i> |
|--|--------------------|
| Hausse des frais médicaux: 2,8% au lieu de 3,8% | (18,4) |
| 4,8% au lieu de 3,8% | 24,0 |

NOTE 24

FRAIS FINANCIERS DIRECTS (BANQUES ET PLACEMENTS)

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---------------------------------|--------------------------|------------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Frais de gestion des placements | 490 461 | 441 490 |
| Autres charges | 4 493 | 1 712 583 |
| Total | 2 204 | 6 274 202 |

NOTE 25

DÉPENSES AU TITRE DES DONS

Les montants consolidés se décomposent comme suit:

| <i>Dépenses (annulations)</i> | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
|------------------------------------|----------------|----------------|
| Dons nets du FIDA | 13 900 | 5 185 |
| Fonds supplémentaires ^a | 173 557 | 165 185 |
| ASAP | 28 457 | 3 830 |
| Total des dons | 215 914 | 174 200 |

Les dépenses au titre des dons aux pays surendettés (anciennement CSD) sont présentées ci-dessous:

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|----------------|
| <i>FIDA seulement</i> | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Dépenses au titre des dons consentis aux pays surendettés | 172 516 | 178 062 |
| Total | 172 516 | 178 062 |

NOTE 26

GAINS/PERTES DE CHANGE NETS

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre étaient les suivants:

Tableau 1

| Année | Dollar des États-Unis |
|-------|-----------------------|
| 2024 | 1.30183 |
| 2023 | 1,34400 |
| 2022 | 1,33520 |

Les variations de change sont les suivantes:

Tableau 2

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|---------------------|
| | 2024 | 2023 |
| FIDA | (209 894) | 42 494 |
| Autres entités | (15 572) | 11 940 |
| Total des variations sur l'année | 54 | |
| | (225 466) | 434(358 431) |

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

Tableau 3

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|---------------|
| | 2024 | 2023 |
| Variation de change pour l'année: | | |
| Encaisse et placements | (63 251) | 27 949 |
| Montants nets à recevoir/à payer | (900) | 1 088 |
| Encours des prêts et des dons | (246 600) | 63 262 |
| Billets à ordre et montants à recevoir des Membres | (25 844) | 4 709 |
| Contributions des États membres | 23 702 | (4 187) |
| Passif au titre d'emprunts | 87 427 | (38 387) |
| Total des variations sur l'année | (225 466) | 54 434 |

NOTE 27

DÉPENSES AU TITRE DE L'INITIATIVE PPTE

Ce solde correspond au montant des allégements de dette consentis, au cours de l'exercice, aux pays PPTE remplissant les conditions requises, au titre aussi bien du principal que des intérêts. Cela correspond à l'impact global net des nouveaux allégements ou compléments d'allégement consentis au titre de l'Initiative PPTE, des montants versés au FIDA par le Fonds fiduciaire au titre de l'Initiative PPTE et du déblocage de la part des recettes reportées pour les versements effectués les années antérieures.

NOTE 28

CHARGES D'INTÉRÊT LIÉES AU PASSIF FINANCIER

Ce montant représente le solde des charges d'intérêts courus et des frais encourus pour le passif lié à l'emprunt ainsi que pour le passif au titre des loyers.

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|---------------|
| | 2024 | 2023 |
| Charges d'intérêt liées à l'emprunt | 99 855 | 84 927 |
| Charges d'intérêt liées au passif au titre des loyers | 3 940 | 229 |
| Total | 103 795 | 85 156 |

NOTE 29

GAINS/(PERTES) NETS LIÉS AUX OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le solde du tableau ci-dessous représente la juste valeur des produits dérivés ainsi que les variations correspondantes de la valeur de couverture de l'actif ou du passif couvert attribuable au risque de couverture spécifique. Pour plus de précisions, voir la note 16.

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|--------------|
| | 2024 | 2023 |
| Swaps de taux d'intérêt | | |
| Ajustement de couverture relatif à l'emprunt | 6 406 | (6 508) |
| Ajustement à la juste valeur des produits dérivés | (6 557) | 6 566 |
| Charges (revenus) d'intérêts des produits dérivés | 4 444 | 3 521 |
| Sous-total | 4 293 | 3 579 |
| Swaps de devises | | |
| Ajustement de couverture relatif à l'emprunt | 3 697 | 11 003 |
| Ajustement à la juste valeur des produits dérivés | 3 102 | (8 870) |
| Charges (revenus) d'intérêts des produits dérivés | 8 068 | 3 569 |
| Sous-total | 14 867 | 5 702 |
| Total | 19 160 | 9 281 |

NOTE 30

ENTITÉS HÉBERGÉES PAR LE FIDA ET AUTRES SERVICES

Au 31 décembre, les soldes des entités hébergées par le FIDA s'établissaient comme suit:

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|--|--------------------------|--------------|
| | 2024 | 2023 |
| FVC | 59 | 0 |
| Coalition internationale pour l'accès à la terre | 2 190 | 1 176 |
| Total | 2 249 | 1 176 |

NOTE 31

ÉLÉMENTS DE PASSIF ET D'ACTIF ÉVENTUELS

a) Éléments de passif éventuels

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allégements de dette annoncés par la Banque mondiale/le Fonds monétaire international en faveur de trois pays. Voir la note 11 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allégement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allégement de dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice I.

Le FIDA a un passif éventuel de 830 millions d'USD au titre des dons aux pays surendettés (auparavant financement au titre du CSD) entrés en vigueur,

mais dont le financement n'a pas encore été décaissé (887 millions d'USD en 2023). En particulier, au 31 décembre 2024, les dons en faveur des pays surendettés (anciennement CSD) décaissables mais en attente de décaissement car les conditions requises pour le déblocage des fonds n'étaient pas encore réunies s'élevaient à 167 millions d'USD (191 millions d'USD en 2023), et le montant des projets correspondants approuvés mais non encore entrés en vigueur s'élevait à 663 millions d'USD (696 millions d'USD en 2023).

b) Éléments d'actif éventuels

À la fin de décembre 2024, le solde des instruments de contribution conditionnels représentait 181,0 millions d'USD. Ces contributions doivent faire l'objet d'une décision nationale d'ouverture de crédits; par conséquent, ces sommes à recevoir seront considérées comme dues lorsque ces conditions auront été remplies, et comme probables à la date de clôture de l'exercice.

NOTE 32

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

La direction n'a pas connaissance d'événements survenus après la date du bilan qui révéleraient des éléments existants à la date du bilan ou apparus après la période considérée, qui justifieraient la correction des états financiers ou la divulgation d'informations.

NOTE 33

PARTIES LIÉES

Le Fonds a évalué les parties liées et les transactions effectuées en 2024. Sont concernées les transactions avec les États membres (auxquelles le paragraphe 25 de la norme IAS 24 est applicable), les membres de la haute direction et autres parties concernées identifiées dans la norme IAS 24. Les transactions avec les États membres et les soldes y afférents sont mentionnés aux appendices H et I. Les membres de la haute direction sont le Président, le Vice-Président, les vice-présidents adjoints et le Directeur et Chef de Cabinet, qui ont les attributions et les compétences nécessaires pour planifier, diriger et contrôler les activités du Fonds.

On trouvera dans le tableau ci-après des informations concernant la rémunération des membres de la haute direction au cours de l'année, ainsi que le solde des différentes charges à payer.

La rémunération globale versée aux membres de la haute direction comprend les traitements nets, l'ajustement de poste, les indemnités telles que les frais de représentation et autres, les primes d'affectation et autres subventions, l'allocation logement, les frais d'expédition des effets personnels, les avantages postérieurs à l'emploi, d'autres avantages à long terme du fonctionnaire et la contribution de l'employeur à la retraite et à l'assurance maladie. Les membres de la haute direction sont affiliés à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Sur la base de l'examen indépendant dont ont fait l'objet les derniers états financiers annuels, il n'existe aucun conflit d'intérêts, ni transaction ni solde, autre que ceux indiqués ci-dessous des membres de la haute direction ou autres parties concernées identifiées dans la norme IAS 24.

| | <i>En milliers d'USD</i> | |
|---|--------------------------|--------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Traitements et indemnités | 2 516 | 2 487 |
| Contribution aux plans de retraite et d'assurance maladie | 615 | 593 |
| Autres parties concernées | | |
| Total | 3 131 | 3 080 |
| Total charges à payer | 783 | 762 |
| Total montants à recevoir | 43 | 80 |

NOTE 34

DATE D'AUTORISATION DE LA PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La direction a autorisé la publication des états financiers consolidés le 12 mars 2025.

Les états financiers seront transmis au Comité d'audit pour examen en avril 2025 et approuvés par le Conseil d'administration en mai 2025. Les états financiers consolidés de l'exercice 2023 ont été approuvés par le Conseil d'administration à sa quarante et unième session, en avril 2024.

État des contributions complémentaires et supplémentaires

Tableau 1

États membres:**État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2024^a**
(en milliers d'USD)

| États membres | Cofinancement du projet | Cadres associés | Autres fonds supplémentaires | ITAA | Fonds fiduciaire pour le secteur privé | FEM | Total |
|------------------------|-------------------------|-----------------|------------------------------|----------|--|----------|------------------|
| Algérie | - | - | 72 | - | - | - | 72 |
| Allemagne | 33 500 | 10 045 | 42 471 | - | 38 351 | - | 124 367 |
| Angola | - | - | 7 | - | - | - | 7 |
| Arabie saoudite | 3 000 | - | 1 204 | - | - | - | 4 204 |
| Australie ^b | 4 819 | - | 2 025 | - | - | - | 6 844 |
| Autriche | 755 | - | - | - | - | - | 755 |
| Bangladesh | - | - | 41 | - | - | - | 41 |
| Belgique | 10 214 | 1 960 | 148 892 | - | - | - | 161 066 |
| Canada ^c | 28 076 | - | 9 494 | - | 9 564 | - | 47 134 |
| Chine | 4 793 | 1 511 | 5 504 | - | - | - | 11 808 |
| Colombie | - | - | 172 | - | - | - | 172 |
| Danemark | 51 339 | 5 093 | 5 639 | - | 7 035 | - | 69 106 |
| Espagne | 11 801 | - | 6 111 | - | - | - | 17 912 |
| Estonie | - | 405 | 271 | - | - | - | 675 |
| États-Unis d'Amérique | 9 871 | 617 | 1 741 | - | - | - | 12 229 |
| Fédération de Russie | 1 320 | - | 180 | - | - | - | 1 500 |
| Finlande | 2 834 | 5 960 | 15 430 | - | 4 108 | - | 28 331 |
| France | 1 032 | 2 978 | 25 210 | - | - | - | 29 220 |
| Ghana | - | - | 72 | - | - | - | 72 |
| Grèce | - | - | 72 | - | - | - | 72 |
| Hongrie | - | - | 500 | - | - | - | 500 |
| Inde | - | - | 1 072 | - | - | - | 1 072 |
| Indonésie | - | - | 50 | - | - | - | 50 |
| Irlande | 7 602 | - | 7 835 | - | - | - | 15 437 |
| Islande | - | - | 19 | - | - | - | 19 |
| Italie | 30 891 | 8 946 | 43 009 | - | - | - | 82 847 |
| Japon | 3 238 | 5 358 | 7 149 | - | - | - | 15 745 |
| Jordanie | - | - | 153 | - | - | - | 153 |
| Koweït | - | - | 114 | - | - | - | 114 |
| Liban | - | - | 81 | - | - | - | 81 |
| Luxembourg | 2 085 | - | 8 723 | - | 2 256 | - | 13 064 |
| Malaisie | - | - | 28 | - | - | - | 28 |
| Maroc | - | - | 50 | - | - | - | 50 |
| Mauritanie | - | - | 92 | - | - | - | 92 |
| Nigéria | - | - | 50 | - | - | - | 50 |
| Norvège | 68 244 | 2 753 | 10 742 | - | - | - | 81 740 |
| Nouvelle-Zélande | 3 457 | - | 677 | - | - | - | 4 134 |
| Pakistan | - | - | 25 | - | - | - | 25 |
| Paraguay | - | - | 15 | - | - | - | 15 |
| Pays-Bas | 148 151 | 11 267 | 44 548 | - | - | - | 203 967 |
| Portugal | 142 | - | 714 | - | - | - | 855 |
| Qatar | - | - | 104 | - | - | - | 104 |
| République de Corée | 5 943 | 7 712 | 3 580 | - | - | - | 17 235 |
| Royaume-Uni | 19 074 | - | 17 153 | - | - | - | 36 228 |
| Sénégal | - | - | 109 | - | - | - | 109 |
| Sierra Leone | - | - | 88 | - | - | - | 88 |
| Suède | 19 901 | 5 285 | 28 341 | - | - | - | 53 527 |
| Suisse | 19 070 | 3 868 | 27 667 | - | - | - | 50 606 |
| Suriname | 2 000 | - | - | - | - | - | 2 000 |
| Türkiye | - | - | 47 | - | - | - | 47 |
| Total | 493 152 | 73 759 | 467 348 | - | 61 314 | - | 1 095 572 |

^a Les contributions dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.^b L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.^c Les données concernant le Canada font abstraction de la contribution remboursable indiquée à l'appendice L.1.

Tableau 2
Entités hors États membres et autres sources:
État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2024^a
(en milliers d'USD)

| Entités hors États membres et autres sources | Cofinancement du projet | Cadres associés | Autres fonds supplémentaires | ITAA | Fonds fiduciaire pour le secteur privé | FEM | Total |
|--|-------------------------|-----------------|------------------------------|---------------|--|----------------|------------------|
| Argidius Foundation [(Réseau de financement et d'investissement en faveur des PME agricoles et de l'agriculture paysanne (SAFIN))] | - | - | 262 | - | - | - | 262 |
| Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles | - | - | 168 | - | - | - | 168 |
| Banque africaine de développement | 2 800 | - | 1 096 | - | - | - | 3 896 |
| Banque arabe | (0) | - | 25 | - | - | - | 25 |
| Banque mondiale | 1 357 | - | 5 706 | - | - | 226 927 | 233 990 |
| Bill & Melinda Gates Foundation | 11 090 | - | 16 045 | 10 000 | - | - | 37 135 |
| Commission économique pour l'Afrique | - | - | 353 | - | - | - | 353 |
| Commission européenne | 18 654 | - | 828 878 | - | - | - | 847 532 |
| Congressional Hunger Center | - | - | 183 | - | - | - | 183 |
| Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CEB) | - | - | 998 | - | - | - | 998 |
| Coopernic | - | - | 3 107 | - | - | - | 3 107 |
| David and Lucile Packard Foundation | 278 | - | 20 | - | - | - | 298 |
| FIDA | 38 628 | - | 3 773 | 2 000 | 25 000 | - | 69 401 |
| Fondation Visa | 2 500 | - | 1 000 | - | - | - | 3 500 |
| Fonds arabe de développement économique et social | 2 983 | - | - | - | - | - | 2 983 |
| Fonds d'Abou Dhabi pour le développement | - | - | 1 481 | - | - | - | 1 481 |
| Fonds d'équipement des Nations Unies | 359 | - | 263 | - | - | - | 623 |
| Fonds de l'OPEP pour le développement international | 2 648 | - | 50 | - | - | - | 2 698 |
| Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux | 78 | - | 145 | - | - | - | 223 |
| Fonds nordique de développement | - | - | 500 | - | - | - | 500 |
| Fonds pour l'adaptation | - | - | 134 993 | - | - | - | 134 993 |
| Fonds pour les pays les moins avancés/Fonds spécial pour les changements climatiques | - | - | 112 958 | - | - | - | 112 958 |
| Ministère de l'éducation des États-Unis | - | - | 1 455 | - | - | - | 1 455 |
| New Venture Fund | - | - | 56 | - | - | - | 56 |
| Open Society Foundation Londres | 950 | - | 50 | - | - | - | 1 000 |
| Organisation des Nations Unies | 3 017 | - | - | - | - | - | 3 017 |
| Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) | 14 | - | 3 472 | - | - | - | 3 486 |
| Programme des Nations Unies pour le développement | 856 | - | 29 803 | - | - | - | 30 659 |
| Programme des pays arabes du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies | 299 | - | - | - | - | - | 299 |
| Programme manioc | - | - | 69 | - | - | - | 69 |
| Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire | 313 289 | - | 18 278 | - | - | - | 331 568 |
| Small Foundation | - | - | 400 | - | - | - | 400 |
| Autres fonds supplémentaires | 1 929 | | 10 664 | - | - | - | 12 593 |
| Total entités hors États membres et autres sources | 401 729 | - | 1 176 252 | 12 000 | 25 000 | 226 927 | 1 841 908 |
| Total 2024 | 894 880 | 73 759 | 1 643 600 | 12 000 | 86 314 | 226 927 | 2 937 480 |
| Total 2023 | 783 004 | 70 767 | 1 665 536 | 12 000 | 67 054 | 220 233 | 2 818 594 |

^a Les contributions libellées dans des devises autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année

État des contributions complémentaires cumulées de 1978 à 2024

(en milliers d'USD)

| | <i>Montant</i> |
|--|----------------|
| Autres contributions complémentaires | |
| Allemagne | 458 |
| Arabie saoudite | 30 000 |
| Canada | 1 511 |
| Inde | 1 000 |
| Royaume-Uni | 12 002 |
| Suède | 13 827 |
| Sous-total | 58 798 |
| Contributions cumulées reçues de la Belgique au titre du PC-FBSA dans le cadre des reconstitutions | 80 002 |
| Sous-total | 138 800 |
| Contributions apportées au Fonds fiduciaire PPTE dans le cadre des reconstitutions | |
| Italie | 4 602 |
| Luxembourg | 1 053 |
| Pays-Bas | 14 024 |
| Sous-total | 19 679 |
| Contributions apportées à l'ASAP dans le cadre des reconstitutions | 310 645 |
| Contributions complémentaires non affectées à la Dixième reconstitution des ressources | |
| Allemagne | 15 307 |
| Canada | 7 586 |
| États-Unis d'Amérique | 10 000 |
| Fédération de Russie | 3 000 |
| Pays-Bas | 23 347 |
| Sous-total | 59 240 |
| Contributions complémentaires non affectées à la Onzième reconstitution des ressources | |
| Allemagne | 22 468 |
| Luxembourg | 1 706 |
| Suède | 12 640 |
| Suisse | 11 958 |
| Sous-total | 48 772 |
| Total contributions complémentaires 2024 | 577 136 |
| Total contributions complémentaires 2023 | 577 136 |

État des contributions des États membres et des donateurs au titre de l'Initiative PPTE et de l'apurement des arriérés

(en milliers d'USD)

| | <i>Montant</i> |
|---|----------------|
| Contributions afférentes aux reconstitutions (voir tableau ci-dessus) | 19 679 |
| Contributions n'entrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources | |
| Allemagne | 6 989 |
| Belgique | 2 713 |
| Commission européenne | 10 512 |
| Finlande | 5 193 |
| Fonds fiduciaire PPTE de la Banque mondiale | 230 020 |
| Islande | 250 |
| Norvège | 5 912 |
| Suède | 17 000 |
| Suisse | 3 276 |
| Total des contributions au Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative PPTE 2024 | 301 544 |
| Total des contributions au Fonds fiduciaire du FIDA pour l'Initiative PPTE 2023 | 292 987 |
| Contributions versées dans le cadre de l'apurement des arriérés de la Somalie | |
| Allemagne | 6 498 |
| Belgique | 2 955 |
| Italie | 482 |
| Suède | 969 |
| Total des contributions au titre de l'apurement des arriérés de la Somalie 2024 | 10 904 |
| Total des contributions au titre de l'apurement des arriérés de la Somalie 2023 | 10 904 |

Contributions reçues en 2024

(en milliers d'USD)

| <i>États membres</i> | <i>Devise</i> | <i>Montant</i> | <i>Équivalent en milliers d'USD</i> |
|---|---------------|----------------|-------------------------------------|
| Pour le cofinancement de projets | | | |
| Allemagne | EUR | 1 430 | 1 552 |
| Arabie saoudite | USD | 1 000 | 1 000 |
| Canada | CAD | 6 000 | 4 387 |
| Commission européenne | EUR | 4 573 | 4 972 |
| Commission européenne | USD | 2 205 | 2 205 |
| Espagne | EUR | 300 | 322 |
| Fonds de l'OPEP | USD | 121 | 121 |
| Fonds pour l'adaptation | USD | 13 725 | 13 725 |
| Fonds pour l'environnement mondial | USD | 18 664 | 18 664 |
| Fonds pour les pays les moins avancés | USD | 11 564 | 11 564 |
| Irlande | EUR | 550 | 579 |
| Programme des Nations Unies pour le développement | USD | 19 000 | 19 000 |
| Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire | USD | 42 655 | 42 655 |
| République de Corée | KRW | 900 000 | 643 |
| Sous-total | | | 121 390 |
| Pour les cadres associés | | | |
| Allemagne | USD | 188 | 188 |
| Chine | USD | 194 | 194 |
| Danemark | USD | 208 | 208 |
| France | USD | 515 | 515 |
| Italie | USD | 357 | 357 |
| Pays-Bas | USD | 327 | 327 |
| République de Corée | USD | 441 | 441 |
| Suisse | USD | 441 | 441 |
| Sous-total | | | 2 671 |
| Autres contributions supplémentaires (y compris les fonds supplémentaires apportés au Fonds fiduciaire pour le secteur privé, à l'Initiative de transformation de l'agriculture en Afrique (ITAA) et au Programme pour la résilience du monde rural) | | | |
| ADM Cares | USD | 500 | 500 |
| Allemagne | EUR | 6 825 | 7 285 |
| Arabie saoudite | USD | 267 | 267 |
| Argidius Foundation | EUR | 165 | 165 |
| Bill and Melinda Gates Foundation | USD | 1 445 | 1 445 |
| Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets | USD | 215 | 215 |
| Canada ^a | CAD | 100 000 | 73 573 |
| Colombie | USD | 147 | 147 |
| Commission européenne | EUR | 29 448 | 31 759 |
| Danemark | DKK | 17 250 | 2 505 |
| Département d'État des États-Unis | USD | 500 | 500 |
| Département du Trésor des États-Unis | USD | 8 915 | 8 915 |
| Estonie | EUR | 50 | 55 |
| États-Unis | USD | 865 | 865 |
| FAO | USD | 334 | 334 |
| Finlande | EUR | 2 050 | 2 139 |
| Fondation Visa | USD | 583 | 583 |
| Fonds nordique de développement. | USD | 125 | 125 |
| France | EUR | 250 | 273 |
| Irlande | EUR | 50 | 54 |
| Italie | EUR | 1 700 | 1 849 |
| Japon | USD | 816 | 816 |
| ONU-Femmes | USD | 215 | 215 |
| Pays-Bas | EUR | 50 | 53 |
| Programme des Nations Unies pour le développement | USD | 2 279 | 2 279 |
| République de Corée | KRW | 1200 000 | 862 |
| Royaume-Uni | GBP | 50 | 63 |
| Suède | SEK | 10 000 | 963 |
| Suisse | EUR | 50 | 54 |
| Windward Fund | USD | 750 | 750 |
| Sous-total | | | 139 607 |
| Total général | | | 263 668 |

^a Les fonds reçus du Canada englobent la contribution remboursable.

Fonds non dépensés en 2024 et 2023

Tableau 1

État des contributions complémentaires et supplémentaires – montants non décaissés des États membres et des entités hors États membres
(en milliers d'USD)

| États membres | Cadres associés | Autres fonds supplémentaires | Total |
|-----------------------|-----------------|------------------------------|---------------|
| Alllemagne | 439 | 7 747 | 8 186 |
| Arabie saoudite | - | 330 | 330 |
| Australie | - | 1 068 | 1 068 |
| Belgique | - | 339 | 339 |
| Canada | - | 698 | 698 |
| Chine | 140 | 3 439 | 3 579 |
| Danemark | 203 | 1 116 | 1 319 |
| Espagne | - | 110 | 110 |
| Estonie | 271 | 17 | 288 |
| États-Unis d'Amérique | - | 185 | 185 |
| Fédération de Russie | - | 29 | 29 |
| Finlande | 0 | 4 164 | 4 164 |
| France | 469 | 2 615 | 3 084 |
| Hongrie | - | 460 | 460 |
| Inde | - | 249 | 249 |
| Irlande | - | 1 047 | 1 047 |
| Italie | 369 | 3 409 | 3 779 |
| Japon | 305 | 2 440 | 2 744 |
| Liban | - | 80 | 80 |
| Luxembourg | - | 253 | 253 |
| Malaisie | - | 13 | 13 |
| Norvège | 101 | 3 522 | 3 623 |
| Nouvelle-Zélande | - | 1 096 | 1 096 |
| Pays-Bas | 200 | 3 621 | 3 820 |
| République de Corée | 477 | 1 744 | 2 220 |
| Royaume-Uni | - | 335 | 335 |
| Suède | 40 | 6 333 | 6 373 |
| Suisse | 486 | 241 | 727 |
| Total | 3 499 | 46 701 | 50 200 |

Tableau 2
État des contributions complémentaires et supplémentaires – autres montants non décaissés des entités hors États membres
(en milliers d'USD)

| <i>Entités hors États membres</i> | <i>Cadres associés</i> | <i>Autres fonds supplémentaires</i> | <i>Total</i> |
|--|------------------------|-------------------------------------|----------------|
| Adaptation Fund | | 18 617 | 18 617 |
| Argidius Foundation SAFIN | | 88 | 88 |
| Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles | - | 3 | 3 |
| Banque mondiale | - | 37 664 | 37 664 |
| Bill and Melinda Gates Foundation | - | 2 297 | 2 297 |
| Commission économique pour l'Afrique | - | 8 | 8 |
| Commission européenne | - | 59 892 | 59 892 |
| David and Lucile Packard Foundation | | 10 | 10 |
| Département de l'éducation des États-Unis | | 564 | 564 |
| FAO | - | 18 | 18 |
| FIDA | - | 1 460 | 1 460 |
| Fondation Visa | - | 601 | 601 |
| Fonds d'Abou Dhabi pour le développement | - | 348 | 348 |
| Fonds nordique de développement | | 175 | 175 |
| Fonds pour les pays les moins avancés/Fonds spécial pour les changements climatiques | - | 25 123 | 25 123 |
| ONU-Femmes | | 66 | 66 |
| Programme des Nations Unies pour le développement | - | 19 938 | 19 938 |
| Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire | - | 62 790 | 62 790 |
| Autre | - | 12 963 | 12 963 |
| Total entités hors États membres et autres sources | - | 242 626 | 242 626 |
| Total général – 2024 | 3 499 | 289 327 | 292 826 |
| Total général – 2023 | 3 927 | 331 269 | 335 196 |

Synthèse du Programme pour la résilience du monde rural

Tableau 1

État récapitulatif des contributions complémentaires et supplémentaires au Fonds fiduciaire du Programme pour la résilience du monde rural (2RP)

(Au 31 décembre 2024)
(en milliers d'USD)

| ASAP | États membres | Total des contributions en monnaie locale | Contributions complémentaires reçues ^a | Contributions supplémentaires reçues ^b | Total des contributions reçues |
|--|---|---|---|---|--------------------------------|
| | | | | | |
| | Belgique | EUR 6 000 | 7 855 | - | - |
| | Canada | CAD 19 849 | 19 879 | - | - |
| | Département flamand des affaires étrangères | EUR 2 000 | - | 2 380 | - |
| | Finlande | EUR 5 000 | 6 833 | - | - |
| | Norvège | NOK 63 000 | 9 240 | - | - |
| | Pays-Bas | EUR 40 000 | 48 581 | - | - |
| | République de Corée | USD 3 000 | - | 3 000 | - |
| | Royaume-Uni | GBP 147 523 | 202 837 | - | - |
| | Suède | SEK 30 000 | 4 471 | - | - |
| | Suisse | CHF 10 000 | 10 949 | - | - |
| Sous-total ASAP | | 310 645 | 5 380 | 316 025 | |
| ASAP2 | France | EUR 300 | 335 | | |
| | Norvège | NOK 80 000 | 9 550 | | |
| | Suède | SEK 50 000 | 5 904 | | |
| Sous-total ASAP2 | | | 15 789 | 15 789 | |
| ASAP+^b | Allemagne | EUR 32 000 | 29 561 | | |
| | Autriche | EUR 2 000 | 2 418 | | |
| | Danemark | DKK 190 000 | 28 170 | | |
| | Irlande | EUR 4 000 | 4 702 | | |
| | Norvège | NOK 100 000 | 9 882 | | |
| | Qatar | USD 500 | 500 | | |
| | Suède | SEK 100 000 | 11 018 | | |
| Sous-total ASAP+ | | | 86 251 | 86 251 | |
| Vision pour des cultures et des sols adaptés (VACS) | | | | | |
| | ADM Cares | USD 500 | 500 | | |
| | Département du Trésor des États-Unis | USD 8 915 | 8 915 | | |
| Sous-total VACS | | | 9 415 | 9 415 | |
| Total Programme pour la résilience du monde rural (2RP) | | 310 645 | 116 835 | 427 480 | |

^a Contre-valeur des versements au taux de change en vigueur à la date de réception.

^b Au 31 décembre 2024, les contributions globales sous forme de fonds supplémentaires à 2RP s'élevaient à 122 millions d'USD, dont un montant encaissé de 116,85 millions d'USD et un montant à recevoir de 5,6 millions d'USD.

Tableau 2
État récapitulatif des dons du Programme pour la résilience du monde rural

| Bénéficiaire du don | Dons approuvés moins annulations | Décaissables | Décaissements en 2024 | Portion non décaissée des dons décaissables | Dons non encore décaissables au 31 décembre 2024 |
|---------------------------------------|----------------------------------|----------------|-----------------------|---|--|
| Dons en USD | | | | | |
| Cuba | 4 000 | 4 000 | 293 | 3 707 | - |
| Iraq | 2 000 | 2 000 | 500 | 1 500 | - |
| République de Moldova | 4 907 | 0 | 4 907 | 0 | - |
| Total USD | 10 907 | 6 000 | 5 699 | 5 207 | - |
| Dons en EUR | | | | | |
| Côte d'Ivoire | 3 070 | 3 070 | 1 210 | 1 860 | - |
| Monténégro | 1 878 | 0 | 1 878 | - | - |
| Total EUR | 4 948 | 3 070 | 3 088 | 1 860 | - |
| Équivalent en USD | 5 123 | 3 179 | 3 198 | 1 926 | - |
| Dons en DTS | | | | | |
| Burundi | 3 385 | 0 | 3 385 | 0 | 0 |
| Benin | 3 220 | 3 220 | 3 208 | 12 | 0 |
| Bangladesh | 9 900 | 9 900 | 9 497 | 403 | 0 |
| Bolivie (État plurinational de) | 6 401 | 0 | 6 401 | 0 | 0 |
| Bhoutan | 3 580 | 3 580 | 3 251 | 329 | 0 |
| Côte d'Ivoire | 1 619 | 0 | 1 619 | 0 | 0 |
| Comores | 740 | 740 | 683 | 57 | 0 |
| Cabo Verde | 2 900 | 2 900 | 2 900 | 0 | 0 |
| Djibouti | 3 999 | 0 | 3 995 | 0 | 4 |
| Equateur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Egypte | 3 380 | 3 380 | 3 259 | 121 | 0 |
| Ethiopie | 7 866 | 0 | 7 866 | 0 | 0 |
| Ghana | 6 500 | 6 500 | 6 396 | 104 | 0 |
| Gambie (la) | 3 536 | 0 | 3 536 | 0 | 0 |
| Kenya | 7 100 | 7 100 | 7 100 | 0 | 0 |
| Kyrgyzstan | 6 496 | 0 | 6 496 | 0 | 0 |
| Cambodge | 10 150 | 0 | 10 150 | 0 | 0 |
| République démocratique populaire lao | 3 550 | 0 | 3 550 | 0 | 0 |
| Liberia | 3 280 | 3 280 | 3 098 | 182 | 0 |
| Lesotho | 4 568 | 0 | 4 568 | 0 | 0 |
| Maroc | 938 | 0 | 938 | 0 | 0 |
| Madagascar | 4 200 | 4 200 | 3 903 | 297 | 0 |
| Mali | 6 498 | 0 | 6 498 | 0 | 0 |
| Mozambique | 3 250 | 0 | 3 250 | 0 | 0 |
| Mauritanie | 4 300 | 4 300 | 3 505 | 795 | 0 |
| Malawi | 5 150 | 5 150 | 5 079 | 71 | 0 |
| Niger | 9 250 | 9 250 | 9 112 | 138 | 0 |
| Nigeria | 9 800 | 9 800 | 7 161 | 2 639 | 0 |
| Nicaragua | 5 247 | 0 | 5 247 | 0 | 0 |
| Nepal | 9 629 | 0 | 9 629 | 0 | 0 |
| Paraguay | 3 650 | 3 650 | 3 559 | 91 | 0 |
| Rwanda | 4 509 | 0 | 4 509 | 0 | 0 |
| Soudan | 6 877 | 4 730 | 6 736 | 142 | 0 |
| El Salvador | 3 560 | 3 560 | 3 560 | 0 | 0 |
| Tchad | 3 240 | 3 240 | 3 240 | 0 | 0 |
| Tadjikistan | 3 600 | 0 | 3 600 | 0 | 0 |
| République unie de Tanzanie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ouganda | 6 770 | 6 770 | 6 769 | 1 | 0 |
| Viet Nam | 7 591 | 0 | 7 591 | 0 | 0 |
| Yemen | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total DTS | 190 231 | 95 250 | 184 844 | 5 383 | 4 |
| Équivalent en USD | 247 648 | 123 999 | 240 635 | 7 007 | 5 |
| Total des dons en USD (ASAP1) | 263 678 | 133 178 | 249 532 | 14 140 | |

Tableau 3
État récapitulatif des dons du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP2)
(en milliers d'USD)

| Bénéficiaire du don | Dons approuvés moins annulations | Décaissables | Décaissements en 2023 | Portion non décaissée des dons décaissables | Dons non encore décaissables au 31 décembre 2023 |
|---|----------------------------------|--------------|-----------------------|---|--|
| Dons en USD | | | | | |
| Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | 802 | 705 | 567 | 138 | 96 |
| Indonésie | 244 | - | 244 | - | - |
| Kenya | 290 | - | 290 | - | - |
| Wageningen Centre for Development Innovation (WCDI) | 272 | - | 272 | - | - |
| Somalie | 68 | - | 68 | - | - |
| Climate Policy Initiative (États-Unis d'Amérique) | 1 300 | - | 1 300 | - | - |
| BRAC USA | 248 | | 248 | | |
| Programme alimentaire mondial | 1 187 | - | 1 187 | - | - |
| Total des dons en USD (ASAP2) | 4 411 | 705 | 4 176 | 138 | 96 |
| Total des dons en USD | 4 411 | 705 | 4 176 | 138 | 96 |

Tableau 4
État récapitulatif des dons du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+)
(en milliers d'USD)

| Bénéficiaire du don | Dons approuvés moins annulations | Décaissables | Décaissements en 2024 | Portion non décaissée des dons décaissables | Dons non encore décaissables au 31 décembre 2024 |
|---|----------------------------------|----------------|-----------------------|---|--|
| Dons USD | | | | | |
| Brésil | 21 461 | 21 461 | 3 893 | 17 568 | - |
| Éthiopie | 10 500 | 10 500 | 1 054 | 9 446 | |
| Lesotho | 4 394 | - | - | - | 4 394 |
| Malawi | 7 000 | 7 000 | 3 228 | 3 772 | - |
| Tchad | 7 000 | 7 000 | 582 | 6 418 | - |
| Total des dons (ASAP+) | 50 355 | 45 961 | 8 757 | 37 204 | 4 394 |
| Total des dons Programme pour la résilience du monde rural (2RP) | 318 444 | 179 844 | 262 465 | 51 482 | 4 495 |

Rapports de la direction et du commissaire aux comptes



Investing in rural people

Management Assertion Report on the Effectiveness of Internal Controls Over Financial Reporting

Management of the International Fund for Agricultural Development (hereinafter IFAD or the Fund) is responsible for the preparation, fair presentation and overall integrity of its Consolidated Financial Statements. The Financial Statements of the Fund have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

According to the Financial Regulations of IFAD, the President is responsible for establishing and maintaining appropriate internal financial control and audit systems of the Fund which would include those over external financial reporting.

The Executive Board of the Fund established an Audit Committee, whose terms of reference, among other things, is to assist the Executive Board in exercising supervision over the financial administration and internal oversight of the Fund. Financial administration would include effectiveness of internal controls over financial reporting. The Audit Committee is comprised entirely of selected members of the Executive Board and oversees the process for the selection of the external auditor and makes a recommendation for such selection to the Executive Board for its approval. The Audit Committee meets with the external and internal auditors to discuss, respectively, the scope and design of the audit, and annual workplan, and any other matter within the Audit Committee's terms of reference that may require the Audit Committee's attention.

The system of internal controls over financial reporting contains monitoring mechanisms and actions that are meant to detect, prevent and facilitate correction of deficiencies identified that may result in material weaknesses in internal controls over financial reporting. There are inherent limitations to the effectiveness of any system of internal control, including the possibility of human error and the circumvention or overriding of controls. Accordingly, an effective internal control system can only provide reasonable, as opposed to absolute assurance with respect to financial statements. Furthermore, the effectiveness of an internal control system can change with circumstances.

The Fund's Management assessed the effectiveness of internal controls over financial reporting for the financial statements presented in accordance with IFRS as of 31 December 2024. The assessment was based on the criteria for effective internal controls over financial reporting described in the Internal Control -Integrated Framework issued by the Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Based on the work performed, Management believes that the Fund maintained an effective system of internal controls over financial reporting as of 31 December 2024, and is not aware of any material control weakness that could affect the reliability of the 2024 financial statements. IFAD's independent external auditor, PricewaterhouseCoopers, S.p.A, has audited the financial statements and has issued an attestation report on Management's assertion on the Fund's internal controls over financial reporting.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Alvaro Lario".

Alvaro Lario
President

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Hernán Alvarado".

Hernán Alvarado
Associate Vice President
and Chief Financial Officer

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Allegra Saitto".

Allegra Saitto
Director a.i.
Financial Controller's Division

Déclaration de la direction relative à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière

La direction du Fonds international de développement agricole (ci-après FIDA ou le Fonds) est responsable de la préparation, de la présentation fidèle et de l'intégrité d'ensemble de ses états financiers consolidés. Les états financiers du Fonds ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par le Conseil international des normes comptables.

En vertu du Règlement financier du FIDA, le Président est responsable de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne et d'audit adéquat au sein du Fonds, y compris à l'égard de l'information financière externe.

Le Conseil d'administration du Fonds a mis en place un Comité d'audit ayant notamment pour mandat de l'assister dans sa fonction de supervision de l'administration financière et de contrôle interne du Fonds, y compris quant à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière. Le Comité d'audit, qui est intégralement composé de membres du Conseil d'administration nommés à cet effet, supervise les résultats du processus de sélection du commissaire aux comptes et adresse au Conseil d'administration, pour approbation, une recommandation aux fins de la nomination d'un cabinet. Le Comité d'audit rencontre le commissaire aux comptes et les auditeurs internes pour discuter de la portée et de la conception de l'audit, ainsi que du plan de travail annuel et de toute autre question qui relève du mandat du Comité d'audit et qui pourrait mériter son attention.

Le système de contrôle interne de l'information financière met en place des mécanismes de suivi et prévoit des mesures visant à prévenir et détecter toute irrégularité et à faciliter la correction des anomalies ainsi décelées dans la mesure où elles pourraient se traduire par des faiblesses significatives au niveau des contrôles internes de l'information financière. Il existe des limites inhérentes à l'efficacité de tout système de contrôle interne, notamment la possibilité d'erreur humaine et de contournement ou de non-application des contrôles. En conséquence, un système efficace de contrôle interne offre un degré d'assurance raisonnable, mais non absolu, concernant les états financiers. Par ailleurs, l'efficacité d'un tel système peut être fonction des circonstances.

La direction du Fonds a évalué l'efficacité du système de contrôle interne de l'information financière pour les États financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière au 31 décembre 2024. L'évaluation a été conduite sur la base des critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière décrits dans le « Cadre intégré de contrôle interne » publié par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway. Le Bureau de l'audit et de la surveillance a produit un rapport à l'intention de la direction, fournissant une assurance raisonnable de l'efficacité opérationnelle de ces contrôles. Au terme du travail d'audit, la direction est convaincue que le Fonds a assuré le maintien d'un système efficace de contrôle interne de l'information financière au 31 décembre 2024 et déclare qu'elle n'a connaissance d'aucune anomalie significative susceptible d'avoir une incidence sur la fiabilité des états financiers relatifs à l'exercice 2024. PricewaterhouseCoopers S.p.A., le commissaire aux comptes indépendant du FIDA, a procédé à la vérification des états financiers et a publié une attestation relative à la déclaration de la direction sur le contrôle interne de l'information financière du Fonds.

Alvaro Lario
Président

Hernán Alvarado
**Vice-Président adjoint
et Responsable des finances en chef**

Allegra Saitto
**Directrice par intérim
Division du Contrôle financier**



Information Other than the “Consolidated Financial Statements of IFAD as at 31 December 2024” and Auditor’s Report Thereon

Management is responsible for the other information. The other information comprises the information included in Appendices G, H, H₁, H₂, H₃, I, J, K, L and L₁ as defined within the section ‘Contents’ on page i (but does not include the consolidated financial statements and our auditor’s report thereon).

Our opinion on the consolidated financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the consolidated financial statements, our responsibility is to read the other information identified above and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the consolidated financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of the President and those charged with governance for the Consolidated Financial Statements

The President is responsible for the preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in accordance with IFRS Accounting Standards, and for such internal control as the President determines is necessary to enable the preparation of the consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, the President is responsible for assessing the Fund’s ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the President either intends to liquidate the Fund or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Fund’s financial reporting process.

Auditor’s Responsibilities for the Audit of the Consolidated Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor’s report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of the consolidated financial statements.



As part of our audit conducted in accordance with ISAs, we exercised professional judgment and maintained professional scepticism throughout the audit. Furthermore:

- We identified and assessed the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error; we designed and performed audit procedures responsive to those risks; we obtained audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- We obtained an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Group's internal control;
- We evaluated the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by the President;
- We concluded on the appropriateness of the President's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Fund's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Fund to cease to continue as a going concern;
- We evaluated the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures, and whether the consolidated financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation;
- We obtained sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Fund to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the group audit. We remain solely responsible for our audit opinion on the consolidated financial statements.

We communicated with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identified during our audit.

Rome, 12 March 2025

PricewaterhouseCoopers SpA



Scott Cunningham
(Partner)

The signature is handwritten in blue ink and appears to read "SCOTT CUNNINGHAM". Below the signature, the name "Scott Cunningham" is printed in a standard black font, followed by "(Partner)" in parentheses.



INDEPENDENT REASONABLE ASSURANCE REPORT ON MANAGEMENT'S ASSESSMENT OF INTERNAL CONTROLS OVER FINANCIAL REPORTING

To the International Fund for Agricultural Development

We have been engaged to undertake a reasonable assurance engagement of management's assessment that the International Fund for Agricultural Development ("the Fund" or "IFAD") maintained an effective system of internal controls over financial reporting as at 31 December 2024, as contained in the accompanying *Management Assertion Report on the Effectiveness of Internal Controls Over Financial Reporting*.

Responsibilities of Management

Management of the Fund is responsible for implementing and maintaining effective internal control over financial reporting and for its assessment of the effectiveness of internal control over financial reporting in accordance with the criteria for effective internal controls over financial reporting based on criteria established in *Internal Control - Integrated Framework (2013)* issued by the Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Management of the Fund is also responsible for the preparation of the *Management Assertion Report on the Effectiveness of Internal Controls Over Financial Reporting*.

Our independence and quality management

We have complied with the independence and other ethical requirements of the International Code of Ethics for Professional Accountants (including International Independence Standards) issued by the International Ethics Standards Board for Accountants (IESBA Code) issued by the International Ethics Standards Board for Accountants, which is founded on fundamental principles of integrity, objectivity, professional competence and due care, confidentiality and professional behaviour.

Our firm applies International Standard on Quality Management 1 (ISQM Italia 1), which requires the firm to design, implement and operate a system of quality management including policies or procedures regarding compliance with ethical requirements, professional standards and applicable legal and regulatory requirements.

PricewaterhouseCoopers SpA

Sede legale: Milano 20145 Piazza Tre Torri 2 Tel. 02 77851 Fax 02 7785240 Capitale Sociale Euro 6.890.000,00 i.v. C.F. e P.IVA e Reg. Imprese Milano Monza Brianza Lodi 12979880155 Iscritta al n° 119644 del Registro dei Revisori Legali - Altri Uffici: Ancona 60131 Via Sandro Totti 1 Tel. 051 2132311 - Bari 70122 Via Abate Gimma 72 Tel. 080 5640211 - Bergamo 24121 Largo Belotti 5 Tel. 035 229691 - Bologna 40124 Via Luigi Carlo Farini 12 Tel. 051 6186211 - Brescia 25121 Viale Duca d'Aosta 28 Tel. 030 3697501 - Catania 95129 Corso Italia 302 Tel. 095 7532311 - Firenze 50121 Viale Gramsci 15 Tel. 055 2482811 - Genova 16121 Piazza Piccapietra 9 Tel. 010 29041 - Napoli 80121 Via dei Mille 16 Tel. 081 36181 - Padova 35138 Via Vicenza 4 Tel. 049 873481 - Palermo 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 091 349737 - Parma 43121 Viale Tanara 20/A Tel. 0521 275911 - Pescara 65127 Piazza Ettore Troilo 8 Tel. 085 4545711 - Roma 00154 Largo Fochetti 29 Tel. 06 570251 - Torino 10122 Corso Palestro 10 Tel. 011 556771 - Trento 38122 Viale della Costituzione 33 Tel. 0461 237004 - Treviso 31100 Viale Felisenti 90 Tel. 0422 696911 - Trieste 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 040 3480781 - Udine 33100 Via Poscolle 43 Tel. 0432 25789 - Varese 21100 Via Albuzzi 43 Tel. 0332 285039 - Verona 37135 Via Francia 21/C Tel. 045 8263001 - Vicenza 36100 Piazza Pontelandolfo 9 Tel. 0444 393311



Auditor's responsibilities

Our responsibility is to express an opinion on the *Management Assertion Report on the Effectiveness of Internal Controls Over Financial Reporting* based on the procedures performed. We conducted our work in accordance with International Standards on Assurance Engagements - Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information ("ISAE 3000 revised") issued by the International Auditing and Assurance Standards Board for reasonable assurance engagements. That standard requires that we plan and perform procedures to obtain reasonable assurance about whether the *Management Assertion Report on the Effectiveness of Internal Controls Over Financial Reporting* is free from material misstatement.

Our engagement involved performing procedures to obtain evidence regarding the design, implementation, and operating effectiveness of the internal controls over financial reporting, supporting the *Management Assertion Report on the Effectiveness of Internal Controls Over Financial Reporting*. The procedures selected depend on our professional judgement, including an assessment of the risks of material misstatements in the *Management Assertion Report on the Effectiveness of Internal Controls Over Financial Reporting*, whether due to fraud or error. In making that risk assessment, we consider internal control relevant to the preparation of the accompanying consolidated financial statements of IFAD as at 31 December 2024.

We believe that the evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Definition and Limitations of Internal Control over Financial Reporting

An entity's internal control over financial reporting is a process designed to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with generally accepted accounting principles. An entity's internal control over financial reporting includes those policies and procedures that (i) pertain to the maintenance of records that, in reasonable detail, accurately and fairly reflect the transactions and dispositions of the assets of the company; (ii) provide reasonable assurance that transactions are recorded as necessary to permit preparation of financial statements in accordance with generally accepted accounting principles, and that receipts and expenditures of the company are being made only in accordance with authorizations of management of the entity; and (iii) provide reasonable assurance regarding prevention or timely detection of unauthorized acquisition, use, or disposition of the company's assets that could have a material effect on the financial statements.

Because of its inherent limitations, internal control over financial reporting may not prevent or detect misstatements. Also, projections of any evaluation of effectiveness to future periods are subject to the risk that controls may become inadequate because of changes in conditions, or that the degree of compliance with the policies or procedures may deteriorate.



Opinion

In our opinion, management's assessment that IFAD as at 31 December 2024, maintained an effective system of internal controls over financial reporting, is prepared, in all material respects, based on criteria established in Internal Control - Integrated Framework (2013) issued by the Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Rome, 12 March 2025

PricewaterhouseCoopers SpA



Scott Cunningham
(Partner)

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "SC". Below the signature, the name "Scott Cunningham" is printed in a standard black font, followed by the title "(Partner)" in parentheses.

Rapport du commissaire aux comptes indépendant

Au Fonds international de développement agricole

Notre opinion

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés du Fonds international de développement agricole (le "Fonds" ou le "FIDA"), qui comprennent le bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) au 31 décembre 2024, les états du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement) et de la variation des fonds propres (chiffres consolidés et FIDA seulement), l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date (chiffres consolidés et FIDA seulement), l'état des contributions complémentaires et supplémentaires, l'état des contributions complémentaires cumulées de 1978 à 2024, l'état des contributions des États membres et des donateurs pour l'Initiative PPTE et des contributions à l'apurement des arriérés, les contributions reçues en 2024, les montants non décaissés, la synthèse du Programme pour la résilience du monde rural et les notes relatives aux états financiers consolidés.

À notre avis, les états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, les résultats financiers et les flux de trésorerie du Fonds au 31 décembre 2024, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par le Conseil international des normes comptables.

Base pour fonder notre opinion

Nous avons effectué l'audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA). Nos obligations au titre de ces normes sont décrites en détail dans la section *Responsabilités du commissaire aux comptes dans le cadre de la vérification des états financiers consolidés* du présent rapport. Conformément au Code international de déontologie des professionnels comptables (et notamment aux normes internationales en matière d'indépendance), publié par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable, nous n'avons aucun lien avec le Fonds. Nous nous sommes acquittés de nos autres obligations éthiques conformément audit code. Nous estimons que les données probantes que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion.

Informations autres que les États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2024 et Rapport du commissaire aux comptes y relatif

La direction est responsable des autres informations. On entend par là les informations figurant dans les appendices G, H, H1, H2, H3, I, J, K, L et L1, tels que définis dans la section "Table des matières" de la page i (mais non dans les états financiers consolidés et dans notre rapport d'audit y relatif).

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne porte pas sur les autres informations; nous n'exprimons donc aucune forme de conclusion les concernant en matière d'assurance.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers consolidés, nous avons l'obligation de lire les autres informations mentionnées plus haut et, ce faisant, de déterminer si les autres informations présentent des incohérences importantes avec les états financiers consolidés ou les connaissances acquises au cours de l'audit ou semblent par ailleurs présenter des anomalies significatives. Si, au terme de notre travail d'audit, nous remarquons une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus d'en rendre compte. Nous n'avons aucune observation à formuler en la matière.

Responsabilités du Président et des personnes chargées de la gouvernance en relation avec les états financiers consolidés

Le Président est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, le Président doit évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, en mentionnant, le cas échéant, les problèmes de continuité d'exploitation et en utilisant le principe de continuité d'exploitation, sauf si le Président a l'intention, ou n'a pas d'autre solution réaliste, que de liquider le Fonds ou de cesser son activité.

Il incombe aux personnes chargées de la gouvernance de superviser le processus d'établissement des états financiers.

Responsabilités du commissaire aux comptes dans le cadre de la vérification des états financiers consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de dresser un rapport d'audit exposant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'un audit mené en conformité avec les normes ISA sera, à coup sûr, en mesure de détecter une anomalie significative, le cas échéant. Les anomalies peuvent être dues à une fraude ou à une erreur; elles sont jugées significatives si elles peuvent raisonnablement, prises individuellement ou collectivement, influencer les décisions économiques que prennent des utilisateurs sur la base de ces états financiers consolidés.

Dans le cadre de notre audit mené en conformité avec les normes ISA, nous avons exercé un jugement professionnel et avons fait preuve d'esprit critique tout au long de la réalisation de l'audit. En outre,

- nous avons identifié et évalué les risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; nous avons conçu et exécuté des procédures d'audit répondant à ces risques; nous avons recueilli des données probantes suffisantes et appropriées pour nous permettre de formuler une opinion. Le risque de ne pas détecter d'anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui de ne pas détecter d'anomalie significative résultant d'une erreur, la fraude pouvant impliquer des actes de collusion, des falsifications, des omissions intentionnelles, des assertions inexactes ou le contournement du contrôle interne;
- nous avons acquis une compréhension du contrôle interne pertinente dans le cadre de l'audit, en vue de définir des procédures d'audit adéquates et adaptées aux circonstances et non d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous avons évalué l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables et des communications connexes effectuées par le Président;
- nous avons conclu sur la pertinence comptable de l'usage par le Président du principe de la base de continuité d'exploitation et, à partir des données probantes recueillies au cours de l'audit, déterminé l'existence éventuelle d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des circonstances pouvant jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous estimons qu'une telle incertitude significative existe, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport d'audit sur les informations y relatives figurant dans les états financiers consolidés ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions reposent sur les données probantes obtenues au cours de l'audit, à la date de notre rapport d'audit. Des événements ou circonstances ultérieurs pourraient cependant amener le Fonds à cesser son activité;
- nous avons évalué la présentation, la structure et la teneur d'ensemble des états financiers consolidés, notamment les informations, et déterminé si les états financiers consolidés étaient représentatifs des transactions et événements sous-jacents et permettaient d'obtenir une image fidèle;
- nous avons obtenu suffisamment de données probantes adéquates concernant les informations financières des entités ou des activités du Fonds pour formuler une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la performance de l'audit du groupe. Nous demeurons seuls responsables de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés.

Nous avons communiqué aux personnes chargées de la gouvernance différentes informations, notamment l'étendue et le calendrier prévus de l'audit, ainsi que tout résultat significatif de ce dernier, en particulier les déficiences importantes du contrôle interne identifiées au cours de notre audit.

Rome, le 12 mars 2025

PricewaterhouseCoopers S.p.A.

Scott Cunningham

(Associé)

RAPPORT INDÉPENDANT D'ASSURANCE RAISONNABLE RELATIF À L'ÉVALUATION DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au Fonds international de développement agricole

Nous avons été engagés pour réaliser une mission d'assurance raisonnable sur l'évaluation de la direction selon laquelle le Fonds international de développement agricole ("le Fonds" ou "le FIDA") avait, au 31 décembre 2024, maintenu un système efficace de contrôle interne de l'information financière, comme indiqué dans la déclaration ci-jointe de la direction du FIDA sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.

Responsabilités de la direction

La direction du FIDA est chargée de la mise en œuvre et du maintien d'un contrôle interne efficace de l'information financière ainsi que de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne de l'information financière conformément aux critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière établis dans le Cadre intégré de contrôle interne (2013) publié par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway. La direction du Fonds est aussi chargée de la préparation de la déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.

Indépendance et contrôle qualité

Nous avons respecté les exigences en matière d'indépendance et d'éthique du Code de déontologie des professionnels comptables (y compris les normes internationales en matière d'indépendance), publié par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable, qui repose sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence professionnelle et de prudence, de confidentialité et de comportement professionnel.

Notre cabinet applique la norme internationale de contrôle qualité 1 (ISQC Italie 1) et, en conséquence, dispose d'un système complet de contrôle qualité comprenant des règles et des procédures documentées relatives au respect des exigences de déontologie, des normes professionnelles et des obligations légales et réglementaires applicables.

Responsabilités du commissaire aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer, sur la base de l'examen que nous avons réalisé, une opinion sur la déclaration de la direction concernant l'efficacité du contrôle interne de l'information financière. Nous avons entrepris notre mission conformément à la Norme internationale relative aux missions d'assurance "Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information" ("ISAE 3000 revised") publiée par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance pour les missions d'assurance raisonnable. En vertu de cette norme, nous devons planifier et effectuer des travaux afin d'obtenir une assurance raisonnable que la déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière est dépourvue d'anomalie significative.

Notre mission a consisté à exécuter des procédures en vue de recueillir des données probantes sur la conception, la mise en œuvre et l'efficacité opérationnelle du contrôle interne de l'information financière, sur lequel se fonde la déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière. Le choix de ces procédures est laissé à l'appréciation du commissaire aux comptes, de même que l'évaluation des risques que la déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière contienne des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour évaluer ces risques, le commissaire aux comptes prend en considération le contrôle interne portant sur la préparation des états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2024 ci-joints.

Nous estimons que les données probantes que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion.

Définition et limites du contrôle interne de l'information financière

Le système de contrôle interne de l'information financière d'une entité est conçu pour offrir une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers destinés à la publication, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne de l'information financière d'une entité englobe les politiques et procédures qui: i) ont trait à la tenue de registres reflétant, avec un degré raisonnable de détail, de précision et d'exactitude, les transactions et les dispositions relatives aux actifs de la société; ii) offrent un degré d'assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées autant que de besoin afin de permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement acceptés, et que les recettes et les dépenses de la société sont expressément effectuées conformément aux autorisations de la direction de l'entité; iii) offrent un degré d'assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection, en temps utile, de l'acquisition, de l'utilisation ou de la disposition non autorisées des actifs de la société susceptibles d'avoir des répercussions significatives sur les états financiers.

Compte tenu de ses limites intrinsèques, il est possible que le contrôle interne de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler les déclarations erronées. Par ailleurs, les prévisions de toute évaluation de l'efficacité pour des périodes futures sont soumises au risque d'une inadéquation des contrôles du fait de la modification des conditions, ou d'une diminution du degré de respect des politiques ou procédures.

Opinion

À notre avis, l'évaluation de la direction selon laquelle le FIDA avait maintenu, au 31 décembre 2024, un système de contrôle interne de l'information financière efficace, a été réalisée, à tous égards importants, conformément aux critères établis dans le Cadre intégré de contrôle interne (2013) publié par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway.

Rome, le 12 mars 2025

PricewaterhouseCoopers S.p.A.

Scott Cunningham

(Associé)

États des contributions

Tableau 1
État récapitulatif des contributions
(en milliers d'USD)

| | 2024 | 2023 |
|--|-------------------|-------------------|
| Reconstitutions | | |
| Contributions initiales | 1 017 370 | 1 017 370 |
| Première reconstitution | 1 016 564 | 1 016 564 |
| Deuxième reconstitution | 567 245 | 567 245 |
| Troisième reconstitution | 553 931 | 553 881 |
| Quatrième reconstitution | 361 436 | 361 421 |
| Cinquième reconstitution | 441 401 | 441 401 |
| Sixième reconstitution | 567 021 | 567 021 |
| Septième reconstitution | 654 640 | 654 640 |
| Huitième reconstitution | 963 550 | 963 550 |
| Neuvième reconstitution | 987 355 | 987 355 |
| Dixième reconstitution | 913 959 | 913 959 |
| Onzième reconstitution | 1 040 175 | 1 040 071 |
| Douzième reconstitution | 1 219 780 | 1 156 353 |
| Treizième reconstitution | 884 430 | 1 078 |
| Total FIDA | 11 188 857 | 10 241 909 |
| Programme spécial pour l'Afrique (PSA) | | |
| PSA phase I | 288 868 | 288 868 |
| PSA phase II | 62 364 | 62 364 |
| Total PSA | 351 232 | 351 232 |
| Contributions spéciales^a | 20 369 | 20 369 |
| Total des contributions aux reconstitutions | 11 560 458 | 10 613 510 |
| Contributions complémentaires | | |
| FBSA | 80 002 | 80 002 |
| Initiative PPTE | 19 679 | 19 679 |
| Contributions complémentaires ASAP | 310 645 | 310 645 |
| Contributions complémentaires non affectées – Dixième reconstitution | 59 240 | 59 240 |
| Contributions complémentaires non affectées – Onzième reconstitution | 48 772 | 48 772 |
| Autres contributions complémentaires | 58 798 | 58 798 |
| Total contributions complémentaires | 577 136 | 577 136 |
| Autres | | |
| Contributions à l'Initiative PPTE n'entrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources | 301 544 | 273 308 |
| Contributions du FBSA n'entrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources | 63 836 | 63 836 |
| Contributions versées dans le cadre de l'apurement des arriérés de la Somalie | 10 904 | 10 904 |
| Contributions supplémentaires^b | | |
| Cofinancement des projets | 894 880 | 783 004 |
| Programme de cadres associés | 73 759 | 70 767 |
| Autres fonds supplémentaires | 1 643 600 | 1 665 536 |
| FEM | 226 927 | 220 233 |
| Fonds fiduciaire pour le secteur privé | 86 314 | 67 054 |
| ITAA | 12 000 | 12 000 |
| Fonds supplémentaires ASAP | 116 835 | 104 741 |
| Total contributions supplémentaires | 3 054 315 | 2 923 335 |
| Total contributions | 15 568 193 | 14 462 029 |
| Total des contributions réparti comme suit: | | |
| Total des contributions aux reconstitutions (voir ci-dessus) | 11 560 458 | 10 613 510 |
| Moins provisions | (117 738) | (117 659) |
| Moins instruments de contribution conditionnels | (181 048) | (85 598) |
| Moins compensation au titre du CSD | (37 157) | (37 157) |
| Total des contributions aux reconstitutions | 11 224 515 | 10 373 096 |

^a Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission et 20 millions d'USD provenant du Fonds de l'OPEP.

^b Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

Tableau 2
Reconstitutions jusqu'à FIDA12: état des contributions des Membres^a
(Au 31 décembre 2024)

| État membre | Reconstitutions jusqu'à FIDA11 (équivalent en milliers d'USD) | FIDA12 | | | | Versements (équivalent en milliers d'USD) | |
|---------------------------------|---|---------------------|------------|--------------------------|---------------------------------|--|--|
| | | Instruments déposés | | Montant (en milliers) | Équivalent en milliers d'USD | | |
| | | Devise | En espèces | | | | |
| Afghanistan | - | - | - | 0 | - | 0 | |
| Afrique du Sud | 1 913 | USD | 500 | 500 | 500 | 500 | |
| Albanie | 60 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Algérie | 82 430 | USD | 500 | 500 | 500 | 500 | |
| Allemagne | 594 544 | EUR | 88 490 | 95 337 | 95 337 | 95 337 | |
| Angola | 9 796 | USD | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 4 000 | |
| Arabie saoudite | 481 078 | USD | 25 300 | 25 300 | 25 300 | 25 300 | |
| Argentine | 29 900 | USD | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | |
| Arménie | 80 | USD | 15 | 15 | 15 | 15 | |
| Australie ^b | 37 247 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Autriche | 126 972 | EUR | 16 000 | 17 481 | 17 481 | 17 481 | |
| Azerbaïdjan | 300 | USD | 10 | 10 | 10 | 10 | |
| Bangladesh | 8 106 | USD | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | |
| Barbade | 10 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Belgique | 149 694 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Belize | 205 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Bénin | 582 | USD | 200 | 200 | 200 | 200 | |
| Bhoutan | 255 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Bolivie (État plurinational de) | 1 600 | USD | 140 | 140 | 140 | 140 | |
| Bosnie-Herzégovine | 332 | USD | 53 | 53 | 53 | 53 | |
| Botswana | 1 010 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Brésil | 104 696 | USD | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | |
| Burkina Faso | 734 | USD | 250 | 250 | 250 | 250 | |
| Burundi | 130 | USD | 50 | 50 | 50 | 50 | |
| Cabo Verde | 69 | USD | 23 | 23 | 23 | 23 | |
| Cambodge | 1 815 | USD | 600 | 600 | 600 | 600 | |
| Cameroun | 4 169 | USD | 1 255 | 1 255 | 1 255 | 1 255 | |
| Canada | 464 347 | CAD | 112 500 | 86 163 | 86 163 | 86 163 | |
| Chili | 860 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Chine | 247 277 | CNY | 593 853 | 87 391 | 87 391 | 87 391 | |
| Chypre | 432 | USD | 60 | 60 | 60 | 60 | |
| Colombie | 1 040 | USD | 60 | 60 | 60 | 60 | |
| Comores | 31 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Congo | 818 | XAF | 55 000 | 95 | 95 | 95 | |
| Côte d'Ivoire | 1 735 | USD | 217 | 217 | 217 | 217 | |
| Cuba | 106 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Danemark | 152 614 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Djibouti | 37 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Dominique | 51 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Égypte | 29 409 | USD | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | |
| El Salvador | 200 | USD | 100 | 100 | 100 | 100 | |
| Émirats arabes unis | 60 180 | USD | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | |
| Équateur | 1 391 | USD | 210 | 210 | 210 | 210 | |
| Érythrée | 140 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Espagne | 103 983 | USD | 3 834 | 3 834 | 3 834 | 3 834 | |
| Estonie | 59 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Eswatini | 338 | USD | 40 | 40 | 40 | 40 | |
| États-Unis d'Amérique | 1 064 174 | USD | 129 000 | 129 000 | 129 000 | 129 000 | |
| Éthiopie | 381 | USD | 100 | 100 | 100 | 100 | |
| Fédération de Russie | 21 000 | USD | - | 0 | - | 0 | |
| Fidji | 425 | USD | 44 | 44 | 44 | 44 | |
| Finlande | 121 289 | EUR | 32 101 | 35 770 | 35 770 | 35 770 | |

| État membre | Reconstitutions jusqu'à FIDA11 (équivalent en milliers d'USD) | | FIDA12 | | | |
|---|---|--------|--------------------------|---------------------------------|--|-----------------|
| | | Devise | Instruments déposés | | Versements (équivalent en milliers d'USD) | |
| | | | Montant (en milliers) | Équivalent en milliers d'USD | En espèces | Billets à ordre |
| France | 439 615 | USD | 106 000 | 106 000 | 106 000 | 0 |
| Gabon | 3 837 | USD | 500 | 500 | - | 0 |
| Gambie | 120 | USD | 50 | 50 | 50 | 0 |
| Géorgie | 30 | USD | 50 | 50 | 50 | 0 |
| Ghana | 3 566 | USD | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 0 |
| Grèce | 4 302 | EUR | 85 | 89 | 89 | 0 |
| Grenade | 75 | USD | 20 | 20 | 20 | 0 |
| Guatemala | 1 693 | USD | 450 | 450 | 450 | 0 |
| Guinée | 675 | USD | 79 | 79 | 79 | 0 |
| Guinée-Bissau | 45 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Guyana | 3 268 | USD | 713 | 713 | 713 | 0 |
| Haïti | 197 | USD | 220 | 220 | 176 | 0 |
| Honduras | 801 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Hongrie | 100 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Îles Cook | 5 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Îles Salomon | 10 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Inde | 216 612 | USD | 50 460 | 50 460 | 50 460 | 0 |
| Indonésie | 81 959 | USD | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 0 |
| Iran (République islamique d') ^c | 128 750 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Iraq | 56 599 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Irlande | 46 951 | EUR | 12 500 | 13 565 | 13 565 | 0 |
| Islande | 375 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Israël | 481 | USD | 25 | 25 | 25 | 0 |
| Italie | 554 981 | EUR | 84 000 | 91 282 | 91 282 | 0 |
| Jamaïque | 326 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Japon | 598 037 | JPY | 6 084 784 | 40 618 | 21 259 | 19 359 |
| Jordanie | 1 240 | USD | 200 | 200 | 200 | 0 |
| Kazakhstan | 80 | USD | 37 | 37 | 37 | 0 |
| Kenya | 6 690 | USD | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 0 |
| Kiribati | 26 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Koweït | 218 513 | USD | 31 000 | 31 000 | 31 000 | 0 |
| Lesotho | 804 | USD | 115 | 115 | 115 | 0 |
| Liban | 495 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Libéria | 171 | USD | 10 | 10 | 10 | 0 |
| Libye ^c | 52 000 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Luxembourg | 12 409 | EUR | 3 900 | 4 288 | 4 288 | 0 |
| Madagascar | 776 | USD | 200 | 200 | 200 | 0 |
| Malaisie | 1 175 | USD | 70 | 70 | 70 | 0 |
| Malawi | 123 | USD | 100 | 100 | 100 | 0 |
| Maldives | 101 | USD | 50 | 50 | 50 | 0 |
| Mali | 638 | USD | 281 | 281 | 281 | 0 |
| Malte | 55 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Maroc | 9 544 | USD | 800 | 800 | 800 | 0 |
| Maurice | 285 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Mauritanie | 234 | USD | 100 | 100 | 100 | 0 |
| Mexique | 48 131 | USD | 3 333 | 3 333 | 3 333 | 0 |
| Micronésie (États fédérés de) | 3 | USD | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Mongolie | 215 | USD | 10 | 10 | 10 | 0 |
| Monténégro | - | USD | 12 | 12 | 12 | 0 |
| Mozambique | 655 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Myanmar | 266 | USD | 6 | 6 | 6 | 0 |
| Namibie | 360 | USD | - | 0 | - | 0 |
| Népal | 419 | USD | 75 | 75 | 75 | 0 |
| Nicaragua | 619 | USD | 150 | 150 | 150 | 0 |
| Niger | 547 | USD | 185 | 185 | 185 | 0 |
| Nigéria | 138 169 | USD | - | 0 | - | 0 |

| État membre | Reconstitutions jusqu'à | | FIDA12 | | | | |
|---|---------------------------------------|--------|-----------------------|------------------------------|---|-----------------|--------|
| | FIDA11 (équivalent en milliers d'USD) | | Instruments déposés | | Versements (équivalent en milliers d'USD) | | |
| | | Devise | Montant (en milliers) | Équivalent en milliers d'USD | En espèces | Billets à ordre | Total |
| Norvège | 344 604 | NOK | 648 000 | 63 059 | 63 059 | 0 | 63 059 |
| Nouvelle-Zélande | 17 710 | NZD | 4 500 | 2 876 | 2 876 | 0 | 2 876 |
| Oman | 350 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Ouganda | 922 | USD | 300 | 300 | 300 | 0 | 300 |
| Ouzbékistan | 55 | USD | 50 | 50 | 50 | 0 | 50 |
| Pakistan | 47 934 | USD | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 0 | 10 000 |
| Panama | 449 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 170 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Paraguay | 1 756 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Pays-Bas | 572 830 | EUR | 72 500 | 78 851 | 78 851 | 0 | 78 851 |
| Pérou | 2 370 | USD | 375 | 375 | 375 | 0 | 375 |
| Philippines | 2 878 | USD | 700 | 700 | 700 | 0 | 700 |
| Portugal | 4 384 | USD | 1 683 | 1 683 | 1 683 | 0 | 1 683 |
| Qatar | 39 980 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| République arabe syrienne | 1 817 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| République centrafricaine | 13 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| République de Corée | 46 139 | USD | 13 560 | 13 560 | 12 344 | 0 | 12 344 |
| République de Moldova | 135 | USD | 30 | 30 | 30 | 0 | 30 |
| République démocratique du Congo | 2 070 | USD | 500 | 500 | 500 | - | 500 |
| République démocratique populaire lao | 479 | USD | 92 | 92 | 92 | 0 | 92 |
| République dominicaine | 1 288 | USD | 200 | 200 | 200 | 0 | 200 |
| République populaire démocratique de Corée ^c | 800 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| République-Unie de Tanzanie | 806 | USD | 120 | 120 | 120 | 0 | 120 |
| Roumanie | 350 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Royaume-Uni | 515 170 | GBP | 36 960 | 47 487 | 47 487 | 0 | 47 487 |
| Rwanda | 421 | USD | 100 | 100 | 100 | 0 | 100 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 20 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Sainte-Lucie | 22 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Samoa | 80 | USD | 30 | 30 | 30 | 0 | 30 |
| Sao Tomé-et-Principe | 11 | USD | 20 | 20 | 20 | 0 | 20 |
| Sénégal | 997 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Seychelles | 200 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Sierra Leone | 97 | USD | 100 | 100 | 100 | 0 | 100 |
| Somalie | 10 | USD | 10 | 10 | 10 | 0 | 10 |
| Soudan | 1 859 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Soudan du Sud | 10 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Sri Lanka | 11 889 | USD | 101 | 101 | 101 | 0 | 101 |
| Suède | 407 432 | SEK | 800 000 | 77 532 | 77 532 | 0 | 77 532 |
| Suisse | 260 020 | CHF | 47 000 | 51 157 | 51 157 | 0 | 51 157 |
| Tadjikistan | 5 | USD | 5 | 5 | 5 | 0 | 5 |
| Tchad | 391 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Thaïlande | 2 100 | USD | 300 | 300 | 300 | 0 | 300 |
| Timor-Leste | 100 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Togo | 267 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Tonga | 55 | USD | 50 | 50 | 50 | 0 | 50 |
| Tunisie | 6 528 | USD | 1 250 | 1 250 | 1 244 | 0 | 1 244 |
| Türkiye | 28 636 | USD | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 0 | 5 000 |
| Uruguay | 1 125 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 196 258 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Viet Nam | 3 903 | USD | 600 | 600 | 200 | 0 | 200 |
| Yémen | 4 348 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Yougoslavie | 108 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Zambie | 1 294 | USD | - | 0 | - | 0 | 0 |
| Zimbabwe | 2 803 | USD | 200 | 200 | 200 | 0 | 200 |

| <i>FIDA12</i> | | | | | |
|--|---|---|--|------------------------|-------------------------|
| <i>Reconstitutions jusqu'à FIDA11 (équivalent en milliers d'USD)</i> | <i>Instruments déposés</i> | | <i>Versements (équivalent en milliers d'USD)</i> | | |
| | <i>Montant (en milliers) Devise</i> | <i>Équivalent en milliers d'USD</i> | <i>En espèces</i> | <i>Billets à ordre</i> | <i>Total</i> |
| Total des contributions au 31 décembre 2024 | 9 084 645 | | 1 219 781 | 1 198 256 | 19 359 1 217 615 |
| Pour 2023 | 9 084 475 | | 1 156 354 | 782 531 | 70 381 852 912 |

^a Les montants sont exprimés en milliers de dollars des États-Unis. Les contributions de moins de 500 USD n'apparaissent donc pas dans l'appendice.

^b L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

^c La note 7 fournit des précisions sur les provisions pour dépréciation des contributions.

FIDA13: État des contributions des Membres
(Au 31 décembre 2024)

| État membre | Devise | FIDA13 | | |
|--|--------|--------------------------|------------------------------------|--|
| | | Montant (en milliers) | Équivalent en milliers d'USD | Versements (équivalent en milliers d'USD) |
| | | En espèces | Billets à ordre | Total |
| Algérie | USD | 500 | 500 | |
| Allemagne | EUR | 88 490 | 91 631 | 93 |
| Autriche | EUR | 18 542 | 19 200 | |
| Bangladesh | USD | 2 000 | 2 000 | |
| Bosnie-Herzégovine | EUR | 240 | 254 | 254 |
| Botswana | USD | 135 | 135 | |
| Brésil | USD | 13 000 | 13 000 | 1 681 |
| Cabo Verde | USD | 35 | 35 | 35 |
| Cameroun | USD | 600 | 600 | 600 |
| Canada | CAD | 100 000 | 71 309 | 27 852 |
| Chine | USD | 623 981 | 85 486 | |
| Costa Rica | USD | 50 | 50 | 50 |
| Danemark | DKK | 129 000 | 18 045 | 10 547 |
| Djibouti | USD | 100 | 100 | 100 |
| Émirats arabes unis | USD | 3 000 | 3 000 | |
| Equateur | USD | 210 | 210 | 210 |
| Espagne | EUR | 5 000 | 5 424 | 5 424 |
| Estonie | EUR | 20 | 21 | 21 |
| Finlande | EUR | 31 376 | 13 462 | |
| France | USD | 150 000 | 150 000 | |
| Grèce | EUR | 85 | 93 | 93 |
| Guinée-Bissau | USD | 50 | 50 | 50 |
| Guyana | USD | 238 | 238 | 238 |
| Irlande | EUR | 25 000 | 25 888 | |
| Italie | EUR | 110 000 | 113 905 | |
| Japon | JPY | 6 085 000 | 38 719 | 19 359 |
| Kenya | USD | 1 000 | 1 000 | 1 000 |
| Kirghizistan | USD | 30 | 30 | 30 |
| Lesotho | USD | 200 | 200 | |
| Lithuanie | EUR | 50 | 52 | 52 |
| Mauritanie | USD | 100 | 100 | 100 |
| Monténégro | EUR | 34 | 36 | 36 |
| Ouzbékistan | USD | 200 | 200 | - |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée (la) | USD | 130 | 130 | 130 |
| Pays-Bas (Royaume des) | USD | 100 000 | 100 000 | 48 649 |
| Pologne | USD | 1 000 | 1 000 | 1 000 |
| République de Corée | USD | 14 100 | 14 100 | |
| République démocratique du Congo | USD | 1 000 | 1 000 | 1 000 |
| République dominicaine | USD | 220 | 220 | |
| République-Unie de Tanzanie | USD | 200 | 200 | 200 |
| Suède | SEK | 615 290 | 55 686 | |
| Suisse | CHF | 47 000 | 54 621 | |
| Thaïlande | USD | 300 | 300 | 300 |
| Tonga | USD | 50 | 50 | 50 |
| Tunisie | USD | 1 250 | 1 250 | |
| Viet Nam | USD | 900 | 900 | |
| Total des contributions au 31 décembre 2024 | | - | 884 430 | 99 902 |
| | | | | 19 359 |
| | | | | 119 261 |

Tableau 3
PSA: État des contributions
(Au 31 décembre 2024)

| Donateur | Devise | Première phase | | Deuxième phase | | Total | |
|-------------------------|--------|---------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|----------------|--|
| | | Instruments déposés | | Instruments déposés | | | |
| | | Montant | Équivalent en milliers d'USD | Montant | Équivalent en milliers d'USD | | |
| Allemagne | EUR | 14 827 | 17 360 | - | - | 17 360 | |
| Australie | AUD | 500 | 389 | - | - | 389 | |
| Belgique | EUR | 31 235 | 34 975 | 11 155 | 12 263 | 47 238 | |
| Danemark | DKK | 120 000 | 18 673 | - | - | 18 673 | |
| Djibouti | USD | 1 | 1 | - | - | 1 | |
| Espagne | USD | 1 000 | 1 000 | - | - | 1 000 | |
| États-Unis d'Amérique | USD | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 20 000 | |
| Finlande | EUR | 9 960 | 12 205 | - | - | 12 205 | |
| France | EUR | 32 014 | 37 690 | 3 811 | 4 008 | 41 698 | |
| Grèce | USD | 37 | 37 | 40 | 40 | 77 | |
| Guinée | USD | 25 | 25 | - | - | 25 | |
| Irlande | EUR | 380 | 418 | 253 | 289 | 707 | |
| Italie | EUR | 15 493 | 23 254 | 5 132 | 6 785 | 30 039 | |
| Italie | USD | 10 000 | 10 000 | - | - | 10 000 | |
| Japon | JPY | 2 553 450 | 21 474 | - | - | 21 474 | |
| Koweït | USD | - | - | 15 000 | 15 000 | 15 000 | |
| Luxembourg | EUR | 247 | 266 | - | - | 266 | |
| Mauritanie | USD | 25 | 25 | - | - | 25 | |
| Niger | EUR | 15 | 18 | - | - | 18 | |
| Nigéria | USD | - | - | 250 | 250 | 250 | |
| Norvège | NOK | 138 000 | 19 759 | - | - | 19 759 | |
| Nouvelle-Zélande | NZD | 500 | 252 | - | - | 252 | |
| Pays-Bas | EUR | 15 882 | 16 174 | 8 848 | 9 533 | 25 707 | |
| Royaume-Uni | GBP | 7 000 | 11 150 | - | - | 11 150 | |
| Suède | SEK | 131 700 | 19 055 | 25 000 | 4 196 | 23 251 | |
| Suisse | CHF | 25 000 | 17 049 | - | - | 17 049 | |
| Union européenne | EUR | 15 000 | 17 619 | - | - | 17 619 | |
| 31 décembre 2024 | | | 288 868 | | 62 364 | 351 232 | |
| 31 décembre 2023 | | | 288 868 | | 62 364 | 351 232 | |

Tableau 4
État des contributions reçues des États membres en 2024

Au 31 décembre 2024
(en milliers d'USD)

| <i>État membre</i> | <i>Paiements</i> | | |
|--------------------------------|---|--|--|
| | <i>Instruments déposés^{a, b}</i> | <i>Dépôt sous forme de billets à ordre^b</i> | <i>En espèces</i> |
| FIDA0 | | | <i>Encaissement de billets à ordre</i> |
| Iraq | | 1 000 | |
| Total FIDA0 | | 1 000 | |
| FIDA1 | | | |
| Iraq | | 5 773 | |
| Total FIDA1 | - | 5 773 | |
| FIDA3 | | | |
| Libéria | | 50 | |
| Total FIDA10 | | 50 | |
| FIDA4 | | | |
| Guinée-Bissau | | 15 | - |
| Total FIDA10 | - | 15 | - |
| FIDA11 | | | |
| Bhoutan | | 10 | |
| Botswana | | 45 | - |
| Mauritanie | - | 50 | - |
| Total FIDA11 | - | 105 | |
| FIDA12 | | | |
| Allemagne | 30 605 | - | 29 673 |
| Angola | | 2 000 | |
| Arabie Saoudite | | 25 300 | |
| Argentine | | 833 | |
| Arménie | | 5 | |
| Autriche | | 5 744 | |
| Bangladesh | | - | 667 |
| Bolive (État plurinational de) | | 140 | |
| Canada | | 18 558 | |
| Chine | | 27 500 | |
| Cypre | | 20 | |
| Émirats arabes unis | | 1 000 | |
| États-Unis | | 43 000 | |
| Ethiopie | | 40 | |
| Fidji | | 44 | |
| Finlande | | 5 384 | |
| France | | 36 000 | |
| Guatemala | | 150 | |
| Guyana | | 238 | |
| Inde | | 16 153 | |
| Indonésie | | 4 000 | |
| Irlande | | 4 485 | |
| Italie | | 31 656 | |
| Japon | | - | 10 091 |
| Kazakhstan | | 10 | |
| Koweït | | - | 10 850 |
| Liberia | | 10 | |
| Luxembourg | | 1 409 | |
| Mauritanie | | 100 | |
| Nicaragua | | 50 | |
| Norvège | | 20 517 | |
| Nouvelle Zélande | | 918 | |
| Pakistan | | 10 000 | |
| Pays-Bas (Royaume des) | | 24 443 | |
| Philippines | | 233 | |
| Republique de Corée | | 5 383 | |
| République dominicaine | | 134 | |
| Royaume-Uni | 32 121 | | 31 639 |

| | |
|----------------------------------|----------------|
| Samoa | 10 |
| Somalie | 10 |
| Sri Lanka | 100 |
| Suède | - |
| Suisse | 19 274 |
| Tadjikistan | 2 |
| Tunisie | 414 |
| Türkiye | 2 000 |
| Total FIDA12 | 25 300 |
| FIDA13 | |
| Algérie | 500 |
| Allemagne | 96 605 |
| Autriche | 20 269 |
| Bangladesh | 2 000 |
| Bosnie-Herzégovine | 187 |
| Botswana | 135 |
| Brésil | 13 000 |
| Cabo Verde | 23 |
| Cameroun | 600 |
| Canada | 72 979 |
| Chine | 85 962 |
| Costa Rica | 50 |
| Danemark | 18 311 |
| Djibouti | 100 |
| Émirats arabes unis | 3 000 |
| Equateur | 210 |
| Espagne | 5 424 |
| Estonie | 21 |
| Finlande | 14 071 |
| France | 150 000 |
| Grèce | 93 |
| Guinée Bissau | 50 |
| Guyana | 238 |
| Irlande | 27 140 |
| Italie | 119 301 |
| Japon | 38 675 |
| Kenya | 21 117 |
| Kirghizistan | 1 000 |
| Lesotho | 30 |
| Lithuanie | 200 |
| Mauritanie | 52 |
| Monténégro | 100 |
| Ouzbékistan | 36 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 200 |
| Pays-Bas (Royaume des) | 130 |
| République de Corée | 48 649 |
| République démocratique du Congo | 14 100 |
| République dominicaine | 1 000 |
| République-Unie de Tanzanie | 220 |
| Suède | 200 |
| Suisse | 300 |
| Thaïlande | 50 |
| Tonga | 900 |
| Tunisie | 1 250 |
| Viet Nam | 98 824 |
| Total FIDA13 | 890 086 |
| Total général | 915 386 |
| | 413 034 |
| | 108 458 |

^a Les instruments déposés comprennent également les équivalents comptabilisés au titre des versements en espèces ou des tirages sur billets à ordre lorsque ces paiements n'étaient pas assortis d'un instrument de contribution.

^b Les instruments et billets à ordre libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis dans cette monnaie à la date où ils sont déposés.

État des prêts

Tableau 1
État de l'encours des prêts
(Aux 31 décembre 2024 et 2023)
(Montants exprimés en milliers)

| Emprunteur ou garant | Prêts approuvés moins annulations | Fraction décaissée | Fraction non décaissée | Remboursements | Encours des prêts |
|---------------------------------------|-----------------------------------|--------------------|------------------------|----------------|-------------------|
| Prêts en USD | | | | | |
| Angola | 95 844 | 34 911 | 60 933 | 6 878 | 28 033 |
| Argentine | 40 400 | 16 708 | 23 692 | 2 870 | 13 838 |
| Bangladesh | 239 403 | 174 247 | 65 156 | 27 170 | 147 077 |
| Belize | 8 000 | 3 619 | 4 381 | 1 600 | 2 019 |
| Bénin | 11 080 | - | 11 080 | - | - |
| Bhoutan | 17 174 | 7 603 | 9 571 | - | 7 603 |
| Bolivie (État plurinational de) | 23 600 | 6 343 | 17 257 | - | 6 343 |
| Brésil | 111 000 | 2 568 | 108 432 | - | 2 568 |
| Burkina Faso | 19 000 | 18 971 | 29 | - | 18 971 |
| Burundi | 12 750 | 2 696 | 10 054 | - | 2 696 |
| Cabo Verde | 7 433 | 2 003 | 5 430 | 1 803 | 200 |
| Cambodge | 179 446 | 104 109 | 75 337 | - | 104 109 |
| Cameroun | 1 100 | 1 100 | - | - | 1 100 |
| Chine | 285 261 | 195 318 | 89 943 | 21 195 | 174 123 |
| Colombie | 50 000 | - | 50 000 | - | - |
| Côte d'Ivoire | 36 889 | 24 979 | 11 910 | 460 | 24 519 |
| Djibouti | 32 701 | 15 578 | 17 123 | 721 | 14 857 |
| El Salvador | 31 300 | - | 31 300 | - | - |
| Équateur | 44 831 | 3 730 | 41 101 | - | 3 730 |
| Eswatini | 22 520 | 6 456 | 16 064 | 1 194 | 5 262 |
| Gambie | 4 255 | 4 012 | 243 | - | 4 012 |
| Ghana | 99 000 | 29 155 | 69 845 | - | 29 155 |
| Grenade | 6 400 | 5 330 | 1 070 | 121 | 5 209 |
| Guinée | 36 950 | 14 827 | 22 123 | - | 14 827 |
| Guinée-Bissau | 13 990 | 7 552 | 6 438 | - | 7 552 |
| Guyana | 7 960 | 7 960 | - | 1 393 | 6 567 |
| Haïti | 3 500 | 3 500 | - | 3 194 | 306 |
| Honduras | 34 030 | 3 039 | 30 991 | 816 | 2 223 |
| Îles Salomon | 9 300 | - | 9 300 | - | - |
| Inde | 463 135 | 95 514 | 367 621 | 6 269 | 89 245 |
| Indonésie | 125 185 | 84 966 | 40 219 | 2 371 | 82 595 |
| Iraq | 15 730 | 1 000 | 14 730 | 1 000 | - |
| Jordanie | 8 400 | 7 579 | 821 | 1 960 | 5 619 |
| Kenya | 166 800 | 31 181 | 135 619 | - | 31 181 |
| Lesotho | 4 900 | - | 4 900 | - | - |
| Liban | 11 802 | - | 11 802 | - | - |
| Libéria | 72 643 | 34 614 | 38 029 | - | 34 614 |
| Madagascar | 61 000 | 6 815 | 54 185 | - | 6 815 |
| Malawi | 51 000 | 20 756 | 30 244 | - | 20 756 |
| Maldives | 3 285 | 2 067 | 1 218 | - | 2 067 |
| Mali | 10 155 | - | 10 155 | - | - |
| Mauritanie | 23 436 | 8 463 | 14 973 | - | 8 463 |
| Mexique | 45 492 | 21 788 | 23 704 | 2 683 | 19 105 |
| Mongolie | 10 327 | - | 10 327 | - | - |
| Mozambique | 17 000 | 11 497 | 5 503 | - | 11 497 |
| Myanmar | 8 984 | 2 750 | 6 234 | - | 2 750 |
| Népal | 92 208 | 27 088 | 65 120 | 10 386 | 16 702 |
| Nicaragua | 20 504 | 19 632 | 872 | - | 19 632 |
| Niger | 80 000 | 798 | 79 202 | - | 798 |
| Nigéria | 307 770 | 72 052 | 235 718 | 2 227 | 69 825 |
| Ouganda | 175 380 | 27 620 | 147 760 | - | 27 620 |
| Ouzbékistan | 130 200 | 70 690 | 59 510 | 4 620 | 66 070 |
| Pakistan | 254 101 | 157 791 | 96 310 | 2 737 | 155 054 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 25 500 | 16 738 | 8 762 | 3 188 | 13 550 |
| Paraguay | 10 000 | 6 446 | 3 554 | 1 667 | 4 779 |
| Pérou | 24 000 | 20 887 | 3 113 | - | 20 887 |
| Philippines | 70 519 | 37 215 | 33 304 | 2 174 | 35 041 |
| République centrafricaine | 8 050 | 4 202 | 3 848 | - | 4 202 |
| République de Moldova | 15 901 | 15 901 | - | 2 664 | 13 237 |
| République démocratique du Congo | 73 340 | 15 848 | 57 492 | - | 15 848 |
| République démocratique populaire lao | 28 449 | 2 497 | 25 952 | - | 2 497 |
| République dominicaine | 24 030 | 5 537 | 18 493 | 390 | 5 147 |
| République-Unie de Tanzanie | 134 838 | 27 668 | 107 170 | 8 658 | 19 010 |
| Rwanda | 3 740 | 3 740 | - | - | 3 740 |

| <i>Emprunteur ou garant</i> | <i>Prêts approuvés moins annulations</i> | <i>Fraction décaissée</i> | <i>Fraction non décaissée</i> | <i>Remboursements</i> | <i>Encours des prêts</i> |
|---|--|---------------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Sierra Leone | 40 200 | 23 992 | 16 208 | - | 23 992 |
| Soudan du Sud | 1 900 | 830 | 1 070 | - | 830 |
| Sri Lanka | 108 100 | 65 158 | 42 942 | 18 864 | 46 294 |
| Tadjikistan | 22 080 | 15 345 | 6 735 | - | 15 345 |
| Togo | 15 561 | - | 15 561 | - | - |
| Tonga | 900 | 580 | 320 | - | 580 |
| Türkiye | 7 832 | 7 832 | - | - | 7 832 |
| Viet Nam | 160 144 | 49 726 | 110 418 | 8 999 | 40 727 |
| Zambie | 23 379 | 6 609 | 16 770 | 661 | 5 948 |
| Zimbabwe | 72 840 | 4 721 | 68 119 | - | 4 721 |
| Sous-total (en USD) ^a | 4 515 857 | 1 732 447 | 2 783 410 | 150 933 | 1 581 514 |
| Prêts en EUR | | | | | |
| Angola | 10 961 | 10 961 | - | - | 10 961 |
| Argentine | 22 680 | 20 642 | 2 038 | 6 048 | 14 594 |
| Bangladesh | 71 850 | 67 303 | 4 547 | - | 67 303 |
| Bénin | 55 815 | 21 035 | 34 780 | - | 21 035 |
| Bolivie (État plurinational de) | 21 120 | - | 21 120 | - | - |
| Bosnie-Herzégovine | 36 707 | 20 247 | 16 460 | 2 965 | 17 282 |
| Brésil | 8 000 | - | 8 000 | - | - |
| Burkina Faso | 127 675 | 51 977 | 75 698 | - | 51 977 |
| Cameroun | 48 736 | 1 100 | 47 636 | - | 1 100 |
| Chine | 222 409 | 70 099 | 152 310 | 20 384 | 49 715 |
| Comores | 5 830 | 3 830 | 2 000 | - | 3 830 |
| Congo | 12 920 | 2 166 | 10 754 | - | 2 166 |
| Côte d'Ivoire | 85 170 | 6 864 | 78 306 | - | 6 864 |
| Cuba | 24 100 | 11 850 | 12 250 | 1 453 | 10 397 |
| Égypte | 219 110 | 61 261 | 157 849 | 22 317 | 38 944 |
| El Salvador | 10 850 | 10 457 | 393 | 1 447 | 9 010 |
| Équateur | 1 569 | 1 569 | - | - | 1 569 |
| Eswatini | 8 550 | 8 550 | - | 2 565 | 5 985 |
| Gabon | 1 913 | 1 913 | - | - | 1 913 |
| Géorgie | 16 000 | 13 223 | 2 777 | 2 134 | 11 089 |
| Indonésie | 176 496 | 104 287 | 72 209 | 11 197 | 93 090 |
| Jordanie | 11 350 | 8 257 | 3 093 | - | 8 257 |
| Kenya | 100 351 | 49 963 | 50 388 | - | 49 963 |
| Lesotho | 32 890 | 5 692 | 27 198 | - | 5 692 |
| Madagascar | 89 050 | 2 869 | 86 181 | - | 2 869 |
| Mali | 72 933 | 26 134 | 46 799 | - | 26 134 |
| Maroc | 138 675 | 33 494 | 105 181 | 8 584 | 24 910 |
| Mauritanie | 5 000 | 704 | 4 296 | - | 704 |
| Mexique | 1 297 | 1 297 | - | 540 | 757 |
| Monténégro | 3 803 | 3 803 | - | 1 289 | 2 514 |
| Niger | 65 270 | 22 210 | 43 060 | - | 22 210 |
| Pakistan | 74 090 | 6 096 | 67 994 | - | 6 096 |
| Paraguay | 8 383 | 7 576 | 807 | 2 084 | 5 492 |
| Philippines | 140 028 | 37 473 | 102 555 | 18 272 | 19 201 |
| République de Moldova | 18 939 | 5 467 | 13 472 | - | 5 467 |
| Rwanda | 69 410 | 6 184 | 63 226 | - | 6 184 |
| Sao Tomé-et-Principe | 970 | 798 | 172 | - | 798 |
| Sénégal | 205 218 | 59 495 | 145 723 | - | 59 495 |
| Soudan | 11 300 | 2 475 | 8 825 | - | 2 475 |
| Tchad | 10 795 | 5 272 | 5 523 | - | 5 272 |
| Togo | 15 780 | 4 491 | 11 289 | - | 4 491 |
| Tunisie | 69 725 | 18 179 | 51 546 | 6 688 | 11 491 |
| Türkiye | 130 194 | 42 981 | 87 213 | 4 762 | 38 219 |
| Sous-total (en EUR) | 2 463 912 | 840 244 | 1 623 668 | 112 729 | 727 515 |
| Équivalent en USD | 2 551 381 | 870 073 | 1 681 308 | 116 731 | 753 342 |
| Prêts en DTS ^a | | | | | |
| Albanie | 34 462 | 34 462 | - | 18 668 | 15 794 |
| Angola | 24 240 | 24 240 | - | 9 978 | 14 262 |
| Argentine | 3 831 | 3 831 | - | 2 740 | 1 091 |
| Arménie | 60 941 | 60 941 | - | 24 873 | 36 068 |
| Azerbaïdjan | 43 931 | 43 931 | - | 16 350 | 27 581 |
| Bangladesh | 470 171 | 444 313 | 25 858 | 166 013 | 278 300 |
| Belize | 1 847 | 1 847 | - | 1 616 | 231 |
| Bénin | 94 190 | 91 349 | 2 841 | 43 350 | 47 999 |
| Bhoutan | 38 492 | 38 425 | 67 | 16 277 | 22 148 |
| Bolivie (État plurinational de) | 72 492 | 72 490 | 2 | 34 724 | 37 766 |
| Bosnie-Herzégovine | 45 686 | 45 686 | - | 21 789 | 23 897 |
| Botswana | 842 | 842 | - | 681 | 161 |
| Brésil | 91 025 | 91 022 | 3 | 47 962 | 43 060 |
| Burkina Faso | 83 847 | 83 838 | 9 | 36 871 | 46 967 |

| <i>Emprunteur ou garant</i> | <i>Prêts approuvés moins annulations</i> | <i>Fraction décaissée</i> | <i>Fraction non décaissée</i> | <i>Remboursements</i> | <i>Encours des prêts</i> |
|--|--|---------------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Burundi | 40 859 | 40 859 | - | 23 966 | 16 893 |
| Cabo Verde | 24 691 | 23 966 | 725 | 7 323 | 16 643 |
| Cambodge | 62 360 | 62 360 | - | 13 815 | 48 545 |
| Cameroun | 119 000 | 100 274 | 18 726 | 19 885 | 80 389 |
| Chine | 515 741 | 515 741 | - | 286 479 | 229 262 |
| Colombie | 32 013 | 32 013 | - | 20 706 | 11 307 |
| Comores | 5 292 | 5 291 | 1 | 2 758 | 2 533 |
| Congo | 22 080 | 21 957 | 123 | 5 238 | 16 719 |
| Côte d'Ivoire | 21 117 | 21 117 | - | 9 015 | 12 102 |
| Cuba | 6 840 | 6 840 | - | 2 740 | 4 100 |
| Djibouti | 7 146 | 7 146 | - | 2 429 | 4 717 |
| Dominique | 1 146 | 1 146 | - | 978 | 168 |
| Égypte | 176 172 | 176 172 | - | 108 848 | 67 324 |
| El Salvador | 45 265 | 45 265 | - | 28 068 | 17 197 |
| Équateur | 25 487 | 25 487 | - | 14 116 | 11 371 |
| Érythrée | 29 142 | 25 428 | 3 714 | 10 907 | 14 521 |
| Eswatini | 3 473 | 3 473 | - | 2 594 | 879 |
| Éthiopie | 416 436 | 414 957 | 1 479 | 84 099 | 330 858 |
| Gabon | 3 529 | 3 529 | - | 3 217 | 312 |
| Gambie | 34 187 | 34 187 | - | 16 299 | 17 888 |
| Géorgie | 30 370 | 30 370 | - | 12 344 | 18 026 |
| Ghana | 182 126 | 181 796 | 330 | 54 956 | 126 840 |
| Grenade | 1 632 | 1 632 | - | 1 131 | 501 |
| Guatemala | 15 366 | 15 366 | - | 15 239 | 127 |
| Guinée | 64 160 | 64 160 | - | 37 205 | 26 955 |
| Guinée équatoriale | 5 794 | 5 794 | - | 5 230 | 564 |
| Guinée-Bissau | 8 487 | 8 487 | - | 4 100 | 4 387 |
| Guyana | 8 522 | 8 522 | - | 4 453 | 4 069 |
| Haïti | 58 463 | 58 463 | - | 33 098 | 25 365 |
| Honduras | 85 463 | 85 463 | - | 40 275 | 45 188 |
| Îles Salomon | 4 069 | 4 069 | - | 1 815 | 2 254 |
| Inde | 590 143 | 584 754 | 5 389 | 274 161 | 310 593 |
| Indonésie ^b | 155 017 | 155 017 | - | 73 065 | 81 952 |
| Jordanie | 14 432 | 14 416 | 16 | 9 815 | 4 601 |
| Kenya | 173 090 | 173 090 | - | 36 110 | 136 980 |
| Kirghizistan | 27 660 | 27 111 | 549 | 4 823 | 22 288 |
| Lesotho | 30 146 | 30 124 | 22 | 12 905 | 17 219 |
| Liban | 2 406 | 2 406 | - | 1 183 | 1 223 |
| Libéria | 27 296 | 26 097 | 1 199 | 3 790 | 22 307 |
| Macédoine du Nord | 11 721 | 11 721 | - | 6 304 | 5 417 |
| Madagascar ^b | 197 432 | 193 370 | 4 062 | 50 922 | 142 448 |
| Malawi ^b | 168 680 | 133 352 | 35 328 | 42 520 | 90 832 |
| Maldives | 10 792 | 10 792 | - | 5 319 | 5 473 |
| Mali | 137 964 | 137 864 | 100 | 50 352 | 87 512 |
| Maroc | 43 513 | 43 513 | - | 30 350 | 13 163 |
| Maurice | 1 205 | 1 205 | - | 1 119 | 86 |
| Mauritanie | 49 545 | 49 545 | - | 23 241 | 26 304 |
| Mexique | 13 827 | 13 827 | - | 6 339 | 7 488 |
| Mongolie | 27 169 | 27 106 | 63 | 7 737 | 19 369 |
| Mozambique | 143 311 | 143 311 | - | 55 859 | 87 452 |
| Myanmar | 52 550 | 14 754 | 37 796 | - | 14 754 |
| Népal | 160 572 | 101 307 | 59 265 | 47 511 | 53 796 |
| Nicaragua | 49 474 | 49 474 | - | 19 249 | 30 225 |
| Niger | 90 916 | 89 432 | 1 484 | 20 994 | 68 438 |
| Nigéria | 212 379 | 206 517 | 5 862 | 43 083 | 163 434 |
| Ouganda | 322 097 | 263 694 | 58 403 | 82 110 | 181 584 |
| Ouzbékistan | 21 163 | 21 163 | - | 4 319 | 16 844 |
| Pakistan | 324 732 | 294 189 | 30 543 | 110 049 | 184 140 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 23 450 | 23 186 | 264 | 5 296 | 17 890 |
| Paraguay | 16 298 | 16 298 | - | 7 171 | 9 127 |
| Pérou | 45 207 | 45 207 | - | 17 792 | 27 415 |
| Philippines | 83 100 | 80 478 | 2 622 | 38 393 | 42 085 |
| République arabe syrienne | 15 220 | 13 664 | 1 556 | 6 692 | 6 972 |
| République centrafricaine | 26 215 | 26 215 | - | 15 864 | 10 351 |
| République de Moldova | 55 612 | 55 612 | - | 13 071 | 42 541 |
| République démocratique du Congo | 50 370 | 49 563 | 807 | 21 565 | 27 998 |
| République démocratique populaire lao | 65 202 | 64 646 | 556 | 25 179 | 39 467 |
| République dominicaine | 17 902 | 17 902 | - | 11 232 | 6 670 |
| République populaire démocratique de Corée | 50 496 | 50 496 | - | 10 539 | 39 957 |
| République-Unie de Tanzanie | 225 249 | 225 249 | - | 72 877 | 152 372 |
| Rwanda ^b | 194 102 | 183 930 | 10 172 | 45 458 | 138 472 |
| Samoa | 1 908 | 1 908 | - | 1 293 | 615 |
| Sao Tomé-et-Principe | 13 747 | 13 747 | - | 7 368 | 6 379 |

| <i>Emprunteur ou garant</i> | <i>Prêts approuvés moins annulations</i> | <i>Fraction décaissée</i> | <i>Fraction non décaissée</i> | <i>Remboursements</i> | <i>Encours des prêts</i> |
|--|--|---------------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Sénégal | 112 027 | 109 317 | 2 710 | 34 804 | 74 513 |
| Seychelles | 1 875 | 1 875 | - | 1 299 | 576 |
| Sierra Leone | 45 736 | 45 736 | - | 20 630 | 25 106 |
| Somalie ^b | 13 250 | 13 250 | - | 12 013 | 1 237 |
| Soudan | 128 641 | 128 641 | - | 64 515 | 64 126 |
| Sri Lanka | 156 846 | 156 846 | - | 62 869 | 93 977 |
| Tadjikistan | 6 200 | 6 200 | - | - | 6 200 |
| Tchad | 18 138 | 18 138 | - | 6 201 | 11 937 |
| Togo | 24 584 | 22 212 | 2 372 | 12 459 | 9 753 |
| Tonga | 5 927 | 5 832 | 95 | 3 036 | 2 796 |
| Tunisie | 22 393 | 22 374 | 19 | 10 038 | 12 336 |
| Türkiye | 29 371 | 29 371 | - | 18 526 | 10 845 |
| Uruguay | 2 081 | 2 081 | - | 977 | 1 104 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 10 450 | 10 450 | - | 8 846 | 1 604 |
| Viet Nam | 216 206 | 216 206 | - | 58 902 | 157 304 |
| Yémen | 138 389 | 138 389 | - | 48 917 | 89 472 |
| Zambie | 128 820 | 128 820 | - | 48 680 | 80 140 |
| Zimbabwe | 8 818 | 8 818 | - | 5 215 | 3 603 |
| Sous-total (en DTS) | 8 135 487 | 7 820 355 | 315 132 | 3 056 164 | 4 764 191 |
| Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie ^c | 2 513 | 2 513 | - | 1 433 | 1 080 |
| Total en DTS | 8 138 000 | 7 822 868 | 315 132 | 3 057 597 | 4 765 271 |
| Équivalent en USD | 10 594 285 | 10 184 037 | 410 248 | 3 980 469 | 6 203 568 |
| Total encours des prêts au 31 décembre 2024 (en USD) | 17 661 523 | 12 786 557 | 4 874 966 | 4 248 133 | 8 538 424 |
| Autres sommes à recevoir | | | | | 36 800 |
| Total des montants à recevoir au titre des prêts au 31 décembre 2024 (en USD) | | | | | 8 575 224 |
| Total encours des prêts au 31 décembre 2023 (en USD) | 16 508 212 | 12 493 865 | 4 014 347 | 4 013 677 | 8 480 188 |
| Autres sommes à recevoir | | | | | 41 653 |
| Total des montants à recevoir au titre des prêts au 31 décembre 2023 (en USD) | | | | | 8 521 841 |

^a Les prêts libellés en droit de tirage spécial, et leur montant cumulé sont convertis dans le bilan. Au 31 décembre 2024, le taux de conversion USD/DTS utilisé pour le calcul était de 1,302. Les prêts libellés en euro ont été évalués au taux de 0,966 EUR pour 1 USD au 31 décembre 2024.

^b Les remboursements incluent la contribution de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui s'est traduit par des remboursements partiels anticipés et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

^c Le montant du prêt accordé au Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie est inclus dans le total ci-dessus. Voir note 2 g) ii).

Tableau 2
État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale par année
(Au 31 décembre 2024)

| Année | Prêts approuvés en milliers de la monnaie de libellé | | | | Valeur en milliers d'USD | | | | |
|-----------|--|--|------------------------------|---------------------|---------------------------------|--|------------------------------|-------------------------------------|---------------------|
| | Au 1 ^{er} janvier 2024 | En vigueur/ (réductions/ annulations) 2024 | Prêts entièrement remboursés | Au 31 décembre 2024 | Au 1 ^{er} janvier 2024 | En vigueur/ (réductions/ annulations) 2024 | Prêts entièrement remboursés | Variation du taux de change DTS/USD | Au 31 décembre 2024 |
| 1978 USD | 68 530 | - | - | 68 530 | 68 530 | - | - | - | 68 530 |
| 2016 USD | 164 568 | (2 299) | - | 162 269 | 164 568 | (2 299) | - | - | 162 269 |
| 2017 USD | 597 043 | - | - | 597 043 | 597 043 | - | - | - | 597 043 |
| 2018 USD | 654 428 | (1 239) | - | 653 189 | 654 428 | (1 239) | - | - | 653 189 |
| 2019 USD | 386 451 | (2 041) | - | 384 410 | 386 451 | (2 041) | - | - | 384 410 |
| 2020 USD | 410 971 | (17 000) | - | 393 971 | 410 971 | (17 000) | - | - | 393 971 |
| 2021 USD | 473 489 | (56 751) | - | 416 738 | 473 489 | (56 751) | - | - | 416 738 |
| 2022 USD | 663 399 | - | - | 663 399 | 663 399 | - | - | - | 663 399 |
| 2023 USD | 91 726 | - | - | 91 726 | 91 726 | - | - | - | 91 726 |
| 2024 USD | - | 1 084 582 | - | 1 084 582 | - | 1 084 582 | - | - | 1 084 582 |
| 1979 DTS | 201 485 | - | - | 201 485 | 270 794 | - | - | (8 496) | 262 298 |
| 1980 DTS | 176 647 | - | - | 176 647 | 237 413 | - | - | (7 448) | 229 965 |
| 1981 DTS | 182 246 | - | - | 182 246 | 244 938 | - | - | (7 684) | 237 254 |
| 1982 DTS | 103 109 | - | - | 103 109 | 138 578 | - | - | (4 347) | 134 231 |
| 1983 DTS | 132 091 | - | - | 132 091 | 177 529 | - | - | (5 570) | 171 959 |
| 1984 DTS | 128 257 | - | - | 128 257 | 172 377 | - | - | (5 408) | 166 969 |
| 1985 DTS | 59 522 | - | - | 59 522 | 79 997 | - | - | (2 510) | 77 487 |
| 1986 DTS | 23 663 | - | - | 23 663 | 31 803 | - | - | (998) | 30 805 |
| 1987 DTS | 60 074 | - | - | 60 074 | 80 740 | - | - | (2 533) | 78 207 |
| 1988 DTS | 52 100 | - | - | 52 100 | 70 023 | - | - | (2 197) | 67 826 |
| 1989 DTS | 86 206 | - | - | 86 206 | 115 861 | - | - | (3 636) | 112 225 |
| 1990 DTS | 40 064 | - | - | 40 064 | 53 846 | - | - | (1 690) | 52 156 |
| 1991 DTS | 98 025 | - | - | 98 025 | 131 746 | - | - | (4 134) | 127 612 |
| 1992 DTS | 79 888 | - | - | 79 888 | 107 369 | - | - | (3 369) | 104 000 |
| 1993 DTS | 122 240 | - | - | 122 240 | 164 290 | - | - | (5 154) | 159 136 |
| 1994 DTS | 122 598 | - | - | 122 598 | 164 771 | - | - | (5 170) | 159 601 |
| 1995 DTS | 149 100 | - | - | 149 100 | 200 389 | - | - | (6 287) | 194 102 |
| 1996 DTS | 178 369 | - | - | 178 369 | 239 727 | - | - | (7 521) | 232 206 |
| 1997 DTS | 219 073 | - | - | 219 073 | 294 433 | - | - | (9 237) | 285 196 |
| 1998 DTS | 203 208 | - | - | 203 208 | 273 111 | - | - | (8 569) | 264 542 |
| 1999 DTS | 240 196 | - | - | 240 196 | 322 824 | - | - | (10 128) | 312 696 |
| 2000 DTS | 237 216 | - | - | 237 216 | 318 818 | - | - | (10 003) | 308 815 |
| 2001 DTS | 234 079 | - | - | 234 079 | 314 601 | - | - | (9 870) | 304 731 |
| 2002 DTS | 190 303 | - | - | 190 303 | 255 765 | - | - | (8 024) | 247 741 |
| 2003 DTS | 208 536 | - | - | 208 536 | 280 271 | - | - | (8 793) | 271 478 |
| 2004 DTS | 234 225 | - | - | 234 225 | 314 798 | - | - | (9 877) | 304 921 |
| 2005 DTS | 278 369 | - | - | 278 369 | 374 127 | - | - | (11 738) | 362 389 |
| 2006 DTS | 308 975 | - | (45 775) | 263 200 | 415 260 | - | (61 521) | (11 098) | 342 641 |
| 2007 DTS | 254 994 | - | - | 254 994 | 342 711 | - | - | (10 752) | 331 959 |
| 2008 DTS | 250 829 | - | - | 250 829 | 337 112 | - | - | (10 576) | 326 536 |
| 2009 DTS | 253 915 | - | - | 253 915 | 341 260 | - | - | (10 706) | 330 554 |
| 2010 DTS | 390 931 | - | - | 390 931 | 525 409 | - | - | (16 484) | 508 925 |
| 2011 DTS | 443 360 | - | - | 443 360 | 595 874 | - | - | (18 695) | 577 179 |
| 2012 DTS | 374 864 | (11) | - | 374 853 | 503 815 | (15) | - | (15 806) | 487 994 |
| 2013 DTS | 317 535 | (1 188) | - | 316 347 | 426 765 | (1 596) | - | (13 339) | 411 830 |
| 2014 DTS | 302 124 | (693) | - | 301 431 | 406 053 | (932) | - | (12 710) | 392 411 |
| 2015 DTS | 418 768 | (3 272) | - | 415 496 | 562 823 | (4 399) | - | (17 520) | 540 904 |
| 2016 DTS | 172 637 | (93) | - | 172 544 | 232 022 | (123) | - | (7 276) | 224 623 |
| 2017 DTS | 216 259 | (11 530) | - | 204 729 | 290 651 | (15 496) | - | (8 633) | 266 522 |
| 2018 DTS | 26 088 | - | - | 26 088 | 35 062 | - | - | (1 100) | 33 962 |
| 2019 DTS | 244 788 | - | - | 244 788 | 328 994 | - | - | (10 322) | 318 672 |
| 2020 DTS | 61 907 | - | - | 61 907 | 83 203 | - | - | (2 611) | 80 592 |
| 2021 DTS | 15 300 | - | - | 15 300 | 20 563 | - | - | (645) | 19 918 |
| 2022 DTS | 21 050 | - | - | 21 050 | 28 291 | - | - | (887) | 27 404 |
| 2023 DTS | 31 948 | - | - | 31 948 | 42 943 | - | - | (1 350) | 41 593 |
| 2024 DTS | - | 53 400 | - | 53 400 | - | 69 518 | - | - | 69 518 |
| 2014 EUR | 82 055 | - | - | 82 055 | 90 642 | - | - | (5 674) | 84 968 |
| 2015 EUR | 232 192 | (53 439) | - | 178 753 | 256 491 | (59 031) | - | (12 361) | 185 099 |
| 2016 EUR | 95 790 | - | - | 95 790 | 105 814 | - | - | (6 624) | 99 190 |
| 2017 EUR | 92 230 | (77) | - | 92 153 | 101 882 | (85) | - | (6 373) | 95 424 |
| 2018 EUR | 106 221 | - | - | 106 221 | 117 337 | - | - | (7 345) | 109 992 |
| 2019 EUR | 499 531 | (15 899) | - | 483 632 | 551 807 | (17 563) | - | (33 443) | 500 801 |
| 2020 EUR | 152 306 | - | - | 152 306 | 168 245 | - | - | (10 532) | 157 713 |
| 2021 EUR | 180 621 | (1 560) | - | 179 061 | 199 523 | (1 723) | - | (12 382) | 185 418 |
| 2022 EUR | 216 632 | - | - | 216 632 | 239 303 | - | - | (14 980) | 224 323 |
| 2023 EUR | 196 274 | - | - | 196 274 | 216 813 | - | - | (13 572) | 203 241 |
| 2024 EUR | - | 681 035 | - | 681 035 | - | 705 212 | - | - | 705 212 |
| Total USD | 3 510 605 | 1 005 252 | - | 4 515 857 | 3 510 605 | 1 005 252 | - | - | 4 515 857 |
| Total DTS | 8 147 161 | 36 613 | (45 774) | 8 138 000 | 10 949 750 | 46 957 | (61 521) | (340 901) | 10 594 285 |
| Total EUR | 1 853 852 | 610 060 | - | 2 463 912 | 2 047 857 | 626 810 | - | (123 286) | 2 551 381 |
| Total | 13 511 618 | 1 651 925 | (45 774) | 15 117 769 | 16 508 212 | 1 679 019 | (61 521) | (464 187) | 17 661 523 |

Tableau 3

Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale
 (Aux 31 décembre 2024 et 2023)
 (en milliers d'USD)

| Échéance | 2024 | 2023 |
|----------------|------------------|------------------|
| Moins de 1 an | 550 157 | 547 502 |
| 1-2 ans | 469 483 | 459 993 |
| 2-3 ans | 502 582 | 490 872 |
| 3-4 ans | 523 214 | 494 911 |
| 4-5 ans | 509 040 | 498 712 |
| 5-10 ans | 2 296 223 | 2 239 866 |
| 10-15 ans | 1 588 710 | 1 586 532 |
| 15-20 ans | 1 045 214 | 1 090 452 |
| 20-25 ans | 674 083 | 681 120 |
| Plus de 25 ans | 379 718 | 390 228 |
| Total | 8 538 424 | 8 480 188 |

Tableau 4

État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt
 (Aux 31 décembre 2024 et 2023)
 (en milliers d'USD)

| Conditions de prêt | 2024 | 2023 |
|--|------------------|------------------|
| Conditions extrêmement concessionnelles | 26 390 | 7 005 |
| Conditions particulièrement concessionnelles | 6 432 506 | 6 545 280 |
| Conditions durcies | 25 199 | 29 958 |
| Conditions intermédiaires | 116 381 | 140 298 |
| Conditions ordinaires | 1 167 259 | 1 086 804 |
| Conditions mixtes | 770 689 | 670 843 |
| Total | 8 538 424 | 8 480 188 |

Tableau 5

Structure de décaissement des prêts non décaissés en valeur nominale
 (Projetés aux 31 décembre 2024 et 2023)
 (en milliers d'USD)

| Décaissements | 2024 | 2023 |
|---------------|------------------|------------------|
| Moins de 1 an | 906 433 | 782 505 |
| 1-3 ans | 1 790 122 | 1 478 678 |
| 3-5 ans | 1 256 516 | 914 938 |
| 5-10 ans | 921 895 | 838 226 |
| Total | 4 874 966 | 4 014 347 |

Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA)

Tableau 1
État des prêts en valeur nominale
(Aux 31 décembre 2024 et 2023)

| Emprunteur ou garant | Prêts approuvés moins annulations | Fraction décaissée | Fraction non décaissée | Remboursements | Encours des prêts |
|--|-----------------------------------|--------------------|------------------------|----------------|-------------------|
| Prêts en DTS (exprimés en milliers) | | | | | |
| Angola | 2 714 | 2 714 | - | 1 718 | 996 |
| Burkina Faso | 10 546 | 10 546 | - | 7 079 | 3 467 |
| Burundi | 4 494 | 4 494 | - | 2 370 | 2 124 |
| Cabo Verde | 2 183 | 2 183 | - | 1 329 | 853 |
| Comores | 2 289 | 2 289 | - | 1 527 | 762 |
| Djibouti | 114 | 114 | - | 71 | 43 |
| Éthiopie | 6 660 | 6 660 | - | 4 426 | 2 234 |
| Gambie | 2 638 | 2 638 | - | 1 649 | 989 |
| Ghana | 22 321 | 22 321 | - | 13 427 | 8 894 |
| Guinée | 10 762 | 10 762 | - | 6 995 | 3 767 |
| Guinée-Bissau | 2 126 | 2 126 | - | 1 488 | 638 |
| Kenya | 12 241 | 12 241 | - | 7 010 | 5 231 |
| Lesotho | 7 481 | 7 481 | - | 4 578 | 2 903 |
| Madagascar | 1 098 | 1 098 | - | 714 | 384 |
| Malawi | 5 777 | 5 777 | - | 3 033 | 2 744 |
| Mali | 10 193 | 10 193 | - | 6 761 | 3 432 |
| Mauritanie | 19 020 | 19 020 | - | 12 543 | 6 477 |
| Mozambique | 8 291 | 8 291 | - | 5 700 | 2 591 |
| Niger | 11 119 | 11 119 | - | 7 457 | 3 662 |
| Ouganda | 8 124 | 8 124 | - | 5 483 | 2 640 |
| République-Unie de Tanzanie | 6 789 | 6 789 | - | 4 244 | 2 546 |
| Sénégal | 23 234 | 23 234 | - | 14 285 | 8 949 |
| Sierra Leone | 1 505 | 1 505 | - | 828 | 677 |
| Soudan | 26 012 | 26 012 | - | 14 805 | 11 207 |
| Tchad | 9 617 | 9 617 | - | 5 968 | 3 649 |
| Zambie | 8 607 | 8 607 | - | 5 762 | 2 845 |
| Total | 225 958 | 225 958 | - | 141 252 | 84 706 |
| Total de l'encours des prêts au 31 décembre 2024 (équivalent en USD) | 294 158 | 294 158 | - | 183 885 | 110 273 |
| Autres sommes à recevoir | | | | | 672 |
| Total des montants à recevoir au titre des prêts au 31 décembre 2024 (en USD) | | | | | 110 945 |
| Total de l'encours des prêts au 31 décembre 2023 (en USD) | | | | | 120 915 |
| Autres sommes à recevoir | | | | | 528 |
| Total des montants à recevoir au titre des prêts au 31 décembre 2023 (en USD) | | | | | 121 443 |

Tableau 2
État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale par année
(Au 31 décembre 2024)

| Année | | <i>Prêts approuvés (en milliers de DTS)</i> | | | <i>Valeur en milliers d'USD</i> | | |
|--------------|------------|---|---------------|---------------------|---------------------------------|---------------|-------------------------------------|
| | | Au 1 ^{er} janvier 2024 | Prêts annulés | Au 31 décembre 2024 | Au 1 ^{er} janvier 2024 | Prêts annulés | Variation du taux de change DTS/USD |
| 1986 | DTS | 24 902 | - | 24 902 | 33 468 | - | (1 050) |
| 1987 | DTS | 41 292 | - | 41 292 | 55 495 | - | (1 741) |
| 1988 | DTS | 34 770 | - | 34 770 | 46 731 | - | (1 466) |
| 1989 | DTS | 25 756 | - | 25 756 | 34 616 | - | (1 086) |
| 1990 | DTS | 17 370 | - | 17 370 | 23 345 | - | (732) |
| 1991 | DTS | 18 246 | - | 18 246 | 24 523 | - | (770) |
| 1992 | DTS | 6 952 | - | 6 952 | 9 344 | - | (294) |
| 1993 | DTS | 34 268 | - | 34 268 | 46 056 | - | (1 445) |
| 1994 | DTS | 16 320 | - | 16 320 | 21 934 | - | (688) |
| 1995 | DTS | 6 082 | - | 6 082 | 8 174 | - | (256) |
| Total | DTS | 225 958 | - | 225 958 | 303 686 | - | (9 528) |
| | | | | | | | 294 158 |

Tableau 3
Structure des échéances de l'encours des prêts par période
(Aux 31 décembre 2024 et 2023)
(en milliers d'USD)

| Échéance | 2024 | 2023 |
|---------------|----------------|----------------|
| Moins de 1 an | 9 604 | 9 178 |
| 1-2 ans | 7 563 | 7 808 |
| 2-3 ans | 7 563 | 7 808 |
| 3-4 ans | 7 563 | 7 808 |
| 4-5 ans | 7 563 | 7 808 |
| 5-10 ans | 37 526 | 39 037 |
| 10-15 ans | 26 345 | 31 381 |
| 15-20 ans | 6 546 | 10 087 |
| 20-25 ans | - | - |
| Total | 110 273 | 120 915 |

Tableau 4
État récapitulatif de l'encours des prêts, selon les conditions de prêt
(Aux 31 décembre 2024 et 2023)
(en milliers d'USD)

| Conditions de prêt | 2024 | 2023 |
|--|----------------|----------------|
| Conditions particulièrement concessionnelles | 110 273 | 120 915 |
| Total | 110 273 | 120 915 |

Synthèse des soldes des prêts du FIDA et du PSA

| FIDA | <i>En milliers d'USD</i> | |
|-------------------------------|--------------------------|------------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Prêts approuvés | 17 661 523 | 16 508 212 |
| Solde non décaissé | (4 874 966) | (4 014 347) |
| Remboursements | (4 248 133) | (4 013 677) |
| | 8 538 424 | 8 480 188 |
| Intérêts/principal à recevoir | 36 800 | 41 653 |
| Encours des prêts | 8 575 224 | 8 521 841 |

| PSA | <i>En milliers d'USD</i> | |
|-------------------------------|--------------------------|----------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Prêts approuvés | 294 158 | 303 686 |
| Solde non décaissé | - | - |
| Remboursements | (183 885) | (182 771) |
| | 110 273 | 120 915 |
| Intérêts/principal à recevoir | 672 | 528 |
| Encours des prêts | 110 945 | 121 443 |

| FIDA et PSA | <i>En milliers d'USD</i> | |
|-------------------------------|--------------------------|------------------|
| | <i>2024</i> | <i>2023</i> |
| Prêts approuvés | 17 955 681 | 16 811 898 |
| Solde non décaissé | (4 874 966) | (4 014 347) |
| Remboursements | (4 432 018) | (4 196 448) |
| | 8 648 697 | 8 601 103 |
| Intérêts/principal à recevoir | 37 472 | 42 181 |
| Encours des prêts | 8 686 169 | 8 643 284 |

État des dons

(Aux 31 décembre 2024 et 2023)
(en milliers d'USD)

| | <i>Non décaissés au 1^{er} janvier 2024</i> | <i>Variations en 2024</i> | | | <i>Taux de change</i> | <i>Non décaissés au 31 décembre 2024</i> |
|-----------|---|---------------------------|----------------------|--------------------|---------------------------|--|
| | | <i>Décaissables</i> | <i>Décaissements</i> | <i>Annulations</i> | | |
| Dons 2024 | 49 039 | 12 069 | (21 673) | (839) | (683) | 37 913 |
| Dons 2023 | 74 955 | 7 984 | (28 748) | (5 517) | 365 | 49 039 |

Cadre pour la soutenabilité de la dette (FIDA seulement)

(Aux 31 décembre 2024 et 2023)
(en milliers d'USD)

| <i>Emprunteur ou garant</i> | <i>Non décaissés au 1^{er} janvier 2024</i> | <i>En vigueur/ (annulations) en 2024</i> | <i>Décaissements en 2024</i> | <i>Non décaissés au 31 décembre 2024</i> |
|--|---|--|------------------------------|--|
| Projets financés au titre du CSD – en EUR | | | | |
| Bénin | 12 190 | - | (5 979) | 6 211 |
| Comores | 1 498 | - | (693) | 805 |
| Madagascar | 2 185 | - | (825) | 1 360 |
| Mali | 5 136 | - | (1 118) | 4 018 |
| Niger | 18 462 | 1 184 | (2 379) | 17 267 |
| Sao Tomé-et-Principe | 4 370 | - | (1 050) | 3 320 |
| Soudan | 40 854 | - | 490 | 41 344 |
| Tchad | 38 706 | - | (12 849) | 25 857 |
| Togo | 6 241 | - | (1 529) | 4 712 |
| Total général | 129 642 | 1 184 | (25 932) | 104 894 |
| Équivalent en USD | | | | |
| | 134 244 | 1 227 | (26 851) | 108 620 |
| Projets financés au titre du CSD – en USD | | | | |
| Afghanistan | 32 211 | - | - | 32 211 |
| Bhoutan | 791 | - | (274) | 517 |
| Burkina Faso | 981 | - | (979) | 2 |
| Burundi | 47 904 | 19 379 | (6 193) | 61 090 |
| Éthiopie | 77 804 | - | (8 188) | 69 616 |
| France | 39 | (39) | - | - |
| Gambie | 5 436 | 11 930 | (5 436) | 11 930 |
| Guinée | 3 832 | 7 950 | (3 188) | 8 594 |
| Guinée-Bissau | 12 544 | - | (3 998) | 8 546 |
| Haïti | 14 306 | - | (3 188) | 11 118 |
| Kiribati | 10 | - | - | 10 |
| Libéria | 9 145 | - | (3 765) | 5 380 |
| Madagascar | 22 500 | - | (3 428) | 19 072 |
| Malawi | 3 132 | 18 050 | (4 936) | 16 246 |
| Maldives | 614 | - | (375) | 239 |
| Mauritanie | 6 561 | - | (6 411) | 150 |
| Mozambique | 67 180 | 49 300 | (24 744) | 91 736 |
| République centrafricaine | 22 514 | 18 180 | (12 269) | 28 425 |
| République démocratique du Congo | 7 787 | - | (2 227) | 5 560 |
| Samoa | 3 181 | - | (710) | 2 471 |
| Sierra Leone | 7 689 | 15 000 | (7 830) | 14 859 |
| Somalie | - | 11 600 | (1 579) | 10 021 |
| Soudan du Sud | 5 607 | - | (1 858) | 3 749 |
| Tadjikistan | 30 851 | - | (3 654) | 27 197 |
| Tonga | 2 298 | - | (960) | 1 338 |
| Total général | 384 917 | 151 350 | (106 190) | 430 077 |
| Projets financés au titre du CSD – en DTS | | | | |
| Afghanistan | 24 097 | - | - | 24 097 |
| Bénin | 105 | (105) | - | - |
| Burkina Faso | 15 | - | - | 15 |
| Burundi | 11 818 | - | (4 559) | 7 259 |
| Comores | 1 | - | - | 1 |
| Érythrée | 23 755 | - | (10 489) | 13 266 |
| Éthiopie | 6 523 | - | (891) | 5 632 |
| Kirghizistan | 2 526 | - | (587) | 1 939 |
| Kiribati | 10 | - | - | 10 |
| Lesotho | 17 | (46) | 29 | - |
| Madagascar | 2 920 | - | (2 398) | 522 |
| Malawi | 13 396 | - | (2 888) | 10 508 |
| Mali | 219 | (29) | (166) | 24 |
| Mauritanie | 4 991 | - | (2 417) | 2 574 |
| Népal | 1 502 | (136) | (1 365) | 1 |
| Niger | 1 512 | - | - | 1 512 |
| République démocratique du Congo | 4 322 | - | (2 988) | 1 334 |
| Soudan | 58 | - | - | 58 |

| | | | | |
|--|----------------|----------------|------------------|----------------|
| Togo | 2 371 | - | - | 2 371 |
| Tonga | 95 | - | - | 95 |
| Yémen | 24 279 | - | - | 24 279 |
| Zimbabwe | 134 | - | (130) | 4 |
| Total général | 124 666 | (316) | (28 849) | 95 501 |
| DTS (équivalent en USD) | 162 295 | (412) | (37 554) | 124 329 |
| Total USD/EUR/DTS 2024 | 681 456 | 152 165 | (170 595) | 663 026 |
| Variations de change | | | (1 921) | |
| Total des décaissements pour 2024 | | | (172 516) | |
| Total USD/EUR/DTS 2023 | 649 520 | 225 633 | (179 475) | 695 678 |

État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)

Au 31 décembre 2024
(en milliers d'USD)

| Pays au point d'achèvement | Allégements consentis au 31 décembre 2024 | | Allégements futurs approuvés par le Conseil d'administration | | | Total des allégements de dettes |
|----------------------------------|--|----------|---|----------|-----------------|---------------------------------------|
| | Principal | Intérêts | Principal | Intérêts | Banque mondiale | |
| Bénin | 4 568 | 1 643 | - | - | - | 6 211 |
| Bolivie (État plurinational de) | 5 900 | 1 890 | - | - | - | 7 790 |
| Burkina Faso | 6 769 | 2 668 | - | - | - | 9 437 |
| Burundi | 15 491 | 3 251 | - | - | - | 18 742 |
| Cameroun | 3 074 | 727 | - | - | - | 3 801 |
| Comores | 2 242 | 353 | 84 | 8 | 103 | 2 791 |
| Congo | 0 | 99 | - | - | - | 99 |
| Côte d'Ivoire | 1 814 | 326 | - | - | - | 2 140 |
| Éthiopie | 20 569 | 5 905 | - | - | - | 26 474 |
| Gambie | 2 508 | 619 | - | - | - | 3 127 |
| Ghana | 15 585 | 5 003 | - | - | - | 20 588 |
| Guinée | 11 202 | 2 167 | - | - | - | 13 369 |
| Guinée-Bissau | 4 768 | 1 235 | 493 | 26 | 223 | 6 746 |
| Guyana | 1 526 | 299 | - | - | - | 1 825 |
| Haïti | 1 946 | 635 | - | - | - | 2 581 |
| Honduras | 1 077 | 767 | - | - | - | 1 844 |
| Libéria | 9 344 | 6 282 | 61 | 5 | 55 | 15 746 |
| Madagascar | 7 810 | 2 096 | - | - | - | 9 906 |
| Malawi | 20 371 | 4 445 | - | - | - | 24 816 |
| Mali | 6 211 | 2 431 | - | - | - | 8 642 |
| Mauritanie | 8 484 | 2 601 | - | - | - | 11 085 |
| Mozambique | 12 521 | 3 905 | - | - | - | 16 426 |
| Nicaragua | 7 259 | 943 | - | - | - | 8 202 |
| Niger | 11 016 | 2 813 | 0 | - | - | 13 829 |
| Ouganda | 12 449 | 4 655 | - | - | - | 17 104 |
| République centrafricaine | 9 563 | 2 935 | - | - | - | 12 498 |
| République démocratique du Congo | 12 081 | 3 200 | 998 | 51 | 648 | 16 978 |
| République-Unie de Tanzanie | 12 691 | 4 293 | - | - | - | 16 984 |
| Rwanda | 16 786 | 5 210 | - | - | - | 21 996 |
| Sao Tomé-et-Principe | 2 546 | 582 | 76 | 10 | 61 | 3 276 |
| Sénégal | 2 247 | 882 | - | - | - | 3 129 |
| Sierra Leone | 10 956 | 2 352 | - | - | - | 13 308 |
| Somalie ^a | 13 086 | 740 | - | - | - | 13 826 |
| Tchad | 2 708 | 477 | - | - | - | 3 185 |
| Togo | 2 008 | 759 | - | - | - | 2 767 |
| Zambie | 19 169 | 4 920 | - | - | - | 24 089 |

Pays au point de décision

| | | | | | | |
|-------------------------|---------|---------|--------|-------|-------|---------|
| Soudan | - | - | 66 072 | 6 288 | - | 72 360 |
| DTS | 298 348 | 84 107 | 67 785 | 6 389 | 1 091 | 457 720 |
| Total équivalent en USD | 388 398 | 109 493 | 88 244 | 8 318 | 1 421 | 595 978 |

Au 31 décembre 2023

| | | | | | | |
|-------------------------|---------|---------|---------|-------|-------|---------|
| DTS | 288 441 | 83 398 | 75 430 | 6 801 | 1 588 | 455 657 |
| Total équivalent en USD | 387 664 | 112 086 | 101 377 | 9 140 | 2 134 | 612 401 |

^a La Somalie ayant atteint le point d'achèvement en décembre 2023, les mesures ont été complètement mises en œuvre durant l'exercice 2024.

État récapitulatif des contributions liées à l'Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti

(Aux 31 décembre 2024 et 2023)

| | <i>En milliers d'USD</i> | <i>En milliers de DTS</i> |
|--|--------------------------|---------------------------|
| 2024 | | |
| Contributions des États membres | | |
| Allemagne | 2 308 | 1 480 |
| Autriche | 685 | 438 |
| Belgique | 776 | 509 |
| Canada | 3 500 | 2 303 |
| Danemark | 513 | 339 |
| États-Unis d'Amérique | 8 000 | 5 217 |
| France | 1 700 | 1 080 |
| Japon | 2 788 | 1 743 |
| Luxembourg | 280 | 178 |
| Maurice | 5 | 3 |
| Norvège | 1 626 | 1 066 |
| Royaume-Uni | 2 700 | 1 717 |
| Suède | 1 718 | 1 115 |
| Suisse | 962 | 637 |
| Sous-total | 27 561 | 17 825 |
| Intérêts perçus | 1 572 | |
| Allégements de dette accordés | (29 133) | |
| Total compte administratif États membres 2024 | - | |
| FIDA | | |
| Contribution du FIDA | 15 200 | |
| Intérêts perçus | 2 585 | |
| Allégements de dette accordés | (3 879) | |
| Total compte administratif FIDA | 13 906 | |
| Total général | 13 906 | |
| Variations de change | (4 319) | |
| Total des liquidités et placements 2024 | 9 587 | |
| 2023 | | |
| Total des liquidités et placements | 10 371 | |

Analyse des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

(Pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023)

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale (en milliers d'USD)

| Décaissement | Dépenses administratives ^a | Commissions de service ^b | Mécanisme du FIDA pour l'action climatique | Autres sources ^c | Total |
|---|---------------------------------------|-------------------------------------|--|-----------------------------|----------------|
| Traitements et indemnités du personnel | 114 661 | 5 010 | 711 | 21 | 120 403 |
| Dépenses administratives courantes | 29 093 | 1 382 | 88 | 1 595 | 32 158 |
| Frais de consultants et dépenses non liées au personnel | 44 555 | 3 913 | 629 | 629 | 49 726 |
| Frais financiers directs (banques et placements) | | | | 4 389 | 4 389 |
| Total 2024 | 188 309 | 10 305 | 1 428 | 6 634 | 206 676 |
| Total 2023 | 181 992 | 8 328 | 1 168 | 4 602 | 196 090 |

^a Il s'agit du budget ordinaire du FIDA, du budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, y compris les montants reportés et les dépenses relatives à l'AMACS.

^b Y compris les postes financés par les commissions de service.

^c Y compris les charges directes imputées sur le produit des placements; le budget d'investissement axé sur les capacités du FIDA; les dépenses remboursables par le Gouvernement italien. Par suite de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16, les dépenses remboursables au titre du siège sont présentées en tant que diminution des dettes au titre des loyers.

Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

Tableau 1
(en milliers d'USD)

| État membre | Monnaie locale | Monnaie de libellé de la contribution | Contre-valeur en USD de la contribution reçue |
|----------------------------------|----------------|---------------------------------------|---|
| Allemagne | EUR | 27 394 | 33 025 |
| Canada | CAD | 6 000 | 4 538 |
| Pays-Bas | EUR | 6 000 | 7 077 |
| Suède | SEK | 50 000 | 5 734 |
| Suisse | CHF | 2 000 | 2 261 |
| Total | | 52 635 | |
| FIDA | | 40 000 | |
| Total au 31 décembre 2024 | | 92 635 | |
| Total au 31 décembre 2023 | | 92 635 | |

Tableau 2
État récapitulatif des dons du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres
(au 31 décembre 2024)
(en milliers d'USD)

| Pays/entité | Dons approuvés moins annulations ^a | Décaissements en 2024 | Portion non décaissée des dons décaissables |
|-------------------------|---|-----------------------|---|
| Afghanistan | 1 884 | 1 884 | - |
| Afrique du Sud | 331 | 331 | - |
| Agricord | 401 | 401 | - |
| Agriterra | 2 300 | 2 300 | - |
| Angola | 1 363 | 1 363 | - |
| Bangladesh | 2 007 | 2 007 | - |
| Bénin | 956 | 956 | - |
| Burkina Faso | 1 911 | 1 911 | - |
| Burundi | 1 530 | 1 530 | - |
| Cambodge | 1 172 | 1 172 | - |
| Cameroun | 1 409 | 1 359 | 50 |
| Comores | 325 | 325 | - |
| Congo | 985 | 961 | 25 |
| Côte d'Ivoire | 1 160 | 1 160 | - |
| Djibouti | 414 | 414 | - |
| Érythrée | 185 | 185 | - |
| Eswatini | 658 | 658 | - |
| Éthiopie | 2 240 | 2 240 | - |
| Gabon | 425 | 425 | - |
| Gambie | 590 | 590 | - |
| Guinée | 1 178 | 1 178 | - |
| Guinée-Bissau | 773 | 773 | - |
| Kenya | 5 593 | 5 593 | - |
| Lesotho | 740 | 740 | - |
| Liban | 240 | 240 | - |
| Libéria | 1 084 | 1 084 | - |
| Live and Learn Kiribati | 168 | 168 | - |
| Madagascar | 931 | 931 | - |
| Malawi | 1 369 | 1 369 | - |
| Mali | 980 | 980 | - |
| Mauritanie | 541 | 541 | - |
| Mozambique | 1 678 | 1 678 | - |
| Myanmar | 600 | - | - |

| Pays/entité | Dons approuvés moins annulations ^a | Décaissements en 2024 | Portion non décaissée des dons décaissables |
|---|---|-----------------------|---|
| Népal | 1 206 | 1 206 | - |
| Niger | 2 842 | 2 842 | - |
| Nigéria | 2 044 | 2 044 | - |
| Ouganda | 2 121 | 2 121 | - |
| Pakistan | 2 372 | 2 372 | - |
| Palestine | 604 | 604 | - |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 612 | 612 | - |
| Philippines | 3 204 | 3 204 | - |
| Precision Agriculture for Development | 3 160 | 3 160 | - |
| République arabe syrienne | 545 | 545 | - |
| République centrafricaine | 1 408 | 1 405 | 3 |
| République démocratique du Congo | 2 696 | 2 696 | - |
| République-Unie de Tanzanie | 1 961 | 1 961 | - |
| Rwanda | 1 400 | 1 400 | - |
| Samoa | 217 | 217 | - |
| Sao Tomé-et-Principe | 442 | 441 | 1 |
| Sénégal | 1 003 | 979 | 24 |
| Sierra Leone | 978 | 978 | - |
| Somalie | 2 751 | 2 751 | - |
| Soudan | 1 657 | 1 657 | - |
| Soudan du Sud | 706 | 706 | - |
| Sparkassenstiftung | 2 543 | 2 543 | - |
| Tchad | 1 685 | 1 685 | - |
| Togo | 945 | 945 | - |
| Tonga | 700 | 700 | - |
| Tunisie | 118 | 118 | - |
| Vétérinaires Sans Frontières Allemagne | 724 | 724 | - |
| World Vision New Zealand | 710 | 710 | - |
| Yémen | 3 746 | 3 746 | - |
| Zambie | 1 455 | 1 455 | - |
| Zimbabwe | 1 555 | 1 555 | - |
| Total en USD au 31 décembre 2024 | 86 231 | 85 528 | 103 |
| Total en USD au 31 décembre 2023 | 87 303 | 85 738 | 1 565 |

^aLe solde comprend les dons approuvés ainsi que les dons au stade du décaissement.

Initiative de riposte à la crise

Tableau 3
(en milliers d'USD)

| États membres | Monnaie locale | Monnaie de libellé de la contribution | Contre-valeur en USD de la contribution reçue |
|----------------------------------|----------------|---------------------------------------|---|
| Allemagne | EUR | 30 000 | 31 683 |
| États-Unis d'Amérique | USD | 10 000 | 10 000 |
| Irlande | EUR | 1 000 | 1 012 |
| Norvège | NOK | 300 000 | 27 647 |
| Pays-Bas | EUR | 10 000 | 9 989 |
| Total au 31 décembre 2024 | | 80 331 | |
| Total au 31 décembre 2023 | | 80 331 | |

Tableau 4
État récapitulatif des dons de l'Initiative de riposte à la crise
(en milliers d'USD)

| Pays | Dons approuvés moins annulations | Décaissements | Dons non décaissés * |
|----------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------------|
| Afghanistan | 5 324 | 4 792 | 532 |
| Burundi | 4 842 | 2 262 | 2 580 |
| Érythrée | 3 300 | 3 300 | - |
| Éthiopie | 3 300 | 3 300 | - |
| Gambie | 2 760 | 2 760 | - |
| Haïti | 3 245 | - | 3 245 |
| Italie | 3 000 | 3 000 | - |
| Madagascar | 3 000 | 3 000 | - |
| Malawi | 8 060 | 8 060 | - |
| Mali | 2 887 | 2 745 | 142 |
| Mozambique | 5 774 | 5 774 | - |
| Ouganda | 5 050 | 5 034 | 16 |
| République centrafricaine | 5 769 | 5 686 | 83 |
| Somalie | 10 000 | 9 825 | 175 |
| Tchad | 3 253 | 3 248 | 5 |
| Yémen | 3 300 | 3 300 | - |
| Total au 31 décembre 2024 | 72 864 | 67 836 | 5 028 |
| Total au 31 décembre 2023 | 67 104 | 34 342 | 32 762 |

Fonds fiduciaire pour le secteur privé

Tableau 1
(en milliers d'USD)

| <i>État membre</i> | <i>Monnaie locale</i> | <i>Monnaie de libellé de la contribution</i> | <i>Contre-valeur en USD de la contribution</i> |
|---|-----------------------|--|--|
| Finlande | EUR | 4 000 | 4 108 |
| Allemagne | EUR | 35 944 | 38 351 |
| Luxembourg | EUR | 2 000 | 2 256 |
| Danemark (Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique) | DKK | 50 000 | 7 035 |
| Sous-total | | | 51 749 |
| Canada (contribution remboursable) ^a | CAD | 100 000 | 73 573 |
| FIDA | | | 25 000 |
| Total au 31 décembre 2024 ^b | | | 150 322 |
| Total au 31 décembre 2023 | | | 67 054 |

^aAu 31 décembre 2024, aucune dépense dans le cadre d'un projet n'avait été approuvée ni imputée sur les ressources canadiennes. Seuls les intérêts perçus sont à rembourser.

^b Ce solde comprend les montants à recevoir (12,7 millions d'USD).

Tableau 2
État de l'encours des prêts (au 31 décembre 2024)
(Montants exprimés en milliers)

| <i>Pays de l'emprunteur</i> | <i>Prêts approuvés moins annulations</i> | <i>Décaissés</i> | <i>Non décaissés</i> | <i>Remboursements</i> | <i>Montant non encore remboursé</i> |
|---|--|------------------|----------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| <i>Prêts libellés en EUR</i> | | | | | |
| SOAFIARY | 1 750 | 1 750 | | | 1 750 |
| <i>Association Pour La Promotion De L'épargne /-Credit A Base Communautaire (PEBCo)</i> | | | | | |
| Sous-total EUR | 4 750 | 1 750 | 3 000 | - | 1 750 |
| Équivalent en USD | 4 919 | 1 812 | 3 107 | - | 1 812 |
| <i>Prêts libellés en USD</i> | | | | | |
| Credito Con Educación Rural Institución Financiera De Desarrollo | 5 000 | | 5 000 | | |
| AMK Microfinance Institution PLC. | 5 000 | 5 000 | | | 5 000 |
| Futuro MCB S.A | 2 000 | 2 000 | | 500 | 1 500 |
| New Building Society Bank PLC (NBS) | 5 000 | 5 000 | | | 5 000 |
| Babban Gona Farmer Services Nigeria Limited Nigéria | 5 000 | 2 000 | 3 000 | | 2 000 |
| Stanbic Bank Uganda Limited Ouganda | 5 000 | 5 000 | | | 5 000 |
| Banque commerciale par actions "Hamkorbank" bénéficiant de capitaux étrangers | 2 500 | 2 500 | | | 2 500 |
| Sous-total USD | 29 500 | 21 500 | 8 000 | 500 | 21 000 |
| Total USD | 34 419 | 23 312 | 11 107 | 500 | 22 812 |
| Autres sommes à recevoir | | | | | 269 |
| Total des montants à recevoir au titre des prêts au 31 décembre 2024 (équivalent en USD) | | | | | 23 081 |
| Total des montants à recevoir au titre des prêts au 31 décembre 2023 (équivalent en USD) | | | | | 10 778 |